

# **Vue d'ensemble du système agricole *et* agroalimentaire canadien**



Agriculture and  
Agri-Food Canada

Agriculture et  
Agroalimentaire Canada

Canada

# VUE D'ENSEMBLE DU SYSTÈME AGRICOLE ET AGROALIMENTAIRE CANADIEN

**Chef de projet :**

Eileen Krakar

juin 2003

Recherches stratégiques  
Équipe de Politiques et planification  
Agriculture et Agroalimentaire Canada

*Tout point de vue exprimé, qu'il soit énoncé clairement, sous-entendu ou interprété à partir du contenu de la présente publication, ne reflète pas nécessairement la politique d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Afin de faciliter la lecture du présent document, nous avons employé le masculin comme genre neutre pour désigner aussi bien les femmes que les hommes.*

Vous pouvez obtenir une version électronique des publications produites par la Direction de la recherche et de l'analyse sur Internet à : <http://www.agr.gc.ca/spb/rad-dra>

Publication 2211F  
ISSN 1708-4172  
ISBN 0-662-89666-1  
Catalogue A22-338/2003F-PDF  
Projet 03-015-rp

Also available in English under the title:  
AN OVERVIEW OF THE CANADIAN AGRICULTURE AND AGRI-FOOD SYSTEM

# Table des matières

Avant-propos.....	v
Faits marquants.....	vii
A. Le système agricole et agroalimentaire dans l'économie canadienne .....	1
A1. PIB et emploi.....	5
A2. Commerce international .....	9
A3. Investissement, concentration et rentabilité.....	15
A4. Innovation.....	21
B. Les composantes du système agricole et agroalimentaire.....	25
B1. Consommateurs.....	27
B2. Distribution alimentaire (vente au détail/en gros et service alimentaire).....	31
B3. Transformation alimentaire.....	39
B4. Agriculture primaire.....	47
B5. Fournisseurs d'intrants et services agricoles.....	67
C. Soutien public au système agricole et agroalimentaire .....	75
Sources des données.....	81
Glossaire.....	85
Notes .....	95
Références.....	97



# Avant-propos

Ce rapport fournit des informations détaillées sur la brochure de synthèse intitulée « Vue d'ensemble du système agricole et agroalimentaire canadien ». Il donne un aperçu économique de la chaîne de valeur agroalimentaire. En partant du consommateur, il remonte jusqu'à l'offre d'intrants, en passant par la distribution alimentaire, la transformation alimentaire et la production agricole. Des graphiques, des schémas et des tableaux accompagnés d'explications succinctes résument l'information et fournissent des indicateurs de rendement de base.

Ce rapport a été conçu comme un document de référence polyvalent qui :

- constitue une introduction à la chaîne de valeur agroalimentaire;
- fournit un instantané des transformations structurelles qui se produisent dans le système en réaction à différents facteurs;
- contient des données et des informations générales afin d'éclairer les discussions publiques sur les questions qui concernent l'agriculture canadienne.

Ce rapport révèle que le système agricole et agroalimentaire canadien est une chaîne de valeur très complexe, intégrée et compétitive sur le plan international, dont l'importance au sein de l'économie canadienne est croissante. C'est un système en perpétuelle mutation qui s'adapte aux forces déclenchées par l'évolution des exigences du consommateur, les progrès technologiques, l'intégration nord-américaine et la mondialisation.



# Faits marquants

- Le système agricole et agroalimentaire joue un rôle significatif dans l'économie canadienne et dans celle des provinces, puisqu'il fournissait un emploi sur huit et générait 8,4 % du produit intérieur brut (PIB) en 2001.
- L'agriculture primaire est au cœur du système agricole et agroalimentaire, un système qui ne se limite cependant pas à la production agricole. Il englobe également les activités de transformation et de distribution. La transformation alimentaire (qui comprend la transformation des boissons et du tabac) est le deuxième poste qui contribue le plus au PIB manufacturier au Canada; quant à la distribution alimentaire, elle se classe deuxième sur la liste des dépenses en biens de consommation, alors que les services alimentaires constituent, pour leur part, la troisième catégorie en termes de dépenses en services de consommation.
- Toutes les composantes du système sont en expansion et rentables, la production à valeur ajoutée venant en tête pour la croissance. Depuis 1990, les cheptels bovins et porcins ont augmenté respectivement de 25 % et 37 %, tandis que la valeur des ventes de la transformation alimentaire s'est accrue de 56 % à 70 milliards de dollars. Les produits de consommation constituent aujourd'hui la moitié des exportations agricoles et agroalimentaires totales canadiennes.
- Les débouchés à l'exportation sont indispensables à la croissance de la plupart des industries agricoles. En 2001, le Canada était le troisième exportateur de produits agricoles et agroalimentaires du monde, après les États-Unis et les 15 pays membres de l'Union européenne, avec des exportations évaluées à 26,6 milliards de dollars. Parallèlement, le Canada était le cinquième plus grand importateur de produits agricoles et agroalimentaires du monde, avec des importations chiffrées à 19,2 milliards de dollars.
- Les échanges agricoles et agroalimentaires se concentrent sur le marché nord-américain. En 2002, les exportations vers les États-Unis et le Mexique représentaient plus de 70 % des exportations agricoles et agroalimentaires totales canadiennes, contre 40 % en 1990. Les États-Unis sont une destination particulièrement importante pour les exportateurs canadiens de produits à valeur ajoutée, puisqu'ils absorbent 80 % de ces exportations.
- De même, l'investissement se concentre également sur le marché nord-américain. Les investissements américains dans la transformation alimentaire canadienne étaient évalués à 6,1 milliards de dollars sur la base des stocks en 2001, soit 81 % de l'investissement direct étranger dans ce secteur, contre 59 % en 1990. Les investissements à l'étranger du Canada dans des entreprises américaines de transformation alimentaire s'élevaient à 3,1 milliards de dollars, ce qui représentait 60 % de l'investissement total à l'étranger du Canada dans la transformation alimentaire, contre 30 % en 1990.

## Faits marquants (suite)

- La concentration et l'accroissement des activités se manifestent à chaque échelon du système. Les cinq premiers distributeurs alimentaires au Canada réalisent environ 60 % des ventes alimentaires nationales, contre 50 % il y a dix ans. Les grands établissements de transformation alimentaire représentent moins de 10 % du total des établissements, mais génèrent près de la moitié de la valeur des ventes de produits transformés. Un tiers seulement des fermes de recensement réalisent des ventes supérieures à 100 000 dollars, mais elles représentent près de 90 % de la production agricole totale.
- Les rendements de l'élevage et des cultures augmentent grâce aux progrès de la génétique et de la biotechnologie et aux meilleures pratiques de gestion. Par exemple, le poids des carcasses de bovins a augmenté de 33 % au cours des 20 dernières années, et les rendements moyens du maïs ont progressé de près de 50 % au cours des 40 dernières années. Ces augmentations du rendement, associées aux progrès technologiques et à la restructuration sectorielle, favorisent une croissance soutenue de la productivité dans l'agriculture primaire (3 % par an). Ce taux de croissance de la productivité est comparable à celui de l'agriculture primaire américaine (3,1 % par an).
- Les changements apportés à la réglementation influent considérablement sur la croissance du système. Par exemple, la suppression de la *Loi sur le transport du grain de l'Ouest* en 1995 a contribué à la diversification de l'agriculture des Prairies vers une production à valeur ajoutée et des cultures de plus grande valeur. La production de viande rouge et de cultures spéciales a généré près de la moitié des recettes commerciales agricoles des Prairies en 2001, contre seulement 36 % en 1988. L'Accord sur le commerce intérieur, qui autorise les ventes interprovinciales de bière, a soutenu la croissance annuelle moyenne de la productivité de 1,4 % dans la production de boissons.
- Les producteurs agricoles sont très différents les uns des autres et se distinguent de par la spécialisation de leurs produits, l'échelle de leurs activités et leurs motivations. On peut même percevoir des différences sur le plan des résultats financiers parmi les producteurs qui ont des exploitations de taille identique et la même spécialisation.
- Le revenu commercial net réalisé des producteurs agricoles a fluctué à la fin des années 90, culminant à 2,3 milliards de dollars en 1997 avant d'atteindre un minimum de 0,1 milliard de dollars en 2000. Les programmes d'aide financière gouvernementaux ont toutefois permis de stabiliser le revenu agricole total sur cette période. Des paiements de 3,4 milliards de dollars en 2002 devraient maintenir le revenu agricole net réalisé bien au-dessus de la moyenne mobile sur 5 ans de 3,2 milliards de dollars.
- Les producteurs canadiens sont moins dépendants du soutien public que leurs homologues européens et américains. En 2001, l'indice ESP (Estimation du soutien aux producteurs) pour le Canada était de 17 % de la valeur moyenne de la production, contre 35 % pour l'UE et 21 % pour les États-Unis.

**Section A**  
**Le système agricole**  
**et agroalimentaire**  
**dans l'économie canadienne**

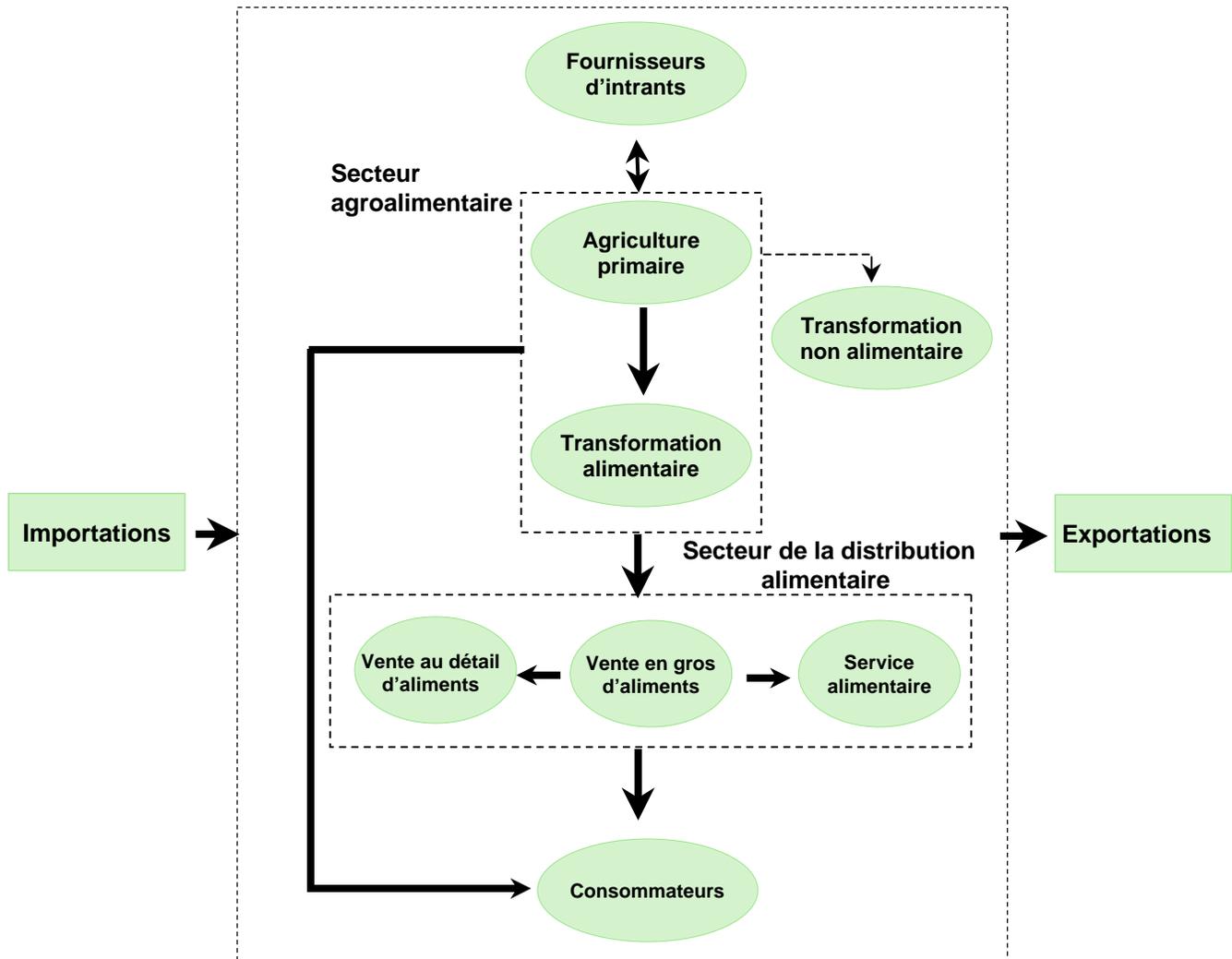


Agriculture and  
Agri-Food Canada

Agriculture et  
Agroalimentaire Canada

Canada

# Le système agricole et agroalimentaire est une chaîne intégrée complexe...



- **Le système agricole et agroalimentaire canadien** est une chaîne de production et de distribution complexe et intégrée réunissant des industries qui fournissent des produits alimentaires et des boissons aux consommateurs canadiens et internationaux. Ses différentes composantes englobent les **fournisseurs de services et d'intrants agricoles**, les **entreprises de transformation des denrées alimentaires** (y compris les transformateurs de boissons et de tabac), les **distributeurs/grossistes alimentaires** et les **établissements de service alimentaire**<sup>1</sup>.
- Tout le système fait partie intégrante de l'économie mondiale. Des importations et des exportations de produits s'effectuent à chaque maillon de la chaîne.

## ... en constante évolution

- Ensemble, l'agriculture primaire et les transformateurs alimentaires constituent le **secteur agroalimentaire**. Le **secteur de la distribution alimentaire** englobe les distributeurs, les grossistes et les établissements de service alimentaire. Les fournisseurs d'intrants désignent les entreprises qui vendent des facteurs de production et des services agricoles spécifiques, et incluent à la fois les activités de fabrication et de distribution.
- Le système agricole et agroalimentaire continue d'évoluer. Parmi les facteurs qui génèrent des transformations structurelles au sein du système, citons l'évolution des exigences du consommateur, les technologies à forte concentration de savoir, l'intégration nord-américaine et la mondialisation.
- Les lignes de séparation entre les différentes composantes du système sont floues. Par exemple, les compagnies céréalières peuvent jouer simultanément les rôles d'entreprises de transformation d'aliments pour le bétail, de grossistes d'ingrédients entrant dans la fabrication d'aliments pour le bétail, de grossistes de produits agricoles et d'exportateurs de céréales.
- Les liens entre les industries verticales acquièrent une dimension plus formelle du fait d'accords contractuels, d'alliances stratégiques et d'autres méthodes de coordination. Certaines transformations institutionnelles se produisent pour accompagner cette tendance. Par exemple, l'abandon des droits de vente exclusifs des offices de commercialisation du porc dans les Prairies a permis la passation directe de contrats entre les producteurs et les entreprises de conditionnement<sup>2</sup>.
- On constate une tendance générale vers un accroissement de la taille des opérations dans le système. La concentration et l'intégration se manifestent à tous les niveaux.

### La passation de contrats dans l'industrie du porc

Les grandes entreprises de transformation se tournent de plus en plus vers la passation directe de contrats avec les éleveurs de porcs. Aux termes du contrat :

- L'éleveur est tenu d'appliquer des méthodes de production spécifiques et de tenir des dossiers formels. Par exemple, il doit vacciner les animaux contre des maladies telles que la pneumonie, selon les instructions des vétérinaires, octroyer un numéro d'identification à chaque animal et s'assurer que leur viande ne contient aucun résidu de médicament.
- Le produit final est soumis à des règles de qualité draconiennes, comme le degré de dureté acceptable de la graisse et le pointage de couleur.
- En contrepartie, l'éleveur bénéficie d'un contrat qui couvre les coûts de production et lui assure une trésorerie plus prévisible. Il reçoit également une aide technique sous la forme de programmes d'alimentation et de nutrition à la pointe du progrès ainsi que de génétique vétérinaire.

Ces accords sont bénéfiques au consommateur et fournissent la garantie que le produit acheté est sain, nourrissant et de grande qualité. Cette garantie fait l'objet d'une traçabilité et inclut un système formel de consignation de la production.

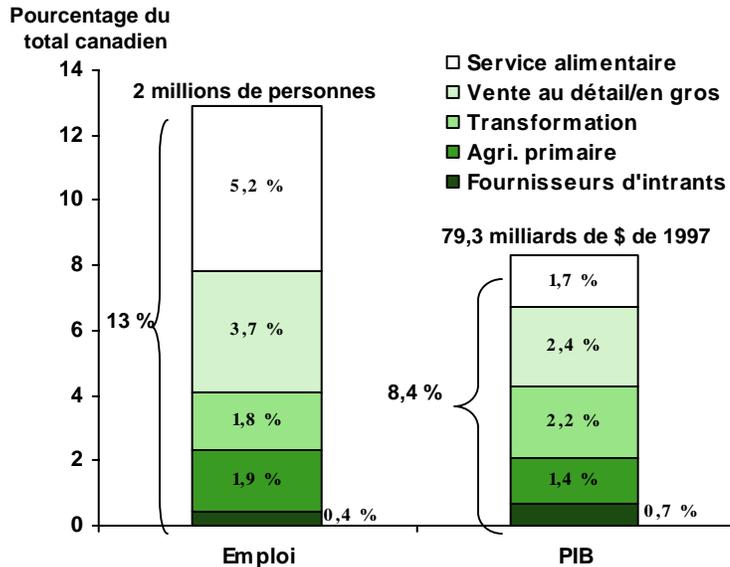


# **PIB et emploi**

**A1.**

# Le système agricole et agroalimentaire joue un rôle significatif dans l'économie canadienne

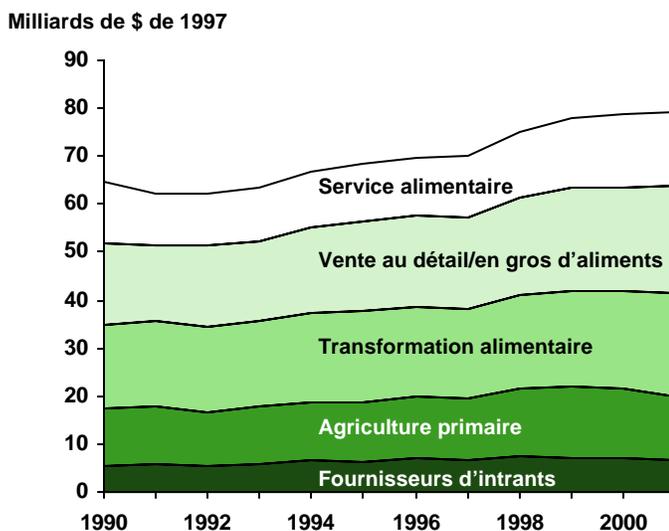
**Graphique A1.1**  
Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB et à l'emploi, 2001



Source : Statistique Canada et AAC.

- Le système agricole et agroalimentaire joue un rôle significatif dans l'économie canadienne si l'on en juge par l'emploi et le revenu. Il fournit un emploi direct sur huit. Il génère également des emplois indirects dans les transports et d'autres secteurs logistiques.
- En 2001, il représentait 8,4 % du **produit intérieur brut** canadien (PIB). Le système connaît une croissance annuelle légèrement inférieure à 2 %, soit une croissance moindre que l'ensemble de l'économie.
- **La production à valeur ajoutée** est le moteur de l'expansion du système. La distribution alimentaire est le poste qui connaît l'essor le plus rapide, avec une croissance moyenne annuelle de 2,8 %, suivie des fournisseurs d'intrants avec une croissance moyenne annuelle de 2,4 %.

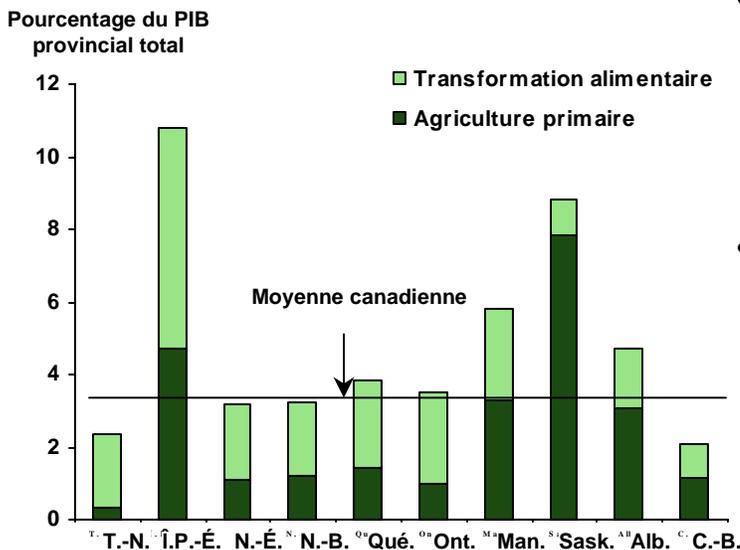
**Graphique A1.2**  
Contribution du système agricole et agroalimentaire au PIB, 1990-2001



Source : Statistique Canada et AAC.

# Il est également important pour les économies provinciales

**Graphique A1.3**  
Contribution du secteur agroalimentaire au PIB provincial, 2001

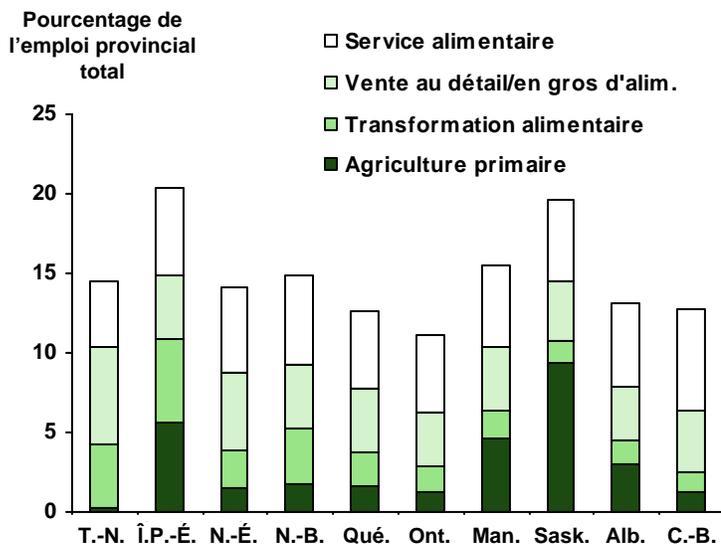


Source : Le Conference Board du Canada et Statistique Canada.  
Note : Système de classification SIC80.

- L'importance du secteur agroalimentaire varie d'une région à l'autre du Canada, et son importance relative sur l'Île-du-Prince-Édouard (11 %) et en Saskatchewan (9 %) est plus de deux fois supérieure à la moyenne nationale d'un peu moins de 4 %.
- Le ratio entre agriculture primaire et transformation varie également. Les activités de transformation alimentaire dans l'est du Manitoba représentent la majorité de la part du PIB provincial générée par le secteur agroalimentaire. Dans les Prairies, l'agriculture primaire joue un rôle prépondérant.

- La transformation alimentaire est la principale industrie manufacturière dans sept provinces. Elle vient en deuxième place en Ontario et en troisième place en Colombie-Britannique et au Nouveau-Brunswick.

**Graphique A1.4**  
Contribution du système agricole et agroalimentaire à l'emploi provincial, 2001



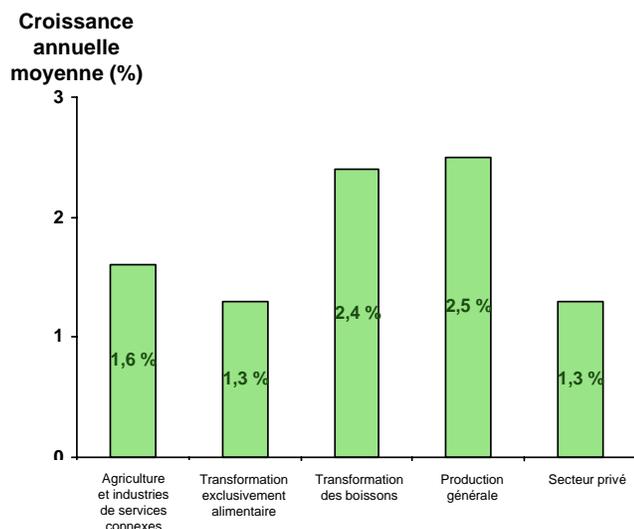
Source : Statistique Canada et AAC.  
Note : Les fournisseurs d'intrants provinciaux sont exclus du fait des doutes en matière de fiabilité et de confidentialité des données de nombreux secteurs qui les composent.

- En termes absolus, l'Ontario et le Québec comptent le plus grand nombre de personnes employées par le système pris globalement. Toutefois, les pourcentages d'emploi provincial les plus élevés sont enregistrés sur l'Île-du-Prince-Édouard et en Saskatchewan (autour de 20 %).
- La part de l'emploi provincial représentée par le secteur agroalimentaire varie selon l'emplacement des ressources primaires et les infrastructures de transport, tandis que la part de l'emploi représentée par le secteur de la distribution alimentaire varie en fonction de la population provinciale.

# L'agriculture primaire enregistre une forte croissance de la productivité

Graphique A1.5

Croissance de la productivité du travail de différents secteurs, 1981-1997

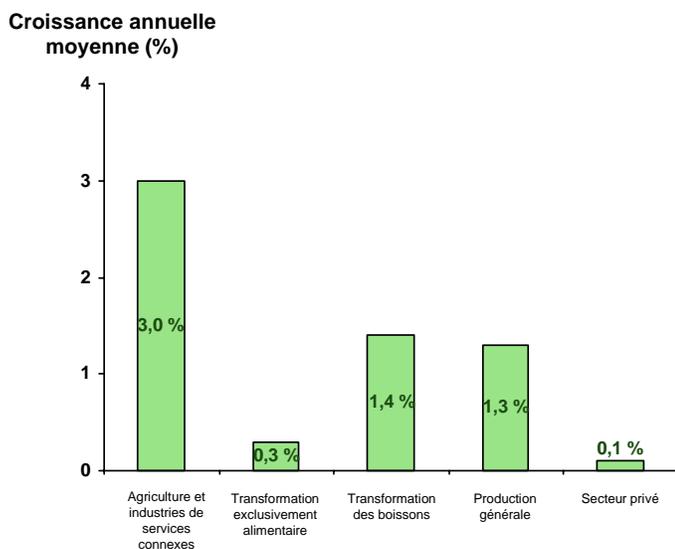


Source : Statistique Canada et AAC.

Note : 1) Système de classification SIC80.  
2) L'agriculture et les industries de services connexes incluent des données portant sur certains fournisseurs d'intrants.

Graphique A1.6

Croissance de la productivité multifactorielle de différents secteurs, 1981-1997



Source : Statistique Canada et AAC.

Note : 1) Système de classification SIC80.  
2) L'agriculture et les industries de services connexes incluent des données portant sur certains fournisseurs d'intrants.

- Au fil du temps, les progrès technologiques et la restructuration du secteur améliorent la productivité. La productivité peut être mesurée en termes de **productivité du travail** ou de **productivité multifactorielle**.

- La productivité du travail évalue la valeur ajoutée créée dans un secteur par une unité de travail accompli. Au cours des 20 dernières années, la productivité du travail dans l'agriculture primaire et la transformation alimentaire a progressé à peu près au même rythme que l'économie en général (c.-à.-d. le secteur privé).

- Cette évolution contraste avec les années 70, lorsque la productivité du travail dans l'agriculture primaire enregistrait un taux de croissance annuelle moyen (5 %) deux fois plus élevé que le reste de l'économie (2 %). Le ralentissement de la croissance de la productivité du travail a plusieurs causes. Les exploitants ont diversifié leur production, passant des céréales à des activités à plus fort coefficient de main-d'œuvre (p. ex. élevage, horticulture, production biologique, etc.). Un changement s'est également produit dans la nature des progrès technologiques, passant de la mécanisation de la main-d'œuvre à des technologies à forte concentration de savoir (p. ex. cultures transgéniques) qui n'entraînent pas forcément d'économies de main-d'œuvre.

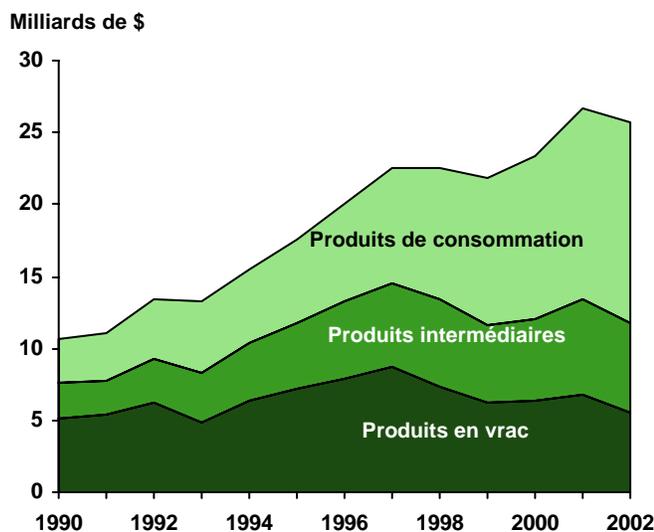
- La productivité multifactorielle permet de mieux apprécier l'augmentation de la productivité, car elle mesure l'efficacité de l'utilisation de tous les facteurs de production et non d'un seul. Cette mesure montre qu'avec 3 %, les gains de productivité dans l'agriculture primaire continuent de dépasser la moyenne, et sont comparables aux gains américains (3,1 %).

# **Commerce international**

**A2.**

# Le secteur agroalimentaire est tourné vers l'international et génère de plus en plus de valeur ajoutée

Graphique A2.1  
Exportations agricoles et agroalimentaires,  
1990-2002



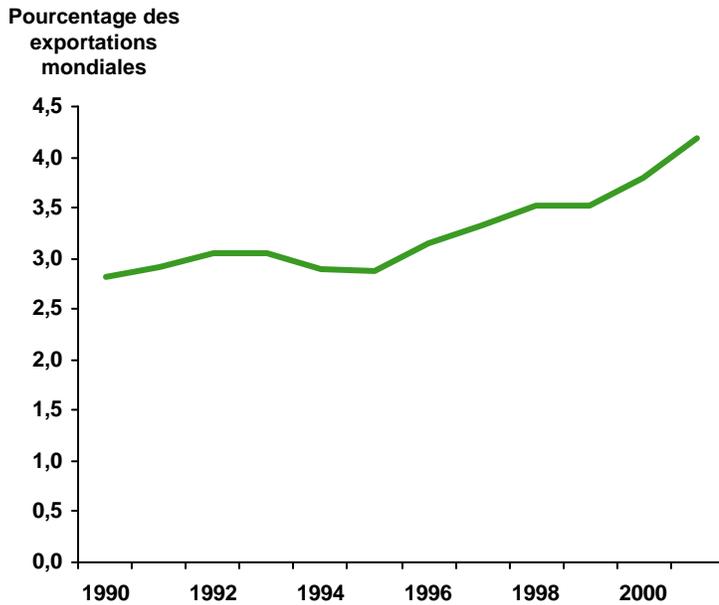
Source : Statistique Canada et AAC.

- Le secteur agroalimentaire est axé sur les exportations. En 2001, la moitié de la production primaire était exportée, soit sous forme de produits en vrac, ou de produits à valeur ajoutée.
- **Les exportations agricoles et agroalimentaires** ont doublé au cours de la dernière décennie, tandis que celles de **produits de consommation** ont plus que triplé pendant cette période. Aujourd'hui, les produits de consommation représentent la moitié des exportations totales, ce qui tranche avec 1991, lorsqu'ils en représentaient moins du tiers.
- Les exportations de produits bruts ont baissé de 20 % en 2002, par suite de la sécheresse qui a nui aux ventes de céréales et d'oléagineux des Prairies.

# La part canadienne du commerce agroalimentaire mondial (4 %) est en augmentation

Graphique A2.2

Exportations agricoles et agroalimentaires canadiennes en pourcentage des exportations mondiales, 1990-2001

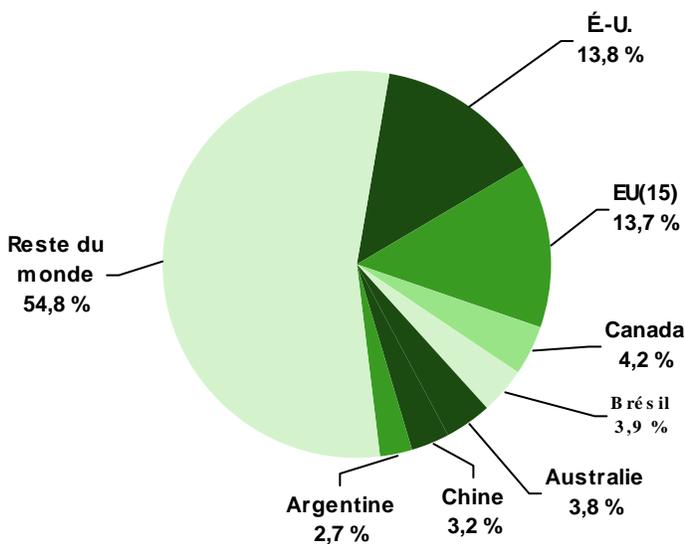


Source : FAO.

- Depuis les années 70, les exportations agricoles et agroalimentaires représentent 3 % à 4 % des exportations mondiales. La part du Canada progresse depuis 1990.

Graphique A2.3

Part des exportations agricoles et agroalimentaires mondiales par pays d'origine, 2001



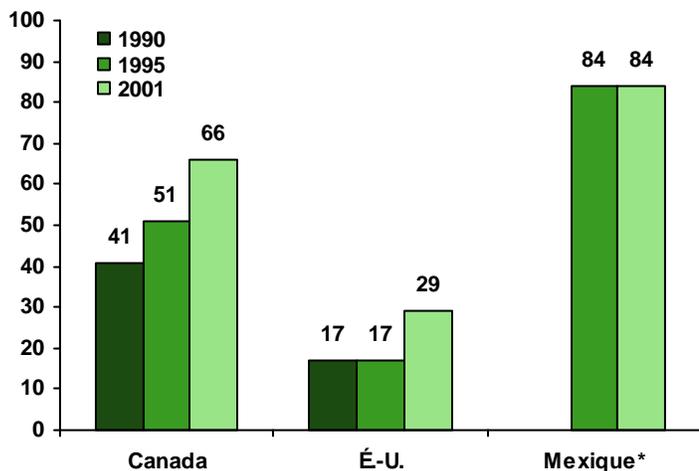
Source : FAO.

- En 2001, le Canada a exporté pour 26,6 milliards de dollars de produits agricoles et agroalimentaires. Le Canada était le troisième exportateur après les États-Unis et les quinze pays de l'UE, et devançait le Brésil, l'Australie, la Chine et l'Argentine.

# L'orientation des échanges se concentre sur le marché nord-américain intégré

**Graphique A2.4**  
Part nord-américaine des exportations agricoles et agroalimentaires, 1990, 1995 et 2001

Pourcentage des exportations totales

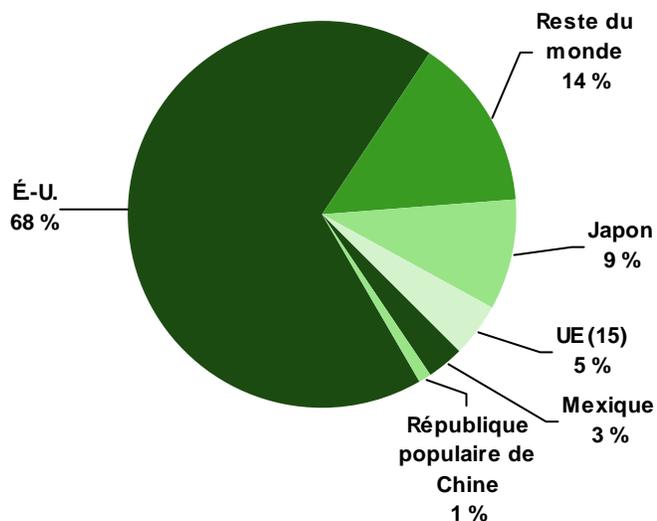


Sources : Statistique Canada, Industrie Canada, données commerciales de Strategis en ligne, World Trade Atlas et calculs d'AAC.

Note : \*On ne dispose pas de données sur 1990 pour le Mexique.

- Le marché nord-américain est de plus en plus intégré, ce qui accroît les échanges agroalimentaires entre le Canada, les États-Unis et le Mexique.

**Graphique A2.5**  
Destination des exportations agricoles et agroalimentaires, 2002

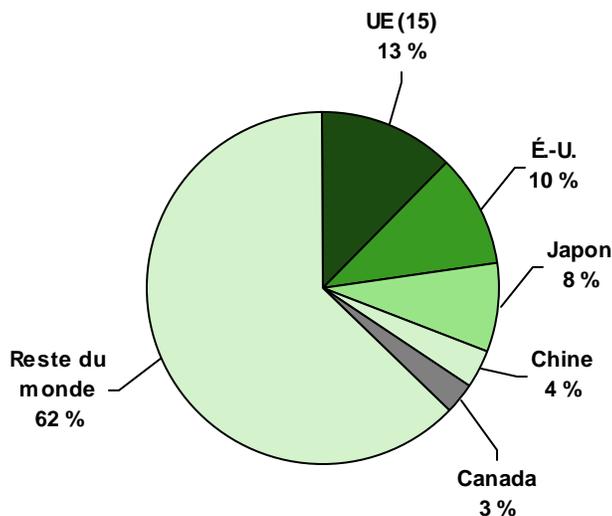


Source : Statistique Canada et AAC.

- En 2002, les exportations agricoles et agroalimentaires vers les États-Unis représentaient près de 70 % des exportations agricoles et agroalimentaires canadiennes totales, contre 44 % en 1992. Le marché américain est une destination particulièrement importante pour les produits intermédiaires et adaptés au consommateur, puisqu'il absorbe 80 % des exportations de ces produits.
- Les exportations agricoles et agroalimentaires vers le Mexique ont fortement progressé, ayant été multipliées par deux depuis 1992.

# Mais les exportations vers le reste du monde progressent également

**Graphique A2.6**  
Part des importations agricoles et agroalimentaires mondiales par pays d'origine, 2001

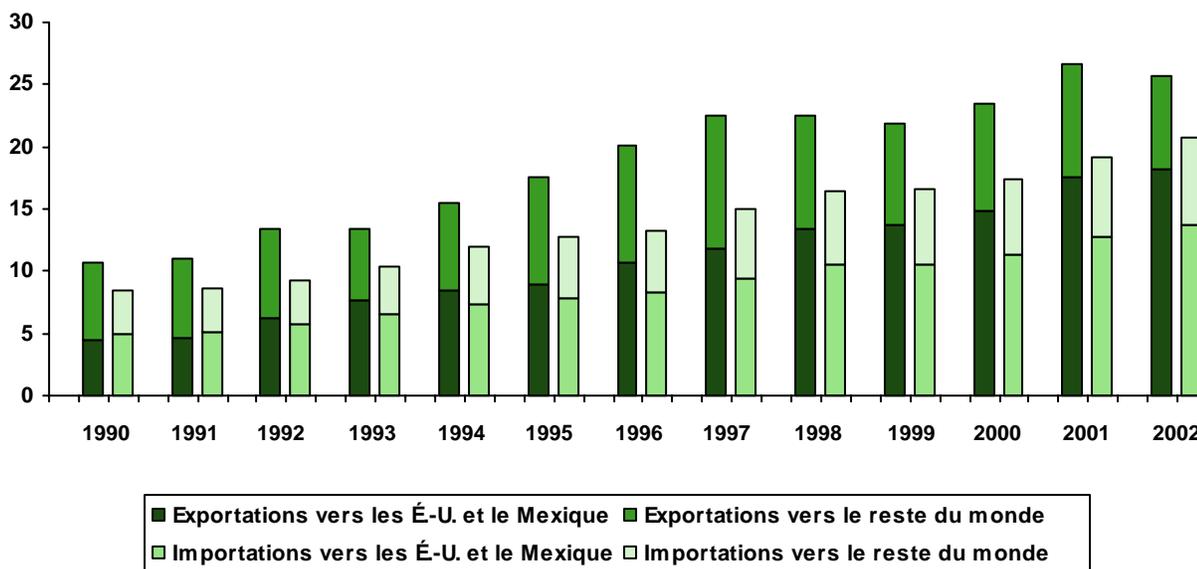


Source : FAO.

- Les exportations agricoles et agroalimentaires vers le reste du monde augmentent elles aussi. Au cours de la dernière décennie, elles sont passées de 6 à 9 milliards de dollars<sup>3</sup>. Après les États-Unis, le Japon est le principal acheteur de produits agricoles et agroalimentaires canadiens, avec 9 % du total en 2002 (voir le graphique A2.5).
- L'augmentation des exportations agricoles et agroalimentaires s'est accompagnée de la progression des importations de ces mêmes produits. Le Canada est le cinquième importateur mondial de ces produits. Les importations proviennent surtout du marché nord-américain, et celles des États-Unis et du Mexique progressent à un rythme plus rapide que celles issues du reste du monde.
- Au total, les importations agricoles et agroalimentaires progressent moins vite que les exportations, ce qui se traduit par un solde commercial largement positif. En 2002, l'excédent commercial s'élevait à 5 milliards de dollars, contre 2,5 milliards en 1991.

**Graphique A2.7**  
Échanges de produits agricoles et agroalimentaires avec l'Amérique du Nord et le reste du monde, 1990-2002

Milliards de \$



Source : Statistique Canada et AAC.

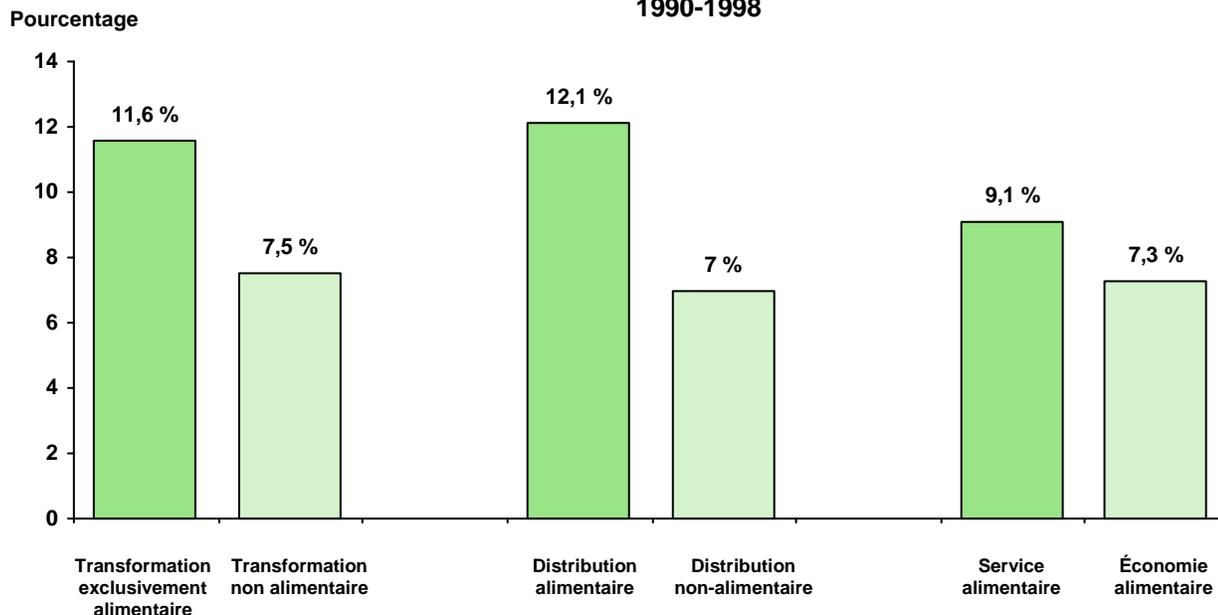


# **Investissement, concentration et rentabilité**

**A3.**

# Tous les maillons de la chaîne de valeur sont rentables

Graphique A3.1  
Taux moyen de rendement du capital à long terme,  
1990-1998

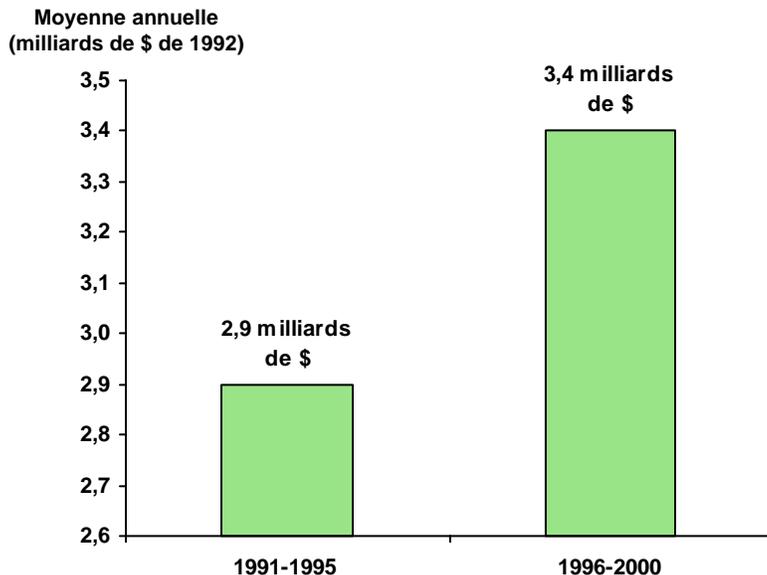


Source : Harper et Burroughs (2003), Smith et Trant (2003) et Harper et Smith (2001).

- Le système agricole et agroalimentaire est rentable, mesuré par le **taux moyen de rendement du capital à long terme**. En moyenne, les entreprises de transformation et de distribution alimentaires sont plus rentables que leurs homologues du secteur non alimentaire. Cet écart de rentabilité entre les activités de transformation et de distribution alimentaires et non alimentaires est plus marqué pour les grandes entreprises réalisant des ventes supérieures à 100 millions de dollars. En moyenne, les grandes entreprises de transformation et de distribution alimentaires ont tendance à être plus rentables que celles de taille petite et moyenne. À l'inverse, les PME de transformation et de distribution non alimentaires sont généralement plus rentables que les grandes entreprises non alimentaires<sup>4</sup>.
- Comme la plupart des exploitations agricoles ne sont pas constituées en personne morale, il n'est pas pertinent de calculer le rendement moyen du capital à long terme des producteurs agricoles. Mais d'autres mesures de la rentabilité montrent que le revenu agricole moyen est comparable au revenu perçu par les ménages non agricoles (voir le graphique B4.26). En général, la rentabilité des producteurs agricoles est indépendante de la taille de leurs activités (voir le graphique B4.28).

# L'investissement alimente la croissance du système

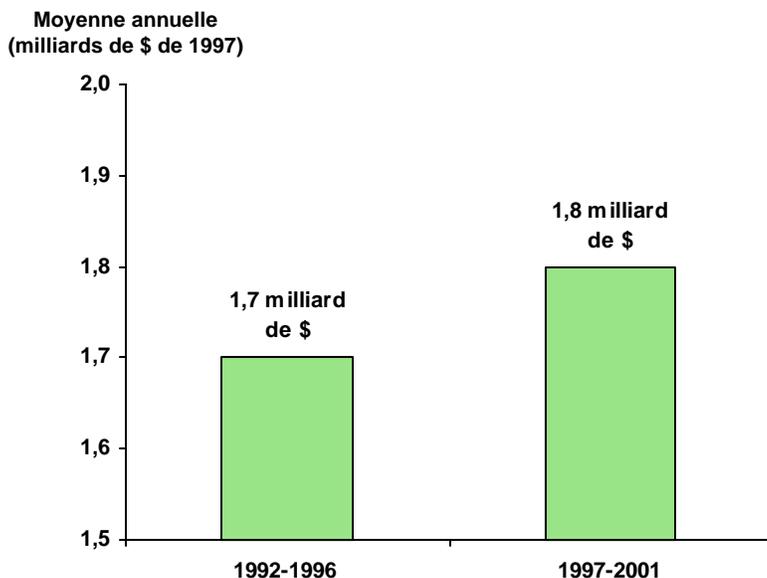
**Graphique A3.2**  
Investissement dans l'agriculture primaire,  
1991-2000



Source : Statistique Canada.

Note : Inclut uniquement les investissements dans les machines et les équipements, ainsi que les investissements dans la construction.

**Graphique A3.3**  
Investissement dans la transformation alimentaire,  
1992-2001



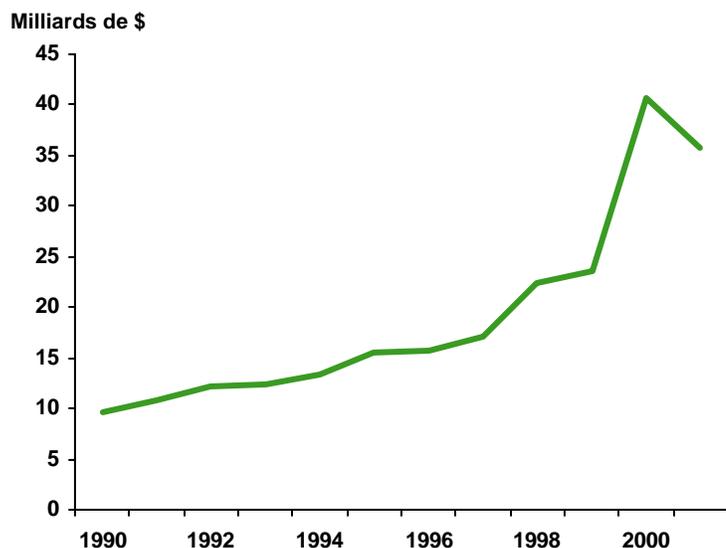
Source : Statistique Canada.

- Parallèlement à l'intégration nord-américaine et aux progrès technologiques, la rentabilité est l'une des forces qui favorisent la concentration et l'investissement dans le système agricole et agroalimentaire. À la fin des années 90, l'investissement réel dans le secteur agroalimentaire s'est accru en intensité par rapport au début de la décennie. L'investissement moyen annuel dans l'agriculture primaire et dans la transformation alimentaire a progressé respectivement de 15 % et 10 % entre ces deux périodes.

# L'IDE est une source importante de financement des investissements

Graphique A3.4

Investissement direct étranger dans la chaîne de valeur agroalimentaire, 1990-2001



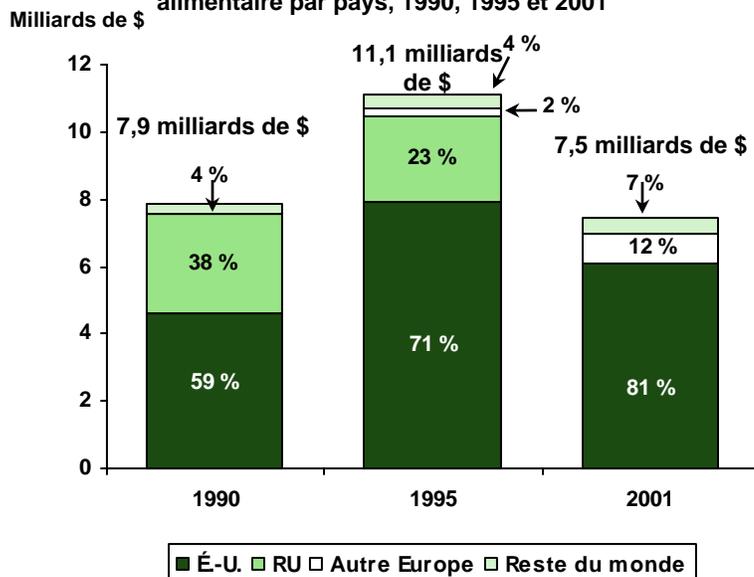
Source : Statistique Canada et AAC.

- Note :
- 1) Exclut les fournisseurs d'intrants et les services alimentaires; inclut la pêche.
  - 2) Mesuré sur la base des stocks.
  - 3) Système de classification SIC80.

- L'investissement direct étranger (IDE) est une source essentielle de capitaux pour soutenir la croissance du système agricole et agroalimentaire. L'IDE est profitable à la fois à l'investisseur et au pays hôte. Il procure à l'investisseur l'accès au marché et lui permet de réaliser des économies d'échelle. Le pays hôte bénéficie de transferts technologiques et d'un surcroît de concurrence susceptible de baisser les coûts des produits alimentaires pour les consommateurs.
- L'IDE dans la chaîne agroalimentaire canadienne a plus que doublé au cours des années 90, atteignant près de 24 milliards de dollars en 1999. Il a dépassé les 40 milliards de dollars en 2000, en partie grâce au rachat de Seagrams par Vivendi SA (France). La chute de 2001 reflète notamment la réévaluation des valeurs boursières.

Graphique A3.5

Investissement direct étranger dans la transformation alimentaire par pays, 1990, 1995 et 2001



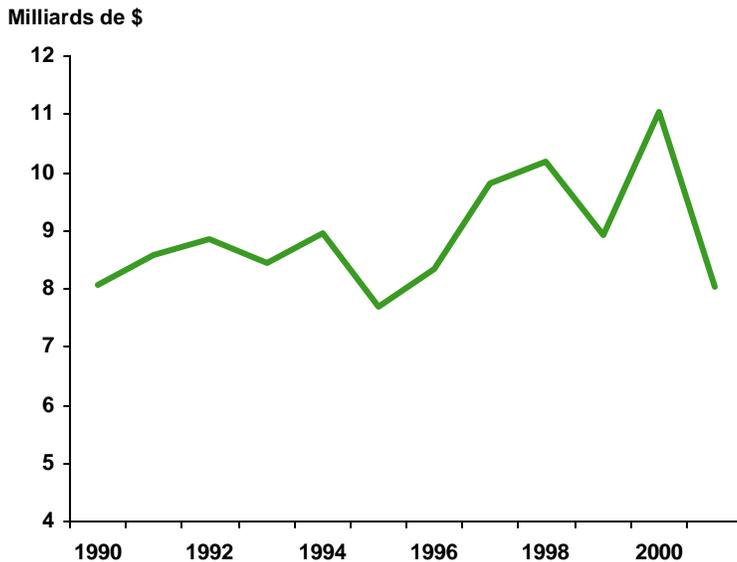
Source : Ensembles de données de Statistique Canada et d'AAC.

- Note :
- 1) Mesuré sur la base des stocks;
  - 2) Système de classification SIC80.

- Avec l'intégration du marché nord-américain, l'IDE y est de plus en plus fréquent. À titre d'exemple, la part de l'IDE des États-Unis dans la transformation agricole est passée d'un peu moins de 60 % en 1990 à plus de 80 % en 2001. Ces chiffres sous-estiment probablement l'importance réelle de l'IDE américain dans le système agricole et agroalimentaire, car les statistiques officielles sur l'IDE ne rendent pas compte de tous les réinvestissements opérés par les entreprises américaines au Canada.

# L'investissement à l'étranger contribue à l'ouverture du système sur les marchés internationaux

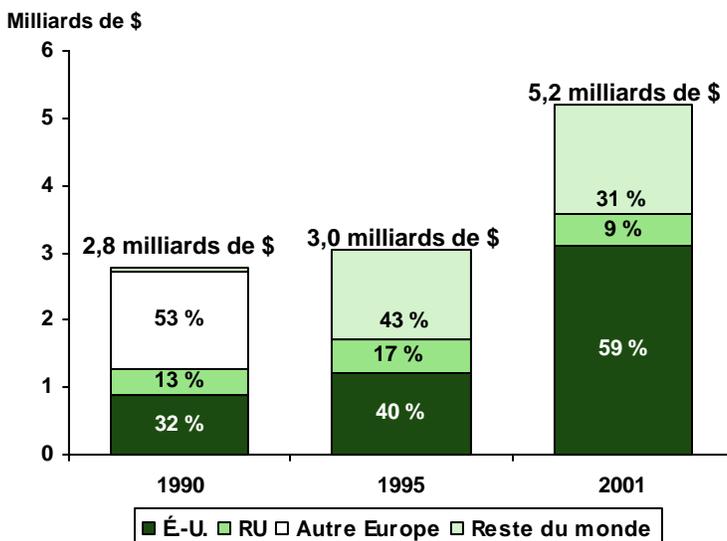
**Graphique A3.6**  
Investissement canadien à l'étranger dans la chaîne de valeur agroalimentaire, 1990-2001



Source : Statistique Canada et AAC.

- Notes :
- 1) Exclut les fournisseurs d'intrants et les services alimentaires; inclut la pêche;
  - 2) Les données sur la distribution alimentaire pour certaines années ne sont pas disponibles à cause de problèmes de confidentialité. Par conséquent, l'investissement à l'étranger est sous-déclaré durant certaines années;
  - 3) Mesuré sur la base des stocks; 4) Système de classification SIC80

**Graphique A3.7**  
Investissement à l'étranger dans la transformation alimentaire, par pays, 1990, 1995 et 2001



Source : Ensembles de données de Statistique Canada et d'AAC.

- Notes : 1) Mesuré sur la base des stocks; 2) Système de classification SIC80

- Les entreprises canadiennes se développent également à l'étranger en exportant leurs technologies et leurs compétences de gestion dans d'autres pays. Ces investissements sont souvent décisifs pour accroître les débouchés sur le marché mondial. Par exemple, McCain Foods exploite 55 sites de production sur six continents<sup>5</sup>.
- Avec le rachat de Seagrams et le départ des États-Unis d'entreprises de distribution canadiennes telles que Loblaw's et Sobeys, l'investissement canadien à l'étranger a subi un coup de frein brutal ces dernières années.
- L'investissement à l'étranger se concentre de plus en plus sur le marché américain. Cela tranche avec le début des années 90, lorsque plus de 65 % de l'investissement canadien à l'étranger était à destination de l'Europe.

# La concentration est variable dans la chaîne agroalimentaire

**Graphique A3.8**  
Concentration dans le système agroalimentaire

Industrie	Ventes des 4 premières entreprises en pourcentage des ventes totales de l'industrie, 1993-1998
<b>Fournisseurs d'intrants</b>	
Machines, équipements agricoles et fournitures, ventes en gros	30,9
Fournitures agricoles, ventes en gros	28,2
Services associés à l'agriculture	12,9
<b>Agriculture primaire</b>	4,5
<b>Transformation exclusivement alim.</b>	13,3
<b>Transformation des boissons</b>	59,4
<b>Grossistes alimentaires</b>	
Silos à céréales	91,9
Produits agricoles	46,4
Ventes en gros d'aliments	26,7

Source : Beaulieu (2002).

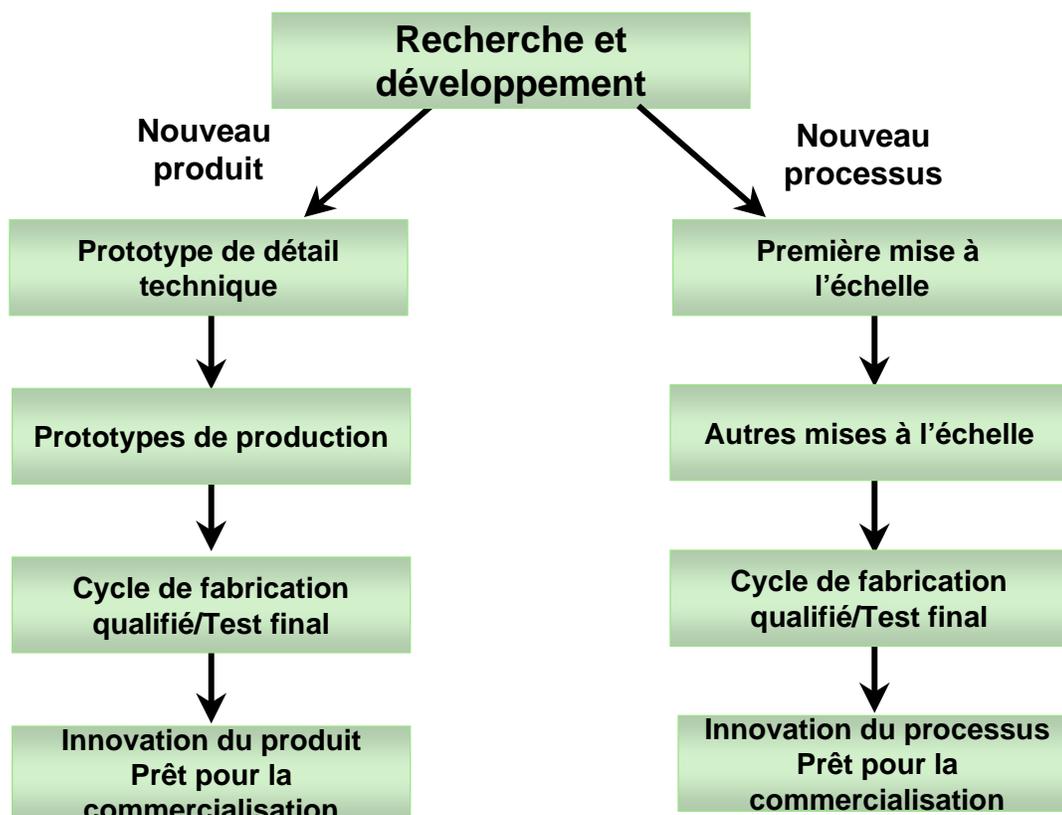
- On constate des degrés de concentration très variables d'un niveau à l'autre du système, et même entre les sous-secteurs qui composent chacun de ces niveaux. L'agriculture primaire reste relativement peu concentrée, avec un ratio de concentration (CR4) pour les quatre plus grandes entreprises de moins de 5 %. La transformation exclusivement alimentaire prise dans son ensemble enregistre un CR4 relativement faible de 13 %. Toutefois, nombre de ses sous-secteurs industriels ont des CR4 supérieurs à 90 %.
- Dans le passé, l'accroissement de la concentration était souvent lié à la puissance dominante sur le marché. Aujourd'hui, il est difficile de tirer des conclusions radicales. Par exemple, la mondialisation peut, en intensifiant la concurrence, réduire la capacité des entreprises nationales à exercer une emprise sur les marchés. À l'inverse, une politique publique qui entrave les échanges (p. ex. étiquetage du produit d'origine) peut accroître cette capacité.

# **Innovation**

**A4.**

# L'innovation contribue à faire de l'agriculture un secteur très productif

Graphique A4.1  
Étapes de l'innovation dans le secteur agricole et agroalimentaire

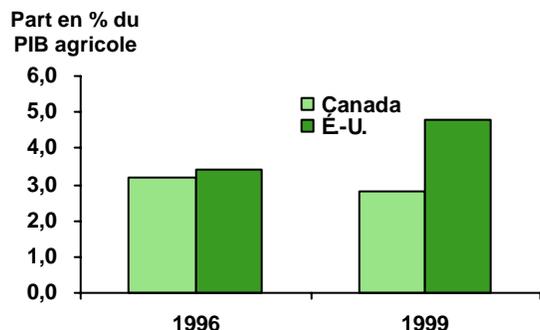


- L'innovation est l'introduction d'un élément nouveau qui crée de la valeur. Il peut s'agir d'un nouveau produit, d'un nouveau processus ou même d'une nouvelle manière d'organiser, de financer ou de gérer une entreprise. C'est une stratégie concurrentielle décisive pour le système agricole et agroalimentaire. L'innovation sous la forme de nouveaux processus technologiques contribue à accroître la rentabilité de l'agriculture primaire depuis plus de 50 ans. Les entreprises de transformation alimentaire commercialisent sans cesse de nouveaux produits afin de conquérir de nouveaux marchés. De nouvelles relations au sein de la chaîne de valeur sont nouées dans certaines industries agroalimentaires afin d'améliorer l'efficacité.
- Comme dans d'autres secteurs économiques, l'innovation dans le système agricole et agroalimentaire ne se limite pas à la recherche et au développement (R-D). La R-D n'est que le début d'un processus complexe et souvent très risqué qui, à partir des résultats de laboratoire, crée des maquettes de produits/technologies et les soumet à des tests de production.

# Une grande partie des activités de R-D dans l'agriculture primaire sont menées par le gouvernement

Graphique A4.2

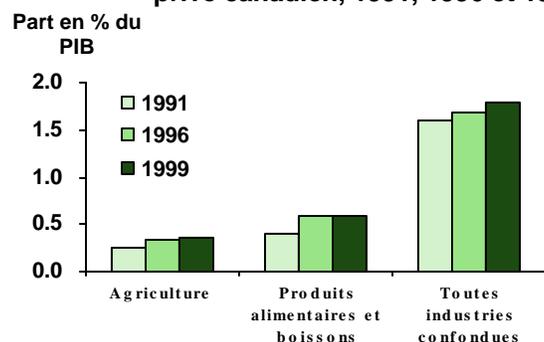
Dépenses publiques consacrées à la R-D dans l'agriculture au Canada et aux États-Unis, 1996 et 1999



Source : Statistique Canada, U.S. Bureau of Economic Analysis et AAC.

Graphique A4.3

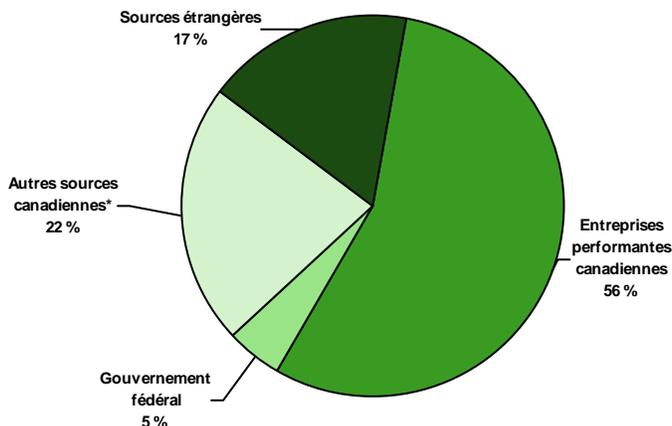
Dépenses intra-muros consacrées à la R-D par le secteur privé canadien, 1991, 1996 et 1999



Source : Statistique Canada et OCDE.

Graphique A4.4

Sources de financement des dépenses intra-muros consacrées à la R-D du secteur privé pour l'agriculture, la foresterie, la pêche et la chasse, 2000



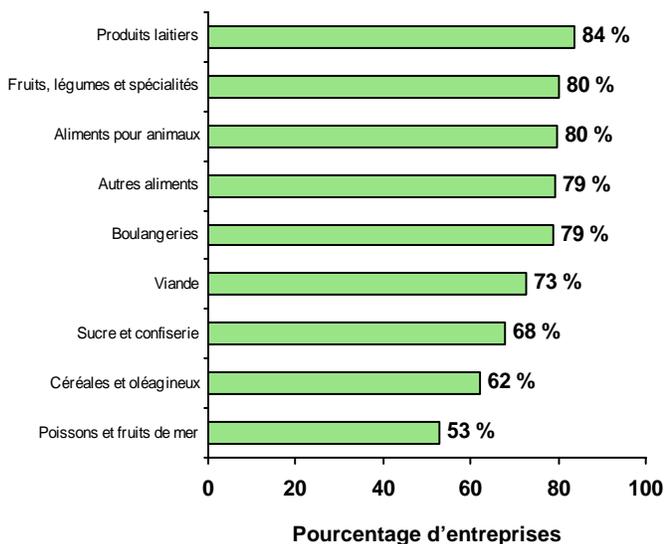
Source : Statistique Canada.

Note : \*Les autres sources canadiennes incluent le financement des gouvernements provinciaux.

- En 1996, les dépenses publiques canadiennes consacrées à la R-D dans l'agriculture primaire, en pourcentage du PIB agricole, équivalaient à celles américaines, soit environ 3,3 %. En 1999, elles avaient rétrogradé à 2,8 % du PIB agricole canadien, tandis que les dépenses publiques américaines avaient augmenté à 4,8 % du PIB agricole américain.
- Il existe toutefois une différence entre les dépenses publiques canadiennes et américaines consacrées aux activités de R-D. Au Canada, une grande partie des activités de R-D financées par des fonds publics sont menées par le gouvernement fédéral, tandis qu'aux États-Unis, elles sont principalement pratiquées par des universités. En 1999, les dépenses américaines de R-D effectuées par des organismes publics s'élevaient à seulement 1,4 % du PIB agricole total.
- Les gouvernements fédéral et provinciaux canadiens accordent des bourses de recherche et des subventions au secteur privé, ainsi qu'aux universités et aux établissements de recherche à but non lucratif. En 2000, environ 5 % des dépenses de R-D du secteur privé étaient financées par le gouvernement fédéral, 17 % par des sources étrangères et 22 % par d'autres sources canadiennes, y compris les gouvernements provinciaux.
- En 1999, le total des **dépenses intra-muros consacrées à la R-D** du secteur privé équivalait à 0,4 % du PIB agricole. Par comparaison, la part des dépenses intra-muros consacrées à la R-D dans la transformation alimentaire s'élevait à 0,6 %, et à 1,8 % pour l'économie dans son ensemble.

# Les entreprises de transformation de denrées alimentaires innovent en matière de produits

**Graphique A4.5**  
**Entreprises ayant réalisé une ou plusieurs innovations en matière de produit, par industrie alimentaire, 1997-1999**



Source : Statistique Canada.

- L'innovation en matière de produits est une stratégie concurrentielle dont les transformateurs alimentaires ont pris toute la mesure. Une enquête sur l'innovation de Statistique Canada révèle qu'entre 1997 et 1999, 25 % des entreprises de transformation de denrées alimentaires avaient lancé plus de 10 nouveaux produits, 50 % en avaient lancé de 1 à 10 et seulement 25 % n'avaient pas innové. Ainsi, 9 000 nouveaux produits ont vu le jour chaque année.
- Cette enquête montre également que chez 11 % des entreprises de transformation novatrices, ces innovations sont à l'origine d'un quart des ventes.

# Section B

## Les composantes du système agricole et agroalimentaire



Agriculture and  
Agri-Food Canada

Agriculture et  
Agroalimentaire Canada

Canada

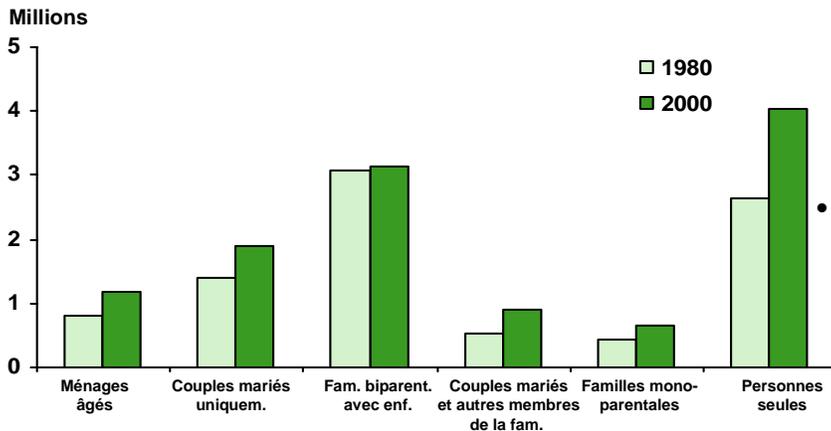


# Consommateurs

***B1.***

# La segmentation des exigences des consommateurs se renforce

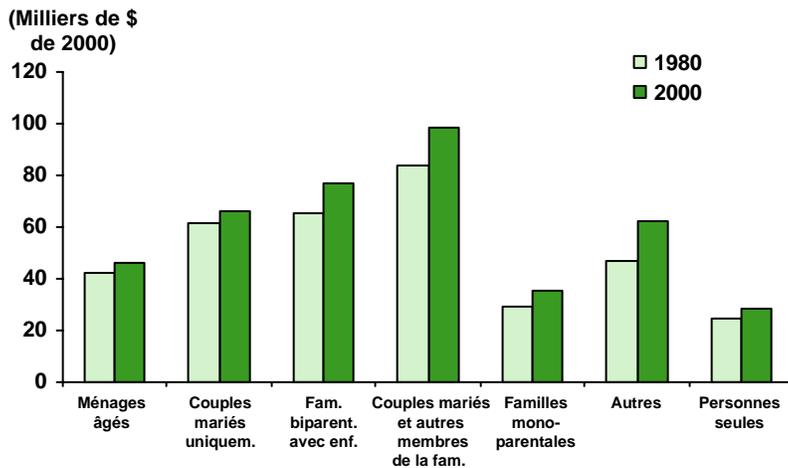
**Graphique B1.1**  
**Nombre de ménages par type de ménage au Canada, 1980 et 2000**



Source : Statistique Canada.

- Les consommateurs, au Canada comme à l'étranger, constituent le dernier maillon de la chaîne agroalimentaire. L'évolution de leurs exigences façonne les changements dans tout le système agricole et agroalimentaire.
- Plusieurs forces sont à l'œuvre pour influencer l'évolution des besoins alimentaires dans les pays riches. La composition démographique est l'une d'elles. Un taux de natalité faible couplé à l'allongement de la durée de vie entraînent le vieillissement des populations. Dans le même temps, la structure familiale change. Le nombre de familles biparentales ayant des enfants au Canada est resté relativement stable au cours des 20 dernières années, mais tous les autres types de ménages ont connu une augmentation significative.

**Graphique B1.2**  
**Revenu familial par type de ménage au Canada, 1980 et 2000**



Source : Statistique Canada.

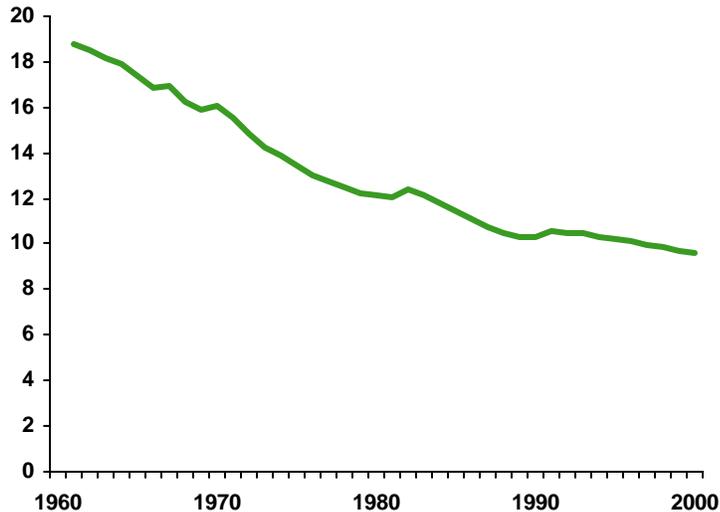
- Les transformations démographiques sont génératrices de diversité au sein des ménages. Cette évolution conduit à une plus grande segmentation du marché. Un plus grand nombre de personnes seules signifie une demande accrue de portions individuelles, tandis qu'un plus grand nombre de personnes âgées génère un besoin de conditionnements faciles à lire. Les ménages où les deux conjoints travaillent renforcent la demande d'aliments pratiques et novateurs.

# Les Canadiens bénéficient d'aliments parmi les moins chers au monde

Graphique B1.3

Dépenses alimentaires au Canada, 1961-2000

Part des dépenses  
totales des ménages (%)



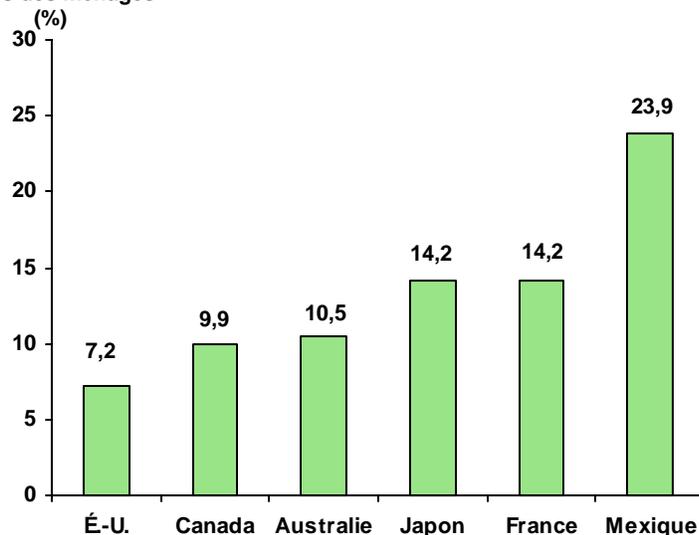
Source : Statistique Canada.

Note : Exclut l'alcool.

Graphique B1.4

Dépenses alimentaires dans des pays de l'OCDE, 2000

Part des dépenses  
totales des ménages (%)



Source : OCDE et Statistique Canada.

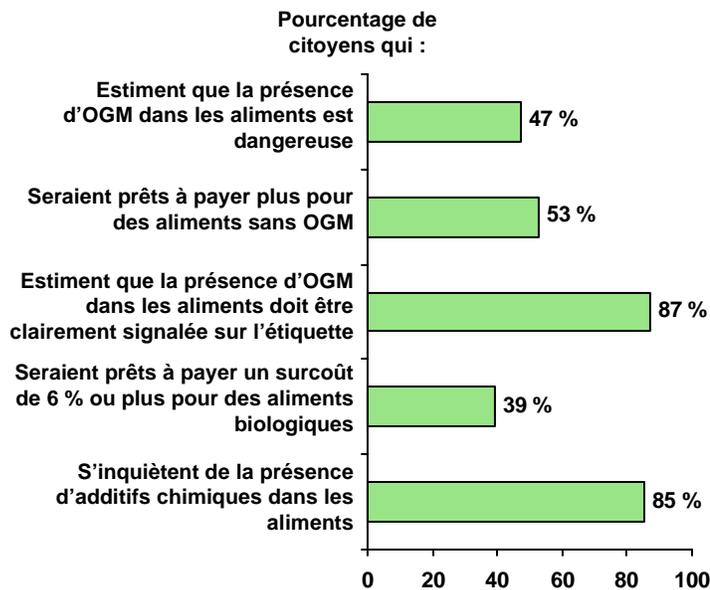
Notes : 1) Exclut l'alcool;

2) Comme le graphique B1.4 est calculé en dollars courants alors que le graphique B1.3 est calculé en dollars constants de 1992, les deux graphiques ne sont pas directement comparables.

- Au Canada, la part de l'alimentaire dans le total des dépenses des ménages diminue depuis 40 ans et était inférieure à 10 % en 2000. Par comparaison, la part des dépenses des ménages consacrée à l'alimentaire était de 14 % au Japon et en France et de 7 % aux États-Unis.
- L'augmentation des revenus réels a largement contribué à la baisse de la part de l'alimentaire dans le total des dépenses des ménages (voir le graphique B1.2).
- Comme le coût des produits alimentaires ne représente qu'une partie relativement faible du budget des ménages dans les pays riches, les consommateurs sont de plus en plus exigeants, désireux et capables de payer plus pour des aliments aux propriétés spécifiques.

# La sécurité alimentaire est un sujet d'inquiétude pour les consommateurs

**Graphique B1.5**  
Attitudes des consommateurs canadiens face aux problèmes alimentaires, 2001



Source: La Presse Canadienne/Léger Marketing. Juin 2002 et juillet 2002.

**Graphique B1.6**  
La question alimentaire qui suscite le plus d'inquiétudes, 2000

	Pourcentage de citoyens qui jugent que la question alimentaire la plus préoccupante est		
	Sécurité alimentaire	Prix des aliments	Valeur nutritive
Canada	42 %	13 %	28 %
Allemagne	69 %	6 %	7 %
Grande-Bretagne	50 %	21 %	12 %
Japon	63 %	7 %	5 %
É.-U.	43 %	13 %	24 %

Source : Environics International, 2001.

« Food Issues Monitor », page 57.

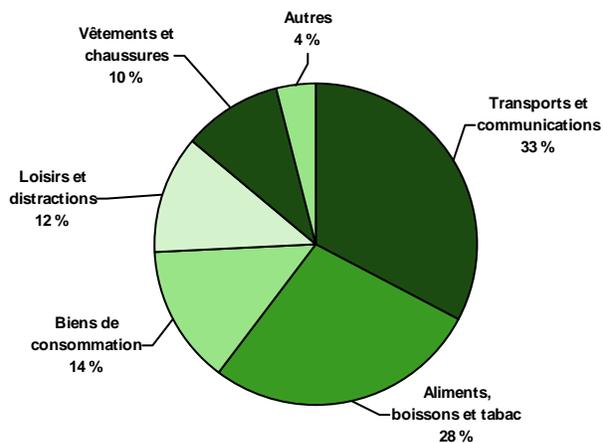
- La mondialisation, le tourisme et la rapidité des technologies de l'information favorisent l'émergence de consommateurs plus soucieux de leur santé et de l'environnement. Ces consommateurs sophistiqués exigent plus de choix concernant les propriétés physiques et éthiques des aliments et plus d'informations sur les méthodes de production (p. ex. aliments biologiques, OGM, respect de l'environnement, bien-être des animaux, etc.)
- Les consommateurs sont particulièrement sensibles à la sécurité alimentaire. Leurs préoccupations en la matière sont aiguisées par les incidents fortement médiatisés survenus dans d'autres pays et par les menaces de bioterrorisme évoquées par les médias. Sur la base d'un sondage auprès des citoyens de huit pays (Brésil, Canada, Allemagne, Grande-Bretagne, Inde, Japon, Mexique, États-Unis), une enquête réalisée en 2001 par Environics International révèle que 77 % des citoyens considèrent que la sécurité alimentaire est un problème social au moins aussi sérieux que la pauvreté, les soins de santé et l'éducation<sup>6</sup>.
- Une autre enquête d'Environics International montre qu'environ la moitié des citoyens des pays développés jugent que la sécurité alimentaire est une question plus importante que la nutrition et le prix des aliments<sup>7</sup>.

# **Distribution alimentaire (vente au détail/en gros et service alimentaire)**

**B2.**

# La distribution alimentaire est une composante majeure du secteur canadien des biens et services de consommation

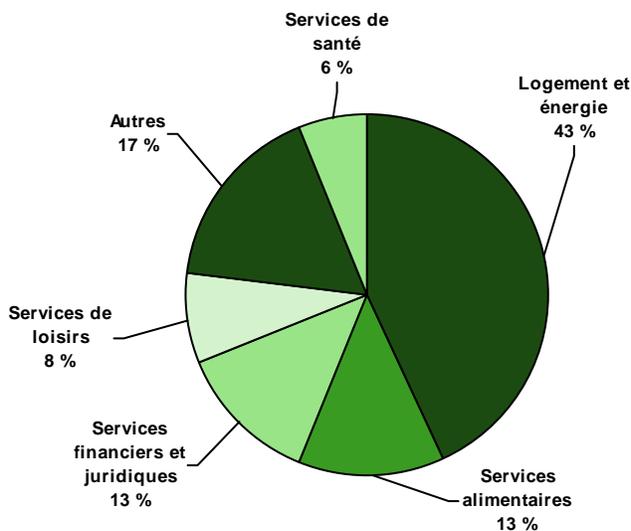
**Graphique B2.1**  
Dépenses personnelles consacrées aux biens, 2001



Source : Statistique Canada.

- En 2001, les Canadiens ont consacré 112 milliards de dollars aux produits alimentaires et aux boissons. Ces dépenses constituent le deuxième poste de dépenses en biens de consommation, tandis que les services alimentaires viennent en troisième position pour les dépenses de service.
- Le secteur de la distribution alimentaire, qui inclut les distributeurs/grossistes alimentaires et les entreprises de service alimentaire, emploie 1,4 million de personnes et génère un emploi sur huit dans le secteur des services. Il représente 6 % du PIB du secteur des services.

**Graphique B2.2**  
Dépenses personnelles consacrées aux services, 2001

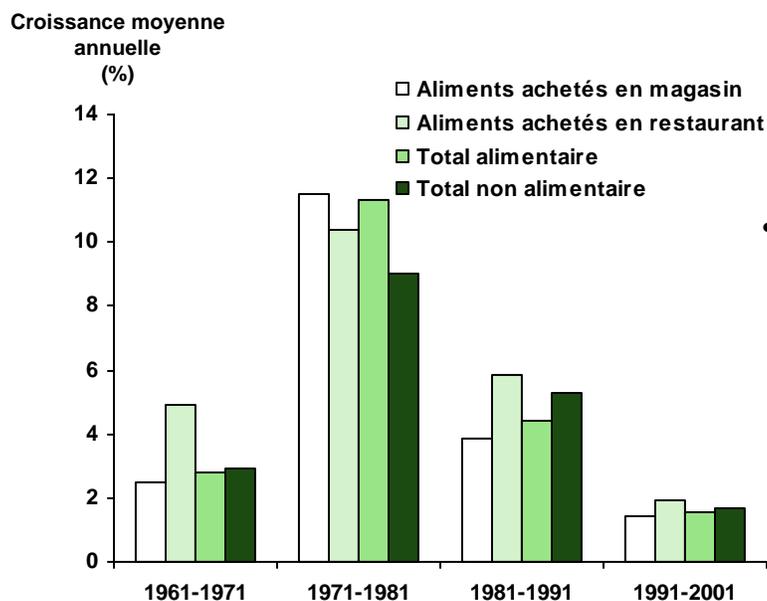


Source : Statistique Canada et Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires.

- La distribution alimentaire joue plusieurs rôles différents dans le système agricole et agroalimentaire. Elle interprète les préférences des consommateurs, effectue des contrôles de qualité, fournit un retour d'informations aux industries en amont et joue pratiquement le rôle d'un producteur pour le développement et la commercialisation des marques propres.

# L'inflation des prix alimentaires reste inférieure au taux de l'inflation générale

**Graphique B2.3**  
**Indices des prix à la consommation pour les produits alimentaires et d'autres biens et services, 1961- 2001**



Source : Statistique Canada.

- À l'exception des années 70, les prix des produits alimentaires au détail ont augmenté à des taux inférieurs au taux de l'inflation générale. Par exemple, dans les années 90, les prix alimentaires ont progressé à un rythme moyen de 1,6 % par an, alors que l'inflation générale était de 1,7 % par an.
- L'inflation des prix alimentaires est mesurée grâce à une moyenne pondérée de l'indice des prix à la consommation (IPC) des aliments achetés dans des magasins et des restaurants. Les ménages effectuent l'essentiel (64 %) de leurs dépenses alimentaires dans des points de vente au détail, et les services alimentaires se partagent les 36 % restants.

# La distribution alimentaire se mondialise et se concentre

Graphique B2.4  
Principaux distributeurs mondiaux

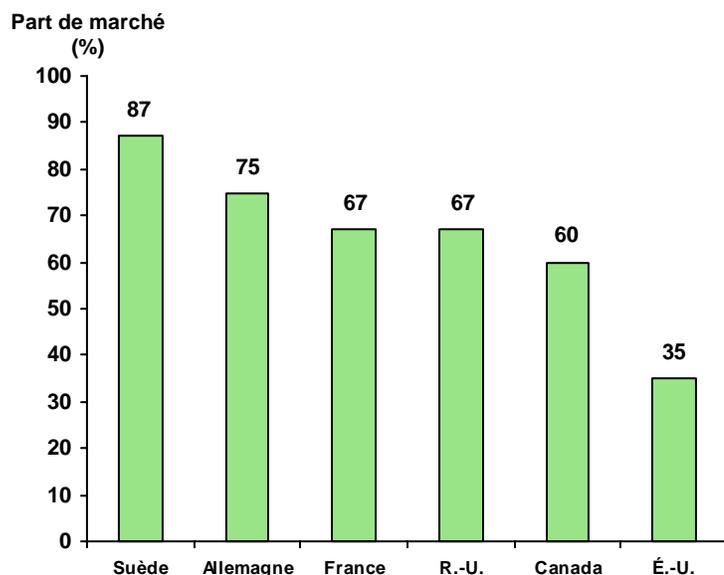
Classement	Entreprise/Siège social	Ventes (milliards de \$US)	Régions d'activité*
1	Wal-Mart, É.-U.	218 \$	NA, SA, UE, Asie
2	Carrefour, France	62	UE, SA, Asie
3	Ahold, Pays-Bas	60	NA, SA, UE
4	Kroger, É.-U.	50	É.-U.
5	Metro, Allemagne/Suisse	44	UE
6	Albertsons, É.-U.	38	É.-U.
7	K-Mart, É.-U.	36	É.-U., SA
8	Safeway, É.-U.	34	É.-U., Canada
9	Costco, É.-U.	34	NA, SA, UE, Asie
10	Tesco, R.-U.	34	UE, Asie

Source : Supermarket News, the SN List - Top 25 Global Grocery Retailers, 30 décembre 2002.

Note : \*NA - Amérique du Nord; SA-Amérique du Sud; UE-Union européenne.

- Les plus grands distributeurs alimentaires au monde s'internationalisent afin d'exploiter de nouveaux débouchés. En s'implantant au Canada, ils apportent leurs propres systèmes d'approvisionnement, de logistique et de merchandising.

Graphique B2.5  
Part de marché des 5 premiers distributeurs alimentaires dans une sélection de pays, 1997-1999



Source : Calculs d'AAC basés sur des données de Dobson Consulting, (1999) et de l'USDA.

- Les cinq plus grands distributeurs alimentaires au Canada génèrent environ 60 % des ventes alimentaires nationales, contre 50 % voici dix ans. Ce niveau de concentration est certes élevé, mais il s'apparente à celui du Royaume-Uni et d'autres pays de l'UE. La concentration est plus faible aux États-Unis, mais progresse au fil du temps et peut être élevée dans certaines régions.
- Avec la concentration, les magasins alimentaires indépendants ont vu leur part des ventes alimentaires progressivement phagocytée par les chaînes de magasins. En 2001, les indépendants réalisaient 42 % des ventes alimentaires, contre 48 % une décennie plus tôt.

# Les lignes de démarcation entre distribution alimentaire et non alimentaire se brouillent

Graphique B2.6

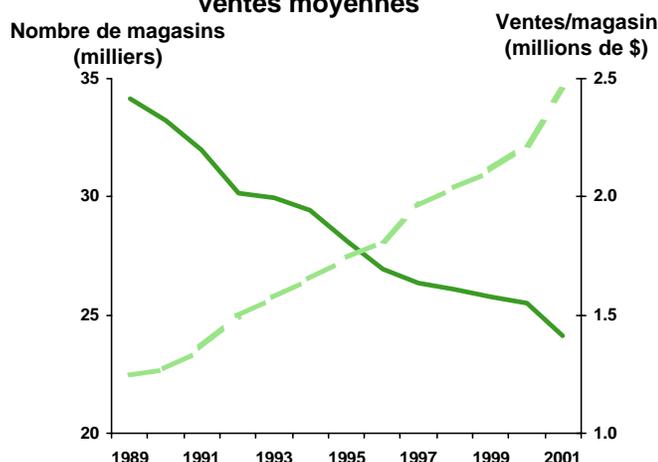
Part des différents canaux de distribution alimentaire, 2001

	%
Supermarchés (magasins alimentaires)	71
Grandes surfaces, stations service et autres postes de service	8
Autres magasins alimentaires (p. ex. magasins spécialisés)	6
Pharmacies	1
Autres magasins au détail	71,6

Source : Statistique Canada, Le Quotidien, 10 avril 2002 « Food Retail Channel Share 2001 ».

Graphique B2.7

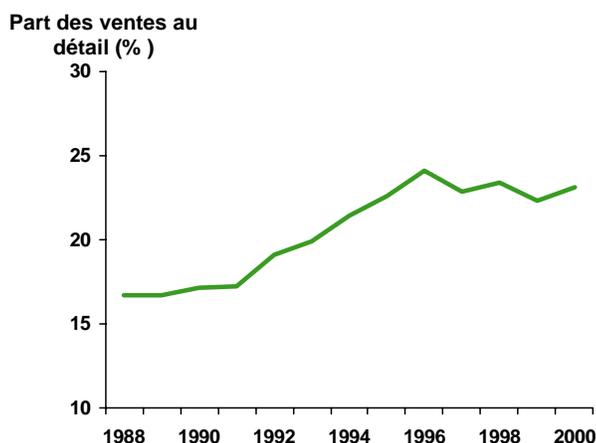
Nombre de magasins alimentaires canadiens et ventes moyennes



Source : Canadian Grocer, Statistique Canada et AAC.

Graphique B2.8

Pénétration des marques propres, 1988-2000



Source : 1999-2000 Rapport de Canadian Grocer 2002, p. 7 (basé sur des données d'ACNielsen) ; 1988-1998 Globe and Mail 30 nov. 1998 (Nielsen Warehouse Shipments Service).

- Les lignes de démarcation entre distributeurs/grossistes alimentaires et non alimentaires se brouillent à l'heure où les grands magasins, les pharmacies et les stations service vendent de plus en plus d'articles alimentaires, tandis que les distributeurs/grossistes alimentaires traditionnels étoffent leur assortiment non alimentaire.
- Les activités de distribution et de vente d'aliments en gros restent largement intégrées et les grands distributeurs exercent également des activités de grossiste.
- Au cours de la dernière décennie, les magasins ont mené d'ambitieux programmes de rationalisation afin d'accroître leur efficacité. Ils ont investi dans des augmentations d'échelle afin d'élargir la gamme de leurs produits et services, par exemple en proposant des produits en marque propre.
- De plus en plus de distributeurs alimentaires utilisent les marques propres comme une stratégie pour mieux répondre à la sensibilité au coût des consommateurs et/ou à des exigences qualitatives précises, et pour mieux différencier leurs produits.

# Bien que les services alimentaires progressent, la plupart des repas sont pris à la maison

**Graphique B2.9**  
Part de marché par catégorie de service  
alimentaire, 2001

	%
<b>Commerciale</b>	
Restaurants à service complet	<b>78</b>
Restaurants à service restreint	38
Entreprises de restauration sous contrat et pour établissements sociaux	28
Brasseries, boîtes de nuit	6
<b>Non commerciale</b>	<b>22</b>
Service alimentaire, Hébergement	10
Service alimentaire, Institutionnel	6
Service alimentaire, Distribution	2
Service alimentaire, Autre	4

- Les services alimentaires incluent des catégories commerciales et non commerciales, les premières représentant 78 % du total des ventes des services alimentaires en 2001. Ce pourcentage a augmenté depuis 1990 (72 %), du fait des exigences de commodité du consommateur.
- Les services alimentaires au Canada restent sous-développés par rapport aux États-Unis, car la plupart des Canadiens préfèrent préparer leurs repas chez eux.

Source : Foodservice Facts 2002.

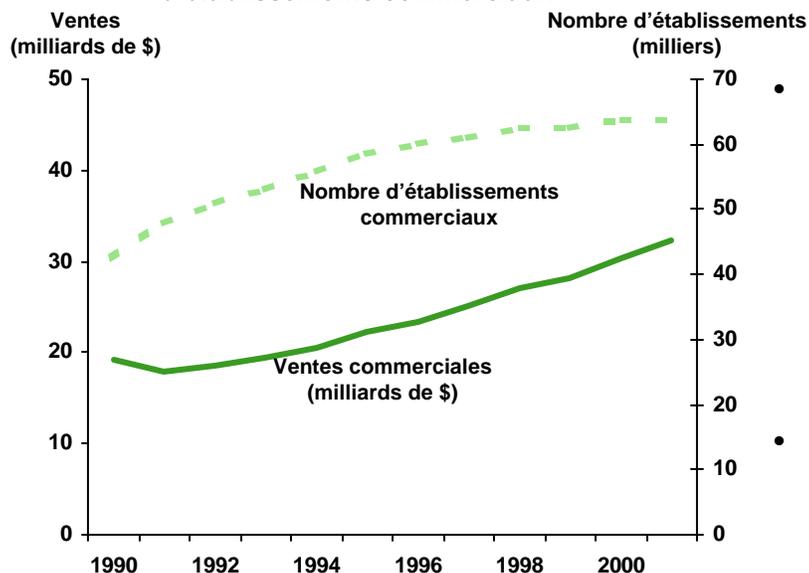
**Graphique B2.10**  
Où les Canadiens prennent-ils leurs repas

	% des repas
À domicile, achats en magasin	70
Au restaurant	8
Paniers repas préparés à la maison	7
Pas de repas	7
Toutes autres formes de restauration hors du domicile	6
À domicile, achats au restaurant	2

Source : Foodservice Facts 2002 (provenant de Eating Patterns in Canada Report 2002, NPD Group Canada Inc.)

# Les services alimentaires sont plus fragmentés que la distribution alimentaire

**Graphique B2.11**  
Ventes des services alimentaires et nombre d'établissements commerciaux

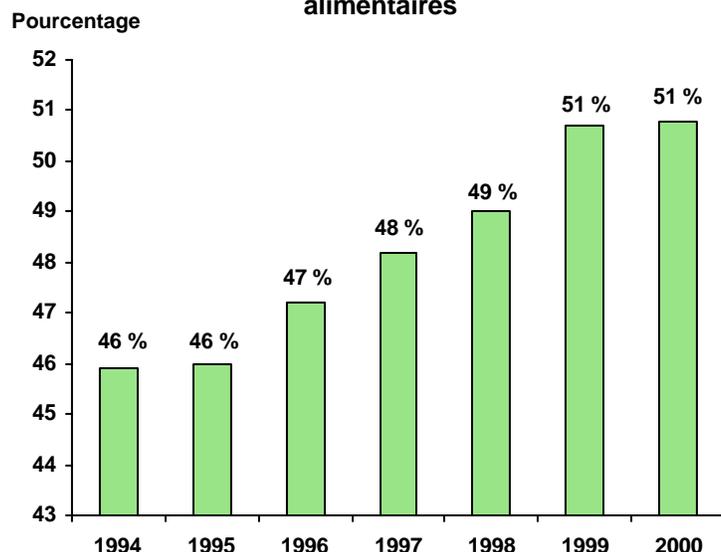


Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires.

- Les ventes des services alimentaires au Canada ont atteint 41 milliards de dollars en 2001 (32 milliards de dollars pour les ventes commerciales). Cela représente une augmentation de 53 % sur une décennie. La croissance du nombre d'établissements marque le pas depuis 1997, avoisinant 1,3 % par an contre 4,7 % par an entre 1992 et 1997.

- Le secteur des services alimentaires commerciaux regroupait plus de 64 000 établissements en 2001 et reste très fragmenté, puisque 66 % de ces établissements sont la propriété d'indépendants et non de chaînes. Néanmoins, la concentration est en marche avec l'expansion continue des chaînes de restaurants. En 2000, les 50 premières entreprises de services alimentaires réalisaient 51 % des ventes de services alimentaires commerciaux, contre 5 % en 1994.

**Graphique B2.12**  
Part des ventes de services alimentaires commerciaux détenue par les 50 premières entreprises de services alimentaires



Source : Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires.

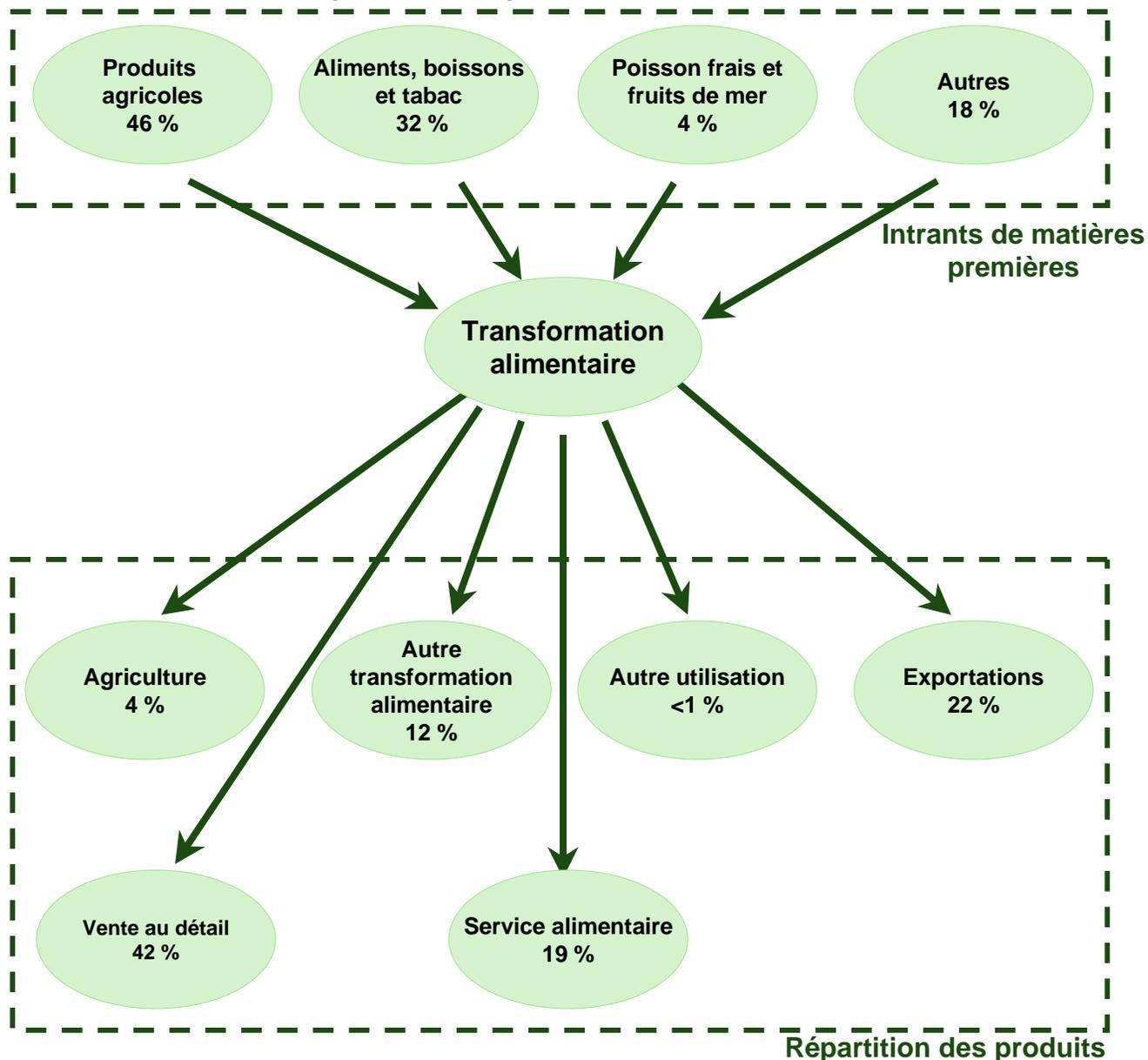


# **Transformation alimentaire**

***B3.***

# La transformation alimentaire est une chaîne complexe d'industries...

Graphique B3.1  
Composition des intrants pour la transformation alimentaire  
et répartition des produits au Canada, 1998

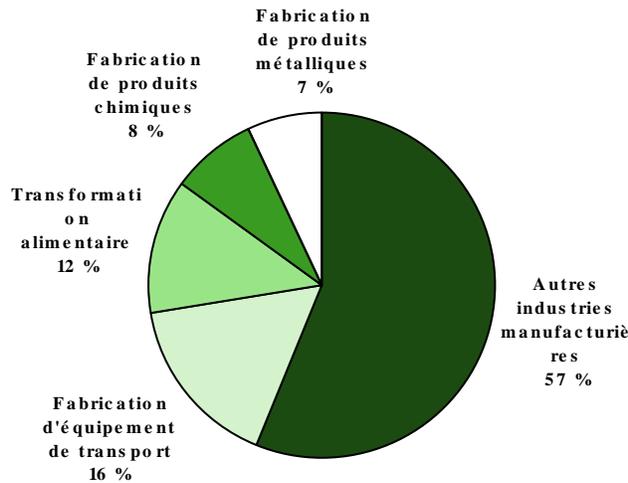


Source : Statistique Canada et AAC.

- La transformation alimentaire est une chaîne d'industries qui va des entreprises de transformation primaire, comme les minoteries et les abattoirs, aux entreprises de transformation de second cycle, comme les boulangeries et les usines de conserves alimentaires.
- Une petite partie (4 %) des produits transformés retourne en amont jusqu'aux producteurs et aux fournisseurs d'intrants agricoles.

# ...qui représentent un volet important et en plein essor du secteur manufacturier

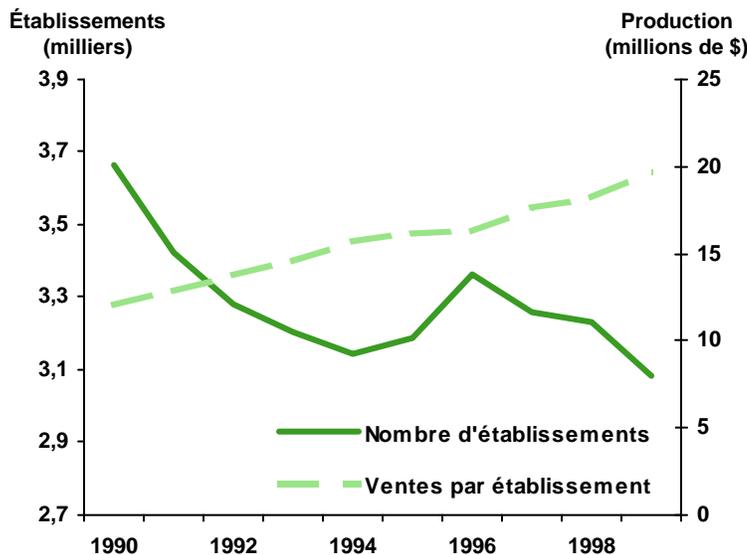
**Graphique B3.2**  
Répartition du PIB manufacturier total par secteur, 2001



Source: Statistique Canada.

- La transformation alimentaire vient en deuxième position pour la contribution au PIB manufacturier total au Canada, après les équipements de transport. En 2001, la part du PIB manufacturier générée par la transformation alimentaire était de 12 % (10 % pour les produits alimentaires et 2 % pour les boissons).
- Face aux pressions concurrentielles, les usines de transformation alimentaire ont tendance à être moins nombreuses mais plus grandes. L'échelle est certes importante, mais les économies d'envergure et la différenciation des produits constituent également des facteurs de compétitivité sur le marché nord-américain.

**Graphique B3.3**  
Nombre d'établissements de transformation alimentaire et valeur moyenne de leur production



Source : Statistique Canada et AAC.

Note : Les données ont été corrigées afin d'exclure les boulangeries au détail.

# La transformation alimentaire s'internationalise

Graphique B3.4

Classement des principaux producteurs alimentaires mondiaux

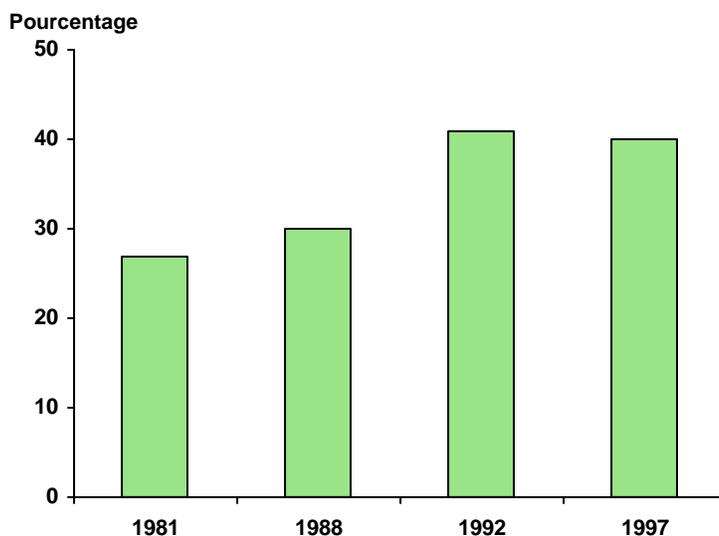
Classement	Entreprise	Ventes (milliards \$US)
1	Nestlé	47
2	Kraft Foods	38
3	Con Agra	28
4	PepsiCo	27
5	Unilever	27
57	McCain Foods	3,8
69	Maple Leaf Foods	3,1
84	George Weston	2,5
95	Saputo	2,2

- Les entreprises de transformation de denrées alimentaires s'internationalisent. Leurs transactions mondiales englobent les **échanges intrabranches, le commerce interne** et l'IDE.

Source : Prepared Foods, décembre 2002.

Graphique B3.5

Part des établissements aux capitaux étrangers dans la production exclusivement alimentaire

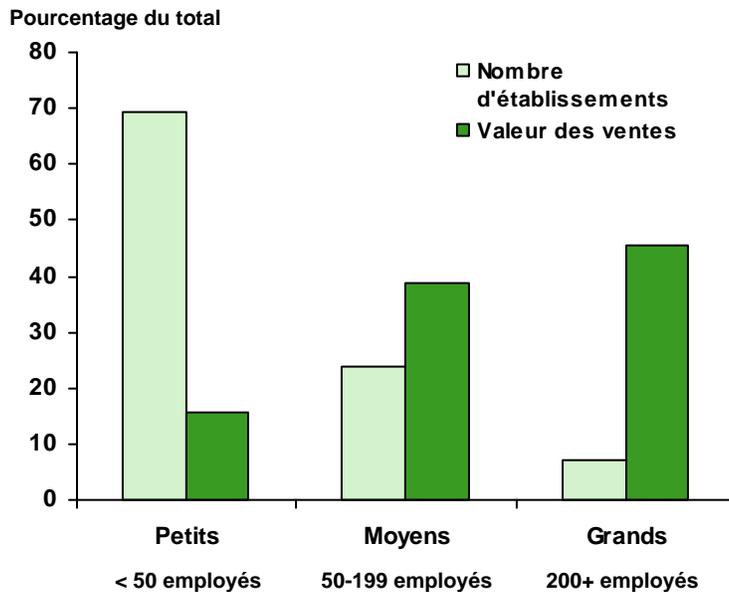


- L'IDE dans la transformation exclusivement alimentaire a été stimulé par l'adoption de l'Accord commercial Canada/États-Unis (ACCEU). Entre 1981 et 1992, la part de la production des entreprises aux capitaux étrangers est passée de 25 % à 40 %. Depuis 1992, cette part s'est stabilisée autour de 40 %. Par contraste, la part de la production des entreprises aux capitaux étrangers dans le secteur de la transformation des boissons a récemment progressé avec la vente de Seagrams (voir la section A3).

Source : Statistique Canada « Technologie de pointe dans le secteur de la transformation des aliments au Canada, 1999 » et calculs d'AAC basés sur des données de Statistique Canada pour 1997.

# Les grands établissements de transformation alimentaire sont les principaux producteurs

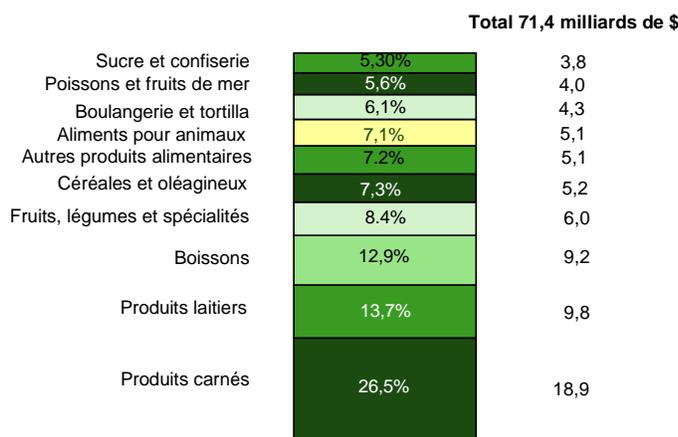
**Graphique B3.6**  
Répartition des produits issus de la transformation alimentaire au Canada et nombre d'établissements en fonction de leur taille, 1997



- En 1997, les grands établissements de transformation alimentaire représentaient seulement 7 % du total des établissements, mais généraient 45 % de la valeur de la production. Par contraste, les petits établissements représentaient près de 70 % du total des établissements, mais seulement 16 % de la production.

Source : Statistique Canada.

**Graphique B3.7**  
Valeur des ventes de la transformation alimentaire, 2001



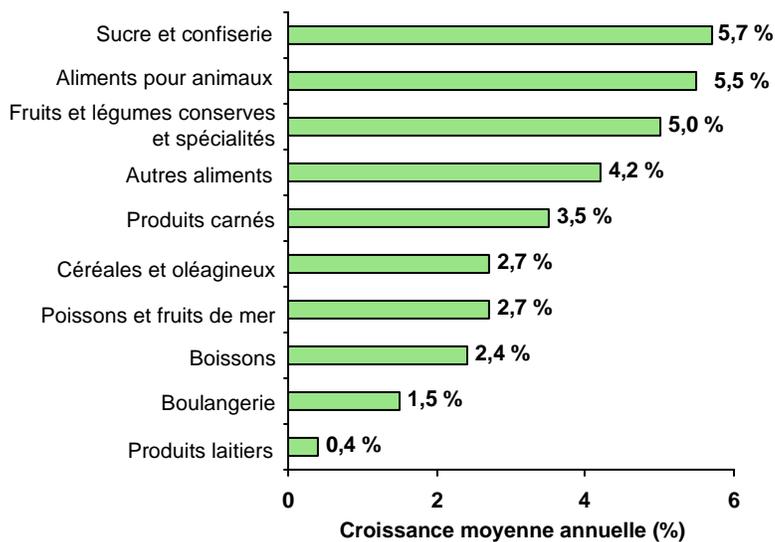
- La fabrication de produits carnés est la principale industrie de transformation alimentaire. Elle représente un quart de la production totale, soit des ventes de 19 milliards de dollars. La fabrication de produits laitiers vient en second rang, avec des ventes de près de 10 milliards de dollars, suivie de la production de boissons avec des ventes de 9 milliards de dollars.

Source : Statistique Canada.

# La croissance de la production est forte...

**Graphique B3.8**

**Augmentation de la valeur réelle des ventes par industrie de transformation alimentaire, 1992-2001**

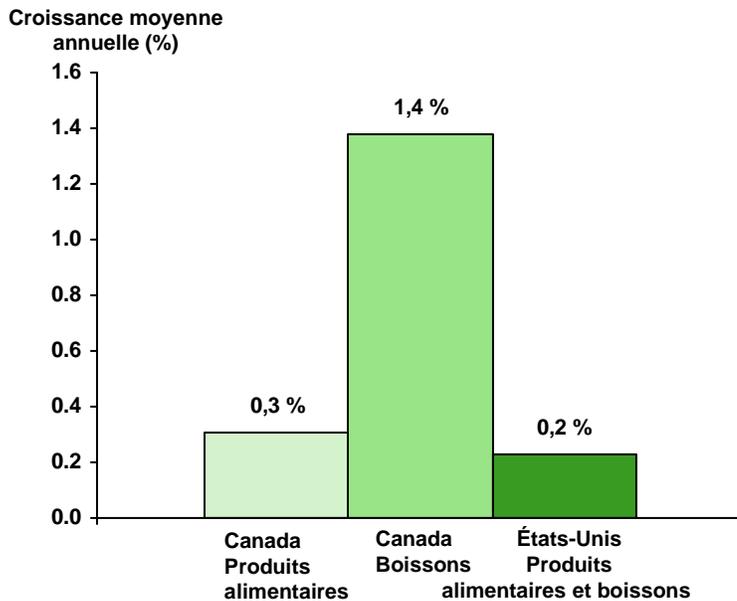


Source : Statistique Canada et AAC.

- Les ventes de produits transformés progressent au fil du temps. En 2001, leur valeur s'élevait à 71 milliards de dollars, contre 45 milliards de dollars en 1990 (voir le graphique B3.7).
- La plupart des industries de transformation alimentaire ont connu une croissance moyenne annuelle réelle supérieure à 3 % depuis 1992. Le sucre, la confiserie et les aliments pour animaux sont les moteurs de cette croissance, avec un taux supérieur à 5 %.
- Plus des trois quarts des ventes sont destinées aux consommateurs canadiens et le reste est exporté. Les États-Unis et le Japon absorbent plus de 95 % des exportations.

# ... mais la croissance de la productivité est plus faible

**Graphique B3.9**  
**Croissance de la productivité multifactorielle au Canada et aux États-Unis dans le secteur de la transformation alimentaire, 1981-1997**



Source : Statistique Canada et U.S. Bureau of Labor Statistics.

Note : Les statistiques sur la productivité américaine ne fournissent pas d'estimations séparées pour la transformation exclusivement alimentaire et pour la transformation des boissons.

- La croissance de la productivité joue un rôle mineur dans l'augmentation de la production du secteur de la transformation exclusivement alimentaire. Cela implique que la croissance de la production s'appuie sur d'autres leviers, comme l'amélioration de l'utilisation des intrants et de la compétitivité des coûts. La compétitivité des coûts fait référence aux prix que les consommateurs nationaux et étrangers doivent payer pour acquérir des produits canadiens, et aux prix que les transformateurs canadiens doivent payer pour acheter leurs intrants. Les deux principaux facteurs qui influent sur la compétitivité des coûts sont le taux de change et le niveau de rémunération du travail.
- De la même manière, la croissance de la productivité est marginale dans l'augmentation globale de la production du secteur de la transformation alimentaire aux États-Unis.
- Toutefois, la productivité du secteur canadien de la transformation des boissons progresse à un rythme moyen annuel de 1,4 %. Le secteur des brasseries génère une grande partie de cette croissance. En facilitant l'accès aux marchés international et national, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et l'Accord sur le commerce intérieur (ACI) ont permis aux brasseries de rationaliser leurs activités et de réaliser des économies d'échelle, et les ont incitées à investir dans de nouvelles technologies.

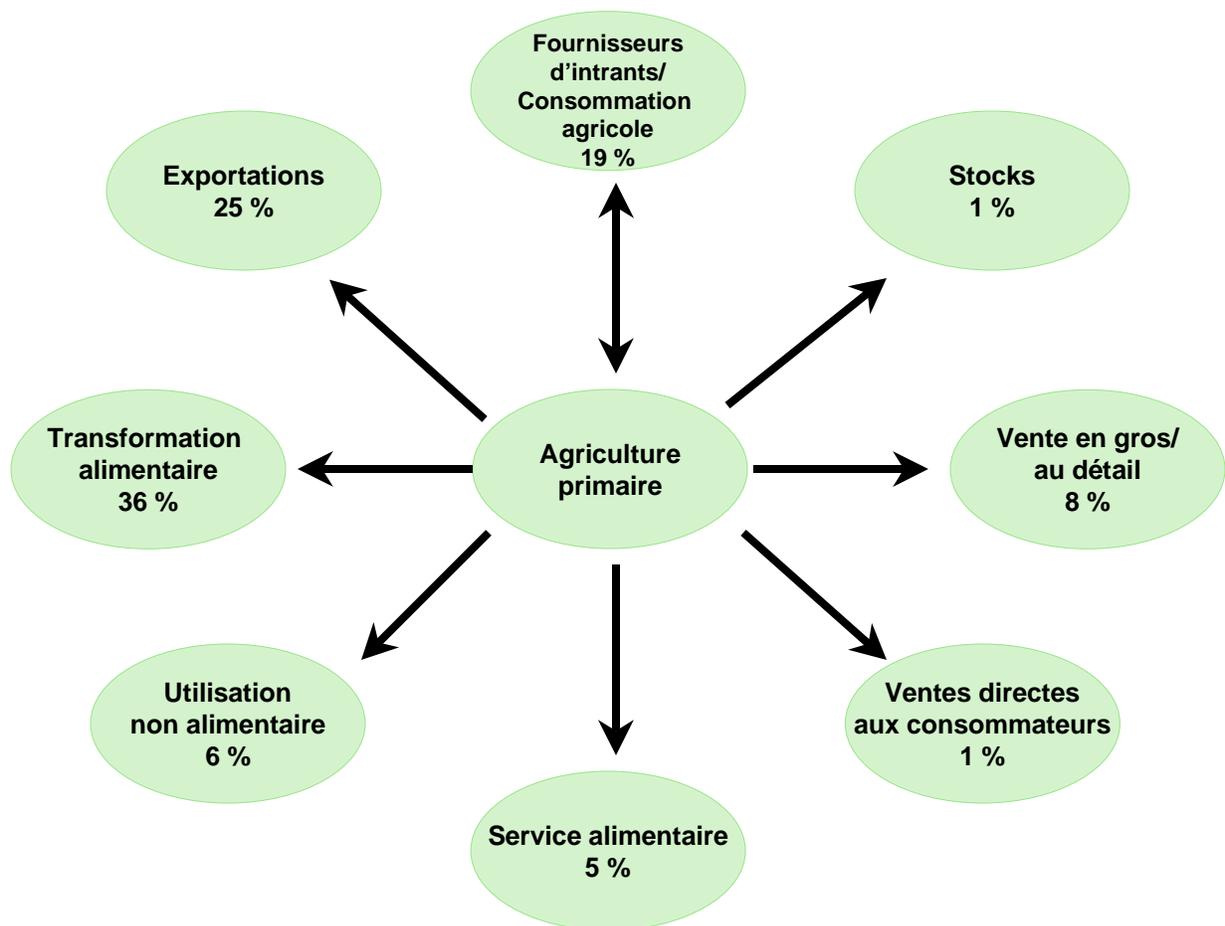


# **Agriculture primaire**

***B4.***

# Les producteurs agricoles ont des liens directs avec tous les maillons de la chaîne de valeur

Graphique B4.1 Répartition de la valeur de la production agricole 1998

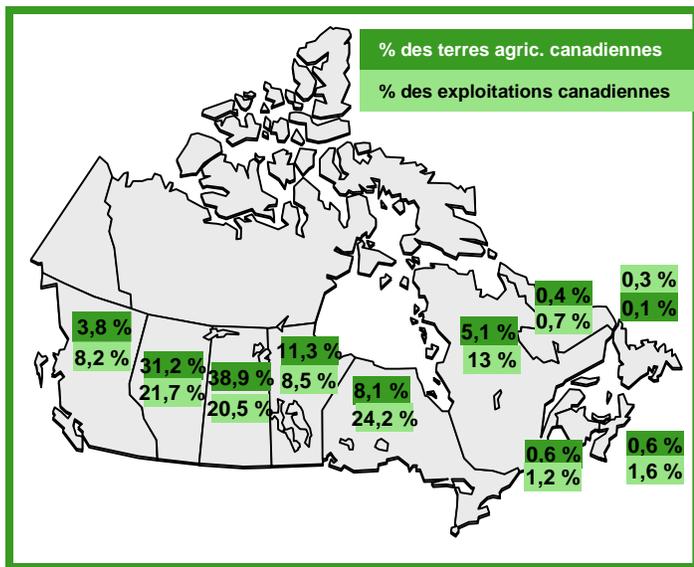


Source : Statistique Canada et AAC.

- Les producteurs agricoles ont le choix pour vendre leurs produits. En 1998, 36 % de la production agricole était destinée à la transformation alimentaire, 25 % était exportée et 19 % était consommée par le secteur agricole. Cette dernière catégorie inclut l'autoconsommation par les exploitants agricoles, ainsi que les transferts vers d'autres producteurs agricoles, soit par la vente directe, soit par le biais des fournisseurs d'intrants. Un pour cent seulement des produits agricoles étaient vendus directement aux consommateurs.

# La production se répartit dans tout le Canada

**Graphique B4.2**  
Part de la production agricole revenant à chaque province, 2001



Source : Statistique Canada.

**Graphique B4.3**  
Nombre et taille des exploitations, 2001

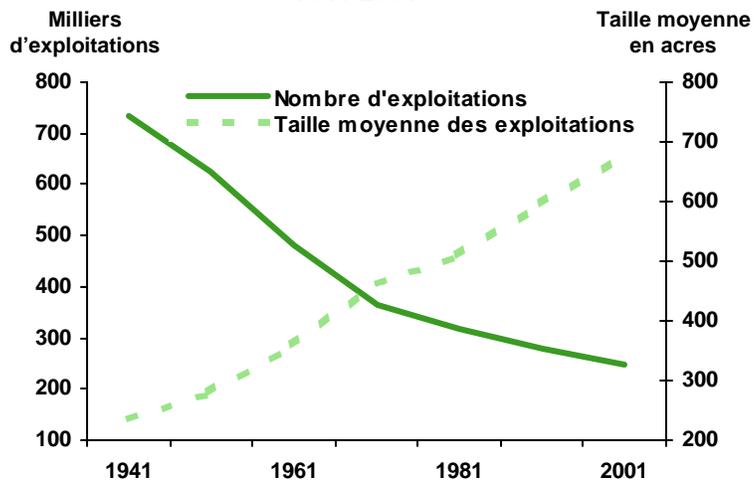
	Terres agricoles (Milliers d'acres)	N <sup>bre</sup> d'exploitations	Taille moyenne des exploitations	N <sup>bre</sup> d'exploitations agricoles	N <sup>bre</sup> d'employés agricoles
Canada	166 802	246 923	676	346 195	293 000
T.-N.	100	643	156	780	600
Î.P.-É.	646	1 845	350	2 455	3 700
N.-É.	1 006	3 923	256	5 080	6 500
N.-B.	959	3 034	316	3 895	5 700
Qué.	8 444	32 139	263	47 385	58 000
Ont.	13 507	59 728	226	85 015	75 400
Man.	18 784	21 071	892	28 795	25 500
Sask.	64 904	50 598	1 283	66 275	44 000
Alb.	52 059	53 652	970	76 195	49 900
C.-B.	6 393	20 290	315	30 320	23 500

Source : Statistique Canada.

- En 2001, le Canada comptait 167 millions d'acres de terres cultivées. Les provinces des Prairies totalisent 137 millions d'acres, soit 81 % des terres agricoles totales. La Colombie-Britannique, l'Ontario et le Québec représentent 29 millions d'acres, soit 17 %. Les 2 % restants se trouvent dans la région du Canada atlantique.
- La taille des exploitations varie d'une province à l'autre. La taille moyenne en Ontario avoisine les 230 acres. En Saskatchewan, elle est six fois supérieure avec 1 300 acres.
- Il y a plus d'exploitants que d'exploitations du fait des partenariats et d'autres accords de copropriété. Le recensement de 2001 a révélé jusqu'à trois exploitants par exploitation.
- Il y a également plus d'exploitants agricoles que de personnes ayant un emploi agricole. Les exploitants sont les personnes qui assurent le fonctionnement quotidien de l'exploitation. L'emploi agricole est mesuré par grandes catégories d'activité. Si un exploitant agricole tire une grande partie de son revenu de travaux non agricoles, il n'est pas considéré comme exerçant un emploi agricole.
- L'emploi par exploitation est corrélé à la taille de l'exploitation, à la spécialisation en termes de produits, à l'existence d'un emploi non agricole et au classement typologique de l'exploitation (voir le graphique B4.24).

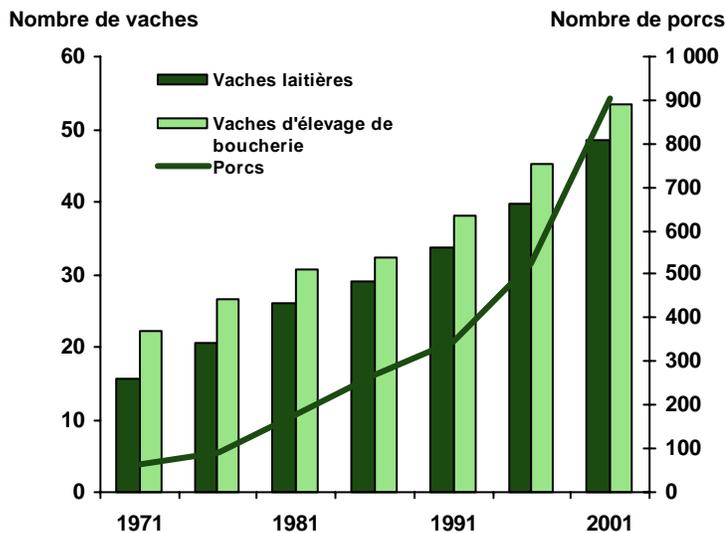
# La taille moyenne des exploitations augmente...

**Graphique B4.4**  
Nombre et taille des exploitations au Canada, 1941-2001



Source : Statistique Canada.

**Graphique B4.5**  
Taille moyenne des troupeaux, 1971-2001

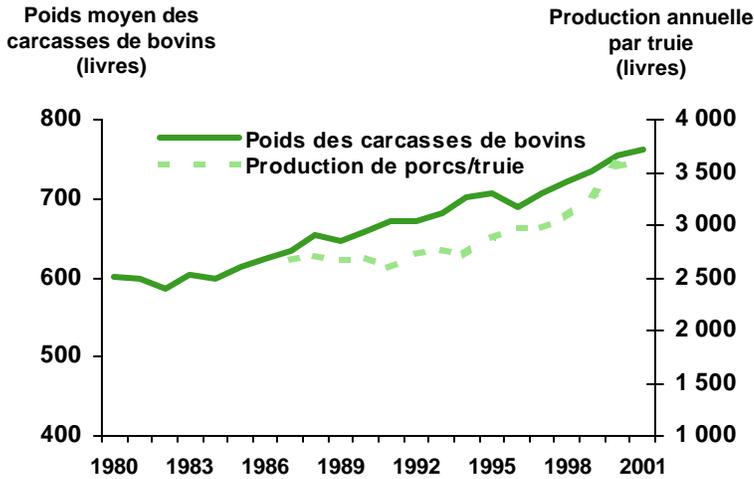


Source : Statistique Canada et AAC.

- On constate une augmentation générale de l'envergure des activités et une concentration de la production agricole, qui reflètent les gains de productivité considérables réalisés dans la main-d'œuvre agricole et dans les apports en capital.
- Au cours des 60 dernières années, la taille des exploitations a constamment progressé en termes de superficie, et la taille moyenne est aujourd'hui de 676 acres. La taille des exploitations augmente également au plan de la taille des troupeaux. Par exemple, le nombre moyen de vaches laitières par exploitation a plus que triplé au cours des 30 dernières années, tandis que le nombre moyen de porcs par exploitation a été multiplié par dix.
- Cette expansion de la taille des exploitations ne s'est pas faite aux dépens de la structure familiale. Quarante-vingt dix-huit pour cent des exploitations restent possédées et exploitées par les membres d'une famille.

# ... et les rendements progressent

**Graphique B4.6**  
Rendements du bétail 1980-2001

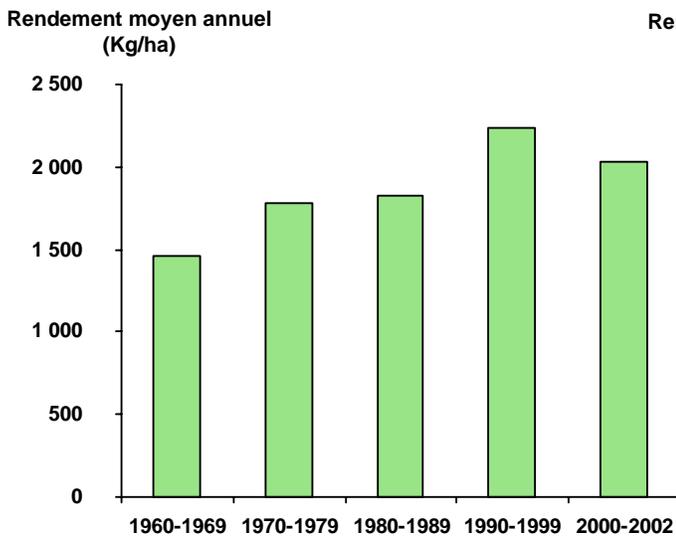


Source : Agence canadienne de classement du bœuf et Statistique Canada.

Note : Les données sur la production de porc débutent en 1987.

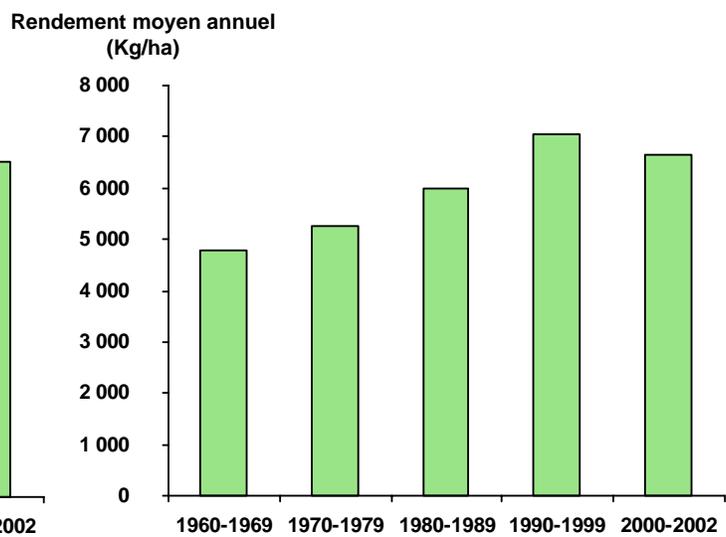
- Les rendements du bétail et des cultures ont augmenté grâce à la génétique, à la biotechnologie et aux meilleures pratiques de gestion. Par exemple, au cours des 20 dernières années, le poids des carcasses de bovins a augmenté de 33 %. L'augmentation de la taille des portées au cours des 7 dernières années a entraîné une hausse de 25 % de la production par truie. De même, les rendements des cultures ont constamment progressé, bien que la sécheresse des deux dernières années les ait provisoirement pénalisés.

**Graphique B4.7**  
Rendements du blé de printemps, 1960-2002



Source : Statistique Canada.

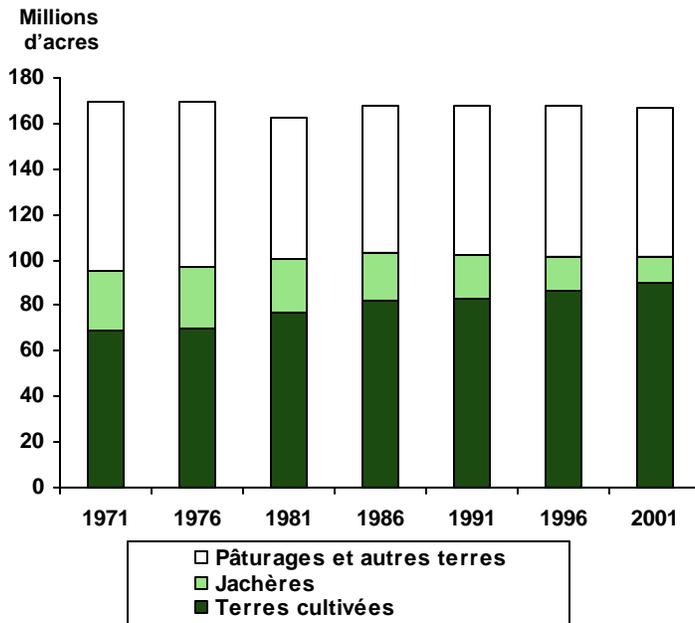
**Graphique B4.8**  
Rendements du maïs, 1960-2002



Source : Statistique Canada.

# L'amélioration des technologies de gestion réduit les besoins de jachère

Graphique B4.9  
Utilisation des terres, 1971-2001

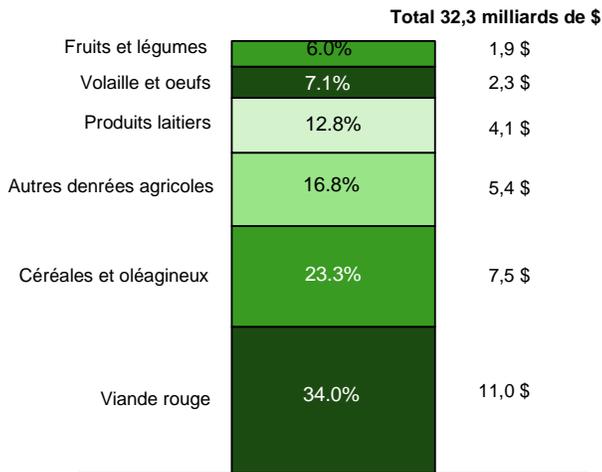


Source : Statistique Canada.

- En 2001, 90 millions d'acres de terres agricoles étaient cultivées, 12 millions en jachère et 12 millions en **pâturage pour le bétail**. Les 53 millions d'acres restants étaient des pâturages marginaux ainsi que des terres à bois, des marécages, des tourbières et des terres des exploitations familiales.
- La productivité des terres cultivées varie en fonction des sols et du climat. Au cours des 30 dernières années, la surface en jachère dans les Prairies a fortement diminué et les terres cultivées ont connu une augmentation correspondante. Ce recul des jachères tient à l'adoption de meilleures techniques d'exploitation et de gestion des terres.

# L'agriculture canadienne est diversifiée

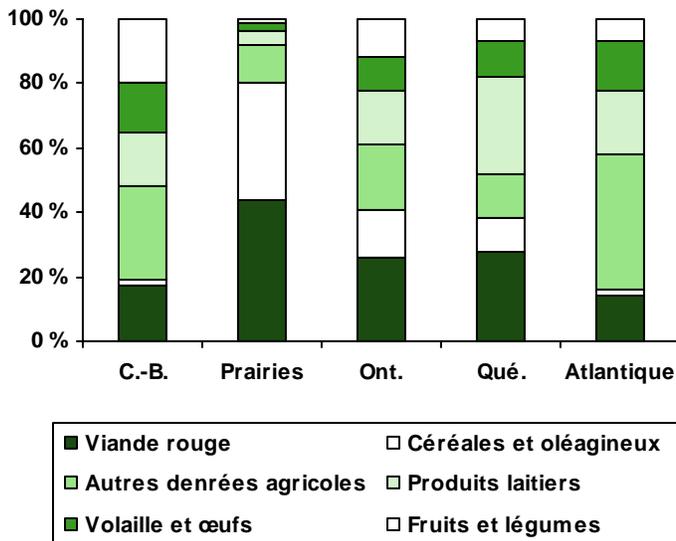
**Graphique B4.10**  
Recettes des marchés agricoles par produit, 2002



Source : Statistique Canada.

- Les denrées agricoles produites au Canada sont très diversifiées. Dans l'ensemble, la viande rouge, les céréales et les oléagineux sont les principaux produits agricoles. Ils génèrent 70 % des recettes des marchés agricoles, sur un total de 32,3 milliards de dollars.
- Toutefois, l'importance des différentes catégories de produits varie d'une région à l'autre. En Colombie-Britannique, les recettes des marchés s'équilibrent d'une catégorie à l'autre, mais les plus importantes sont les fruits et légumes, la floriculture et les pépinières. Dans les Prairies, la viande rouge, les céréales et les oléagineux génèrent plus de 80 % des recettes commerciales. En Ontario et au Québec, la viande rouge et les produits laitiers dominent. Au Canada atlantique, les pommes de terre et les produits laitiers sont les denrées les plus importantes.

**Graphique B4.11**  
Recettes des marchés agricoles régionaux par catégorie de produits, 2002

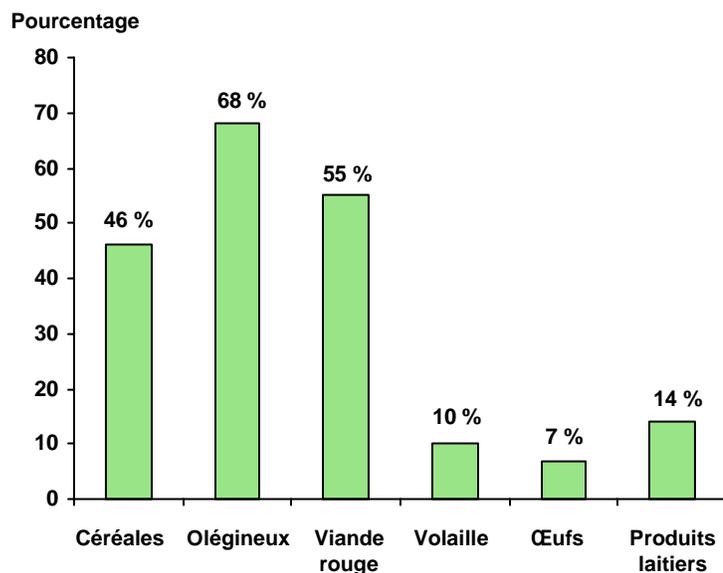


Source : Statistique Canada.

# Une grande partie des recettes agricoles provient des exportations

Graphique B4.12

Part des recettes agricoles provenant des exportations, 2001  
(mesurée en volume)



Source : Calculs d'AAC basés sur des données de Statistique Canada et d'AAC.

- En 2001, les céréaliers et les producteurs de viande rouge réalisaient environ la moitié de leurs recettes grâce aux exportations. Cette proportion atteignait 70 % pour les producteurs d'oléagineux. Les producteurs de céréales et d'oléagineux ont toujours été très tournés vers l'exportation. La dépendance des producteurs de viande rouge à l'égard des exportations a presque doublé au cours de la dernière décennie, passant de 30 % en 1991 à 55 % en 2001.
- Les producteurs de volaille et de produits laitiers sont très tributaires du marché national pour leurs revenus. Avec le nouveau règlement de l'OMC sur le lait destiné à l'exportation, les exportations de produits laitiers pourraient être réduites de 50 % pendant la campagne laitière 2003 (août–juillet).

# Des changements sont en cours, mais les exploitants agricoles vieillissent

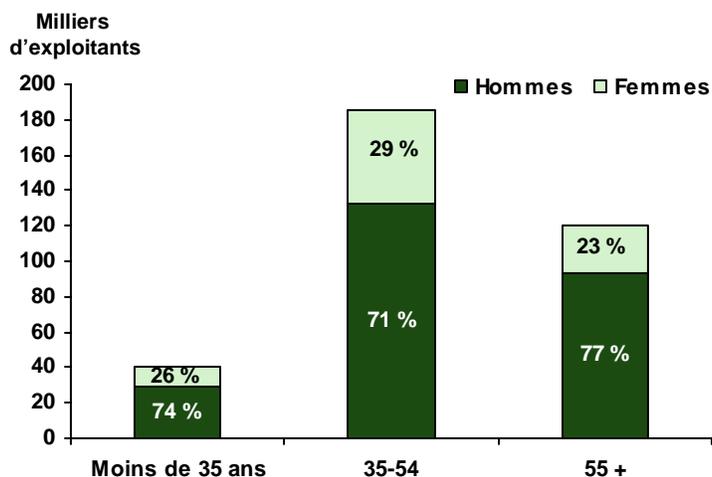
**Graphique B4.13**  
Entrées et sorties du secteur de la production agricole, 1995-2001

1995-2001	
Nouveaux venus	50 000
Départs	-79 625
Augmentation nette	-29 625

Source : Statistique Canada, Le Quotidien, mercredi 15 mai 2002.

- La tendance à long terme à la diminution du nombre d'exploitations masque les dynamiques internes qui se produisent au sein de la main-d'œuvre agricole.
- Entre 1995 et 2001, le secteur agricole a perdu 80 000 actifs mais en a gagné 50 000.
- La grande majorité des exploitants agricoles sont des hommes âgés de plus de 35 ans. En 2001, plus d'un tiers des exploitants agricoles avaient plus de 55 ans, et 12 % seulement avaient moins de 35 ans. Cette structure démographique reflète en partie la répartition par âge de l'ensemble de la population, mais elle suscite des préoccupations quant à la prochaine génération d'exploitants.

**Graphique B4.14**  
Exploitants agricoles par âge et sexe, 2001



Source : Statistique Canada.

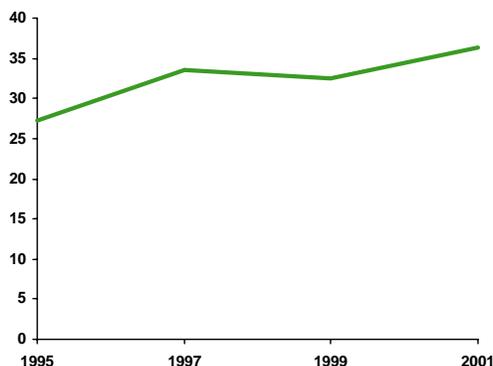
Note : Le recensement de l'agriculture autorise les sondés à déclarer jusqu'à trois exploitants par ferme.

# Une utilisation plus efficace du capital accroît la valeur nette

**Graphique B4.15**

**Investissements nets dans une exploitation moyenne, 1995-2001**

Milliers de \$

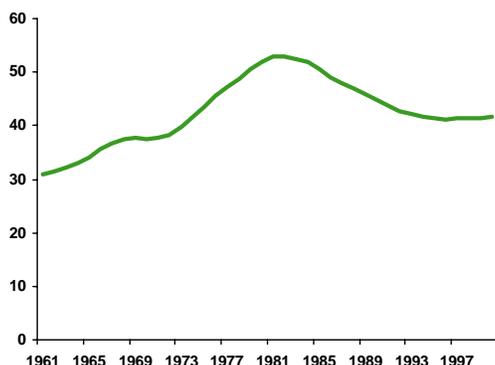


Source : Statistique Canada et AAC.

**Graphique B4.16**

**Capital dans l'agriculture primaire, 1961-2000**

Milliards de \$ 1992

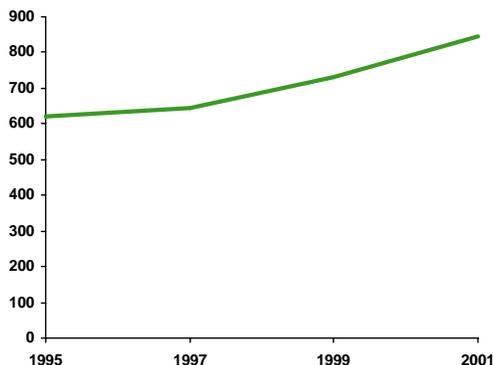


Source : Statistique Canada.

**Graphique B4.17**

**Valeur nette totale d'une exploitation moyenne, 1995-2001**

Milliers de \$

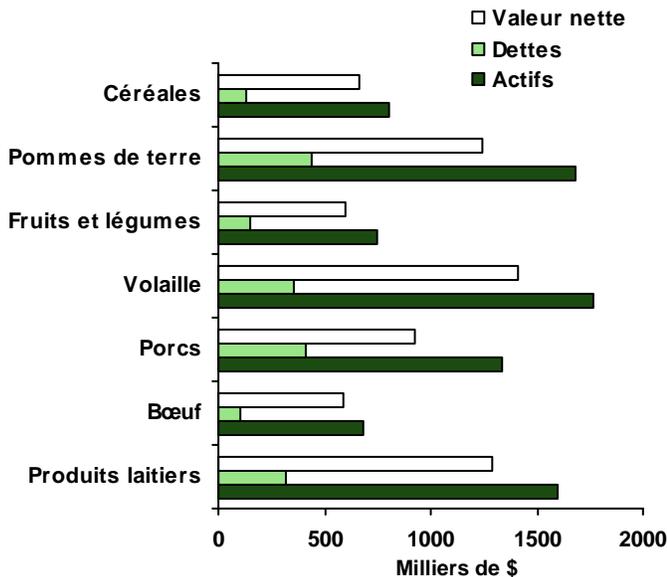


Source : Statistique Canada et AAC.

- Les investissements nets moyens par exploitation augmentent en valeur nominale et en valeur réelle depuis 1995.
- Toutefois, lors des deux dernières décennies, le capital total dans l'agriculture primaire a diminué. Ce fléchissement porte principalement sur les équipements et les machines agricoles. Cette tendance se retrouve également aux États-Unis. Elle reflète notamment la concentration des exploitations et l'utilisation plus efficace des machines et des équipements, qui a engendré des gains de productivité considérables.
- L'augmentation des investissements nets des exploitations contribue à accroître leur valeur nette. La valeur nette totale d'une exploitation moyenne est passée de 621 000 \$ en 1995 à 844 000 \$ en 2001.

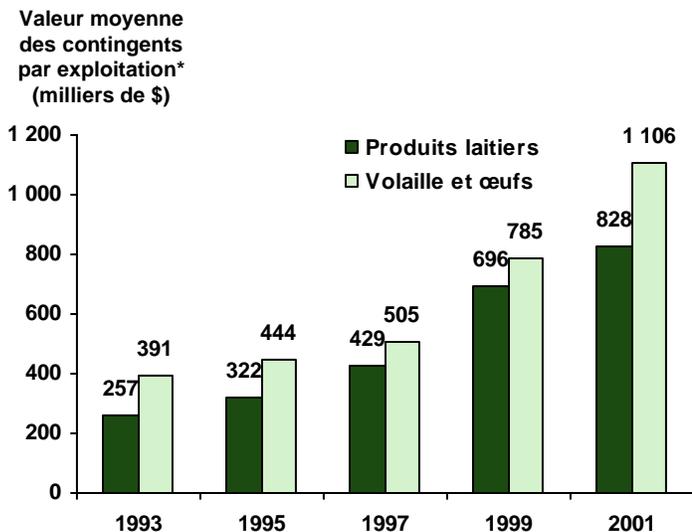
# La valeur nette des exploitations varie d'une industrie à l'autre

Graphique B4.18  
Moyenne des actifs, dettes et valeur nette par type d'exploitation, 1999



Source : AAC.

Graphique B4.19  
Valeur moyenne des contingents pour les exploitations à offre réglementée, 1993-2001



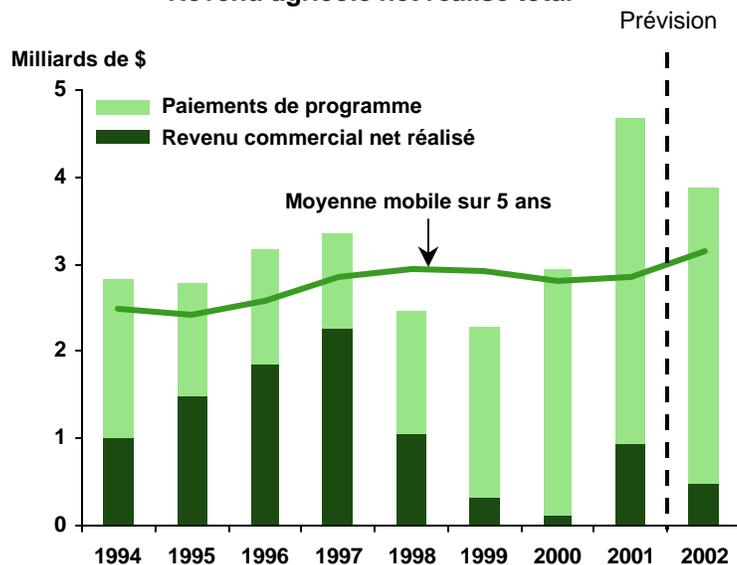
Source : Statistique Canada et AAC.

Note : \*Valeur de marché.

- La valeur nette augmente, quel que soit le type d'exploitation. En moyenne, les élevages de volaille, les producteurs de pommes de terre et de produits laitiers enregistrent la valeur nette la plus élevée (plus de 1 million de dollars en 1999).
- Les valeurs des contingents dans les industries à offre réglementée ont fortement augmenté ces dernières années et représentent aujourd'hui une part importante des actifs totaux de ces types d'exploitations. Par exemple, en 1999, l'exploitation laitière moyenne avait un contingent d'une valeur de 0,8 million de dollars, soit près des deux tiers de ses actifs d'environ 1,3 million de dollars.
- Les exploitations de pommes de terre et porcines sont les plus endettées (plus de 400 000 \$ par exploitation), suivies des exploitations avicoles et laitières (plus de 300 000 \$ par exploitation).

# Les paiements de programme contribuent à stabiliser le revenu agricole

Graphique B4.20  
Revenu agricole net réalisé total

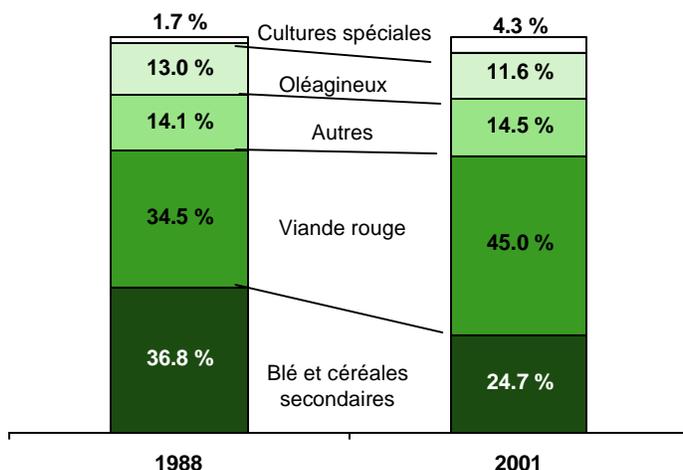


- Le revenu agricole net réalisé a fluctué au cours des années 90, du fait des variations des conditions de production et de commercialisation. Toutefois, les paiements de programme ont contribué à minimiser ces fluctuations. Par exemple, en 2002, ils devraient permettre de maintenir le revenu agricole net réalisé au-dessus de la moyenne de la période 1997-2001, malgré l'impact de la sécheresse dans les Prairies.

Source : Statistique Canada et AAC.

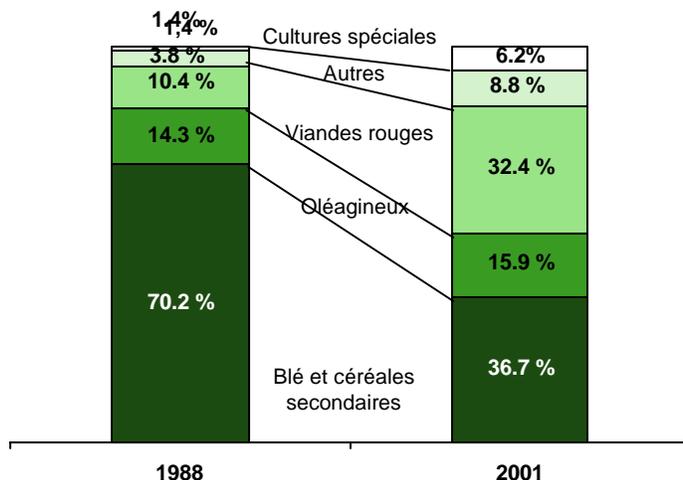
# Les exploitants diversifient la composition de leur production

**Graphique B4.21**  
Évolution des recettes agricoles dans la région des Prairies par type de produit - 1988 et 2001



Source : Statistique Canada et AAC.

**Graphique B4.22**  
Évolution des exportations dans la région des Prairies par type de produit - 1988 et 2001

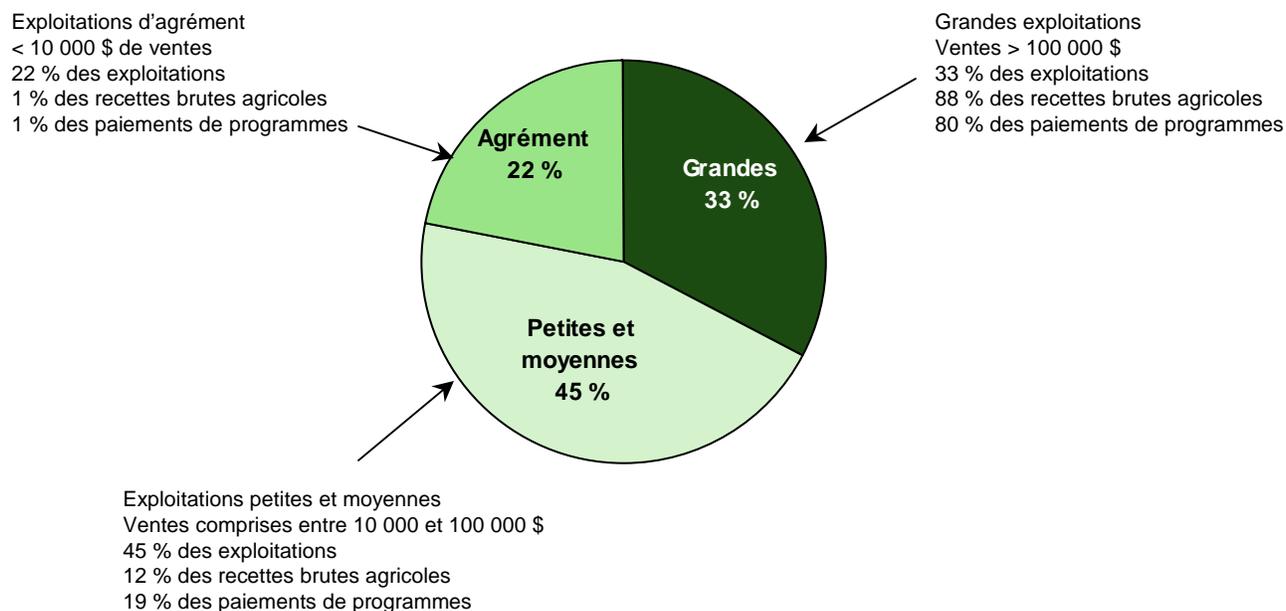


Source : Statistique Canada et AAC.

- Les exploitants s'adaptent en permanence aux changements du marché. Cette tendance est évidente dans les Prairies, où la production s'est considérablement diversifiée. Entre autres facteurs, cette diversification reflète la baisse des prix des céréales et les réformes nationales comme la suppression de la *Loi sur le transport du grain de l'Ouest* en 1995.
- La part des recettes commerciales représentée par les céréales dans la région des Prairies a décliné de 37 % en 1988 à environ 25 % en 2001, s'accompagnant d'une hausse correspondante de la part de la viande rouge et des cultures spéciales.
- En termes de parts de marché à l'exportation, le changement est encore plus spectaculaire. La part des exportations représentée par la viande rouge dans la région des Prairies a triplé et celle des cultures spéciales a quadruplé, tandis que la part du blé et des céréales secondaires a diminué de près de moitié.

# L'envergure de leurs activités est également variable

Graphique B4.23  
Répartition des 247 000 exploitations canadiennes par ventes, 2001



Source : Statistique Canada.

- Un tiers seulement des exploitations recensées sont considérées comme grandes avec des ventes supérieures à 100 000 \$, mais ces exploitations réalisent près de 90 % de la production agricole et perçoivent 80 % des paiements de programmes agricoles.
- Les exploitations petites et moyennes représentent la moitié de toutes les exploitations au Canada, mais génèrent seulement 12 % de la production et s'arrogent la quasi totalité des 20 % restants des paiements de programmes.
- Les fermes d'agrément représentent le cinquième restant des exploitations. L'exploitation agricole d'agrément est un choix de vie et n'apporte aucune contribution importante au revenu familial.

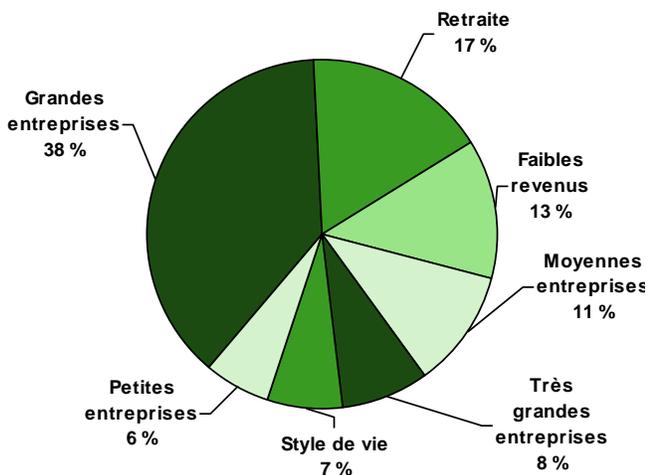
# Les motivations des exploitants agricoles différents

**Graphique B4.24**  
Types d'exploitations

- Retraite - exploitations gérées par une personne âgée de 60 ans et plus
- Style de vie - petites exploitations gérées par des familles dont le revenu non agricole est supérieur à 50 000 \$.
- Faible revenu - exploitations petites et moyennes gérées par des familles dont le revenu total est inférieur à 30 000 \$
- Commerciales - toutes les autres exploitations
  - Petites - recettes comprises entre 10 000 et 49 000 \$
  - Moyennes - recettes comprises entre 50 000 et 99 999 \$
  - Grandes - recettes comprises entre 100 000 et 499 000 \$
  - Très grandes - recettes de 500 000 \$ et plus
- Exploitations non familiales - colonies huttériennes, autres activités commerciales, entreprises non familiales et coopératives.

- Les motivations des exploitants agricoles ne sont pas les mêmes. Certains y voient un passe-temps. Toutes les exploitations réalisant un chiffre d'affaires inférieur à 10 000 \$ sont classées comme fermes d'agrément. On compte 54 000 fermes d'agrément au Canada.
- Les 193 000 exploitations restantes réalisant des ventes supérieures à 10 000 \$ peuvent être segmentées en fonction de l'âge, de la motivation commerciale et de la situation financière (voir le graphique B4.25). Les exploitations gérées par des retraités et par des personnes en quête d'un mode de vie différent représentent le quart d'entre elles environ. Un autre 13 % sont des exploitations dégagant un revenu total inférieur à 30 000 \$. Les 63 % restantes sont des entreprises commerciales et peuvent être classées en fonction de l'envergure de leurs activités, allant des petites fermes aux très grandes exploitations.

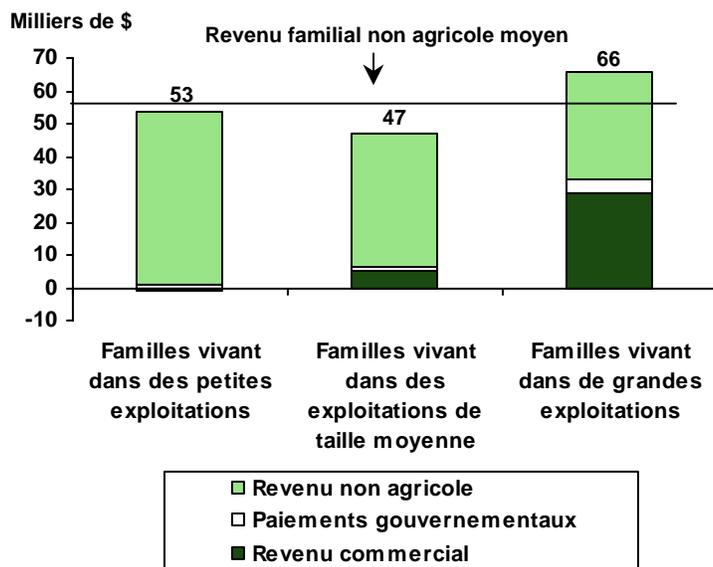
**Graphique B4.25**  
Répartition des exploitations réalisant des ventes supérieures à 10 000 \$ par type, 2001



Source : Statistique Canada et AAC.

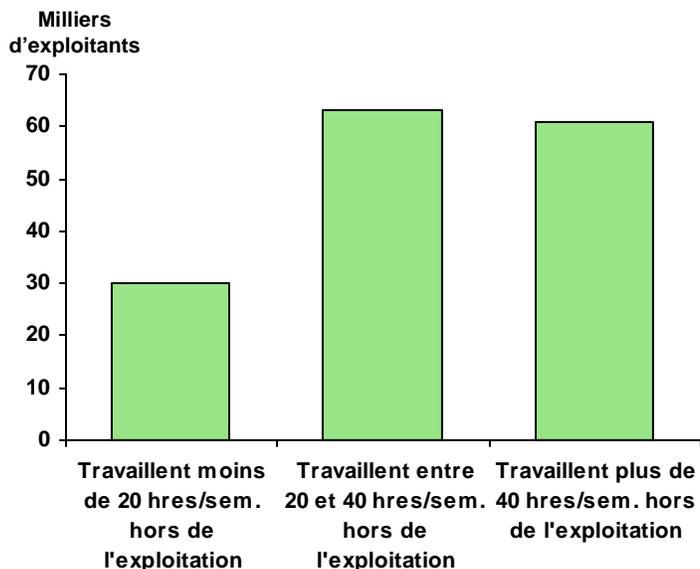
# En moyenne, le revenu des exploitations familiales est comparable au reste de l'économie

**Graphique B4.26**  
Revenu des familles agricoles par niveau de ventes, 1998



Source : Statistique Canada.

**Graphique B4.27**  
Activités non agricoles des exploitants agricoles, 2001



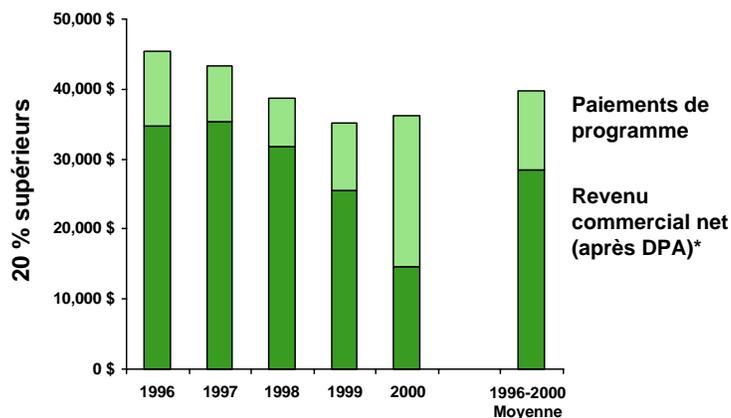
Source : Statistique Canada.

- Le revenu moyen des exploitations agricoles familiales est comparable au revenu moyen perçu par les familles non agricoles. Si l'on tient compte de toutes les sources de revenu, les familles ayant des exploitations petites et moyennes ont un revenu légèrement inférieur à celui des familles non agricoles. Les familles ayant de grandes exploitations perçoivent un revenu supérieur à la moyenne.
- Pour la plupart des familles agricoles, une partie importante du revenu provient de sources non agricoles. En 2001, près de 45 % de tous les exploitants agricoles généraient une partie de leur revenu grâce à un travail non agricole. Même les exploitants réalisant des ventes supérieures à 100 000 \$ tirent environ la moitié du revenu familial d'activités non agricoles. Les exploitations petites et moyennes n'ont pas l'envergure suffisante pour que le revenu agricole apporte une contribution significative au revenu familial total. Pour ces familles agricoles, le revenu non agricole est encore plus important pour leur niveau de vie, puisqu'il génère la quasi totalité de leur revenu.

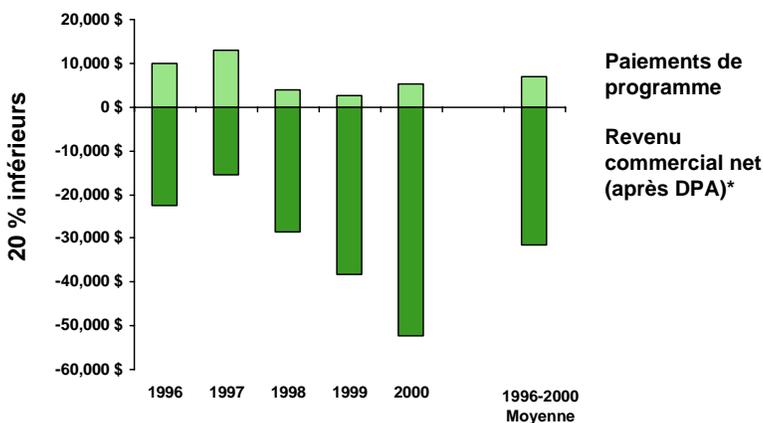
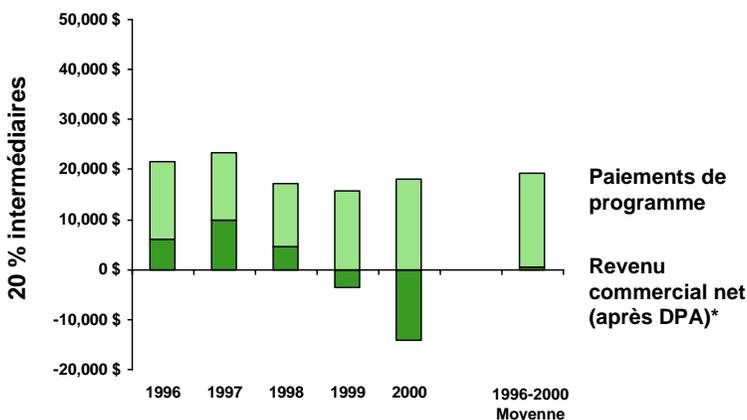
# Les résultats des exploitants agricoles sont variables

Graphique B4.28

Revenu net des grandes exploitations canadiennes de céréales et d'oléagineux, 1996-2000



- Les résultats financiers varient d'un exploitant à l'autre, même parmi les producteurs ayant une taille d'exploitation et une spécialisation identiques. Ces différences de résultats sont cohérentes dans le temps. Les exploitants les plus performants perçoivent l'essentiel de leur revenu du marché, tandis que les moins performants sont plus dépendants des paiements de programme.



Source : Base de données CSRN.

Note : \*DPA - Déduction pour amortissement.

# Le niveau de résultats des producteurs tend à être stable au fil du temps

**Graphique B4.29** Nombre de grandes exploitations manitobaines de céréales et d'oléagineux se maintenant dans un quintile spécifique pendant trois ans ou plus, 1996-2000

Quintile	Tranche inférieure de 20%	Tranche supérieure de 20%
0-20	314	0
20-40	68	0
40-60	5	7
60-80	1	75
80-100	1	335

- Le niveau de résultats des producteurs tend à être stable au fil du temps. Les exploitants les plus performants se maintiennent dans les quintiles des revenus supérieurs, tandis que les moins performants restent dans les quintiles des revenus inférieurs.

Source : Base de données du CSRN et calculs d'AAC.

# La taille de l'exploitation n'est pas un frein au rendement

Graphique B4.30

Dépenses moyennes sélectionnées de grandes exploitations de céréales et d'oléagineux au Manitoba, 1996-2000

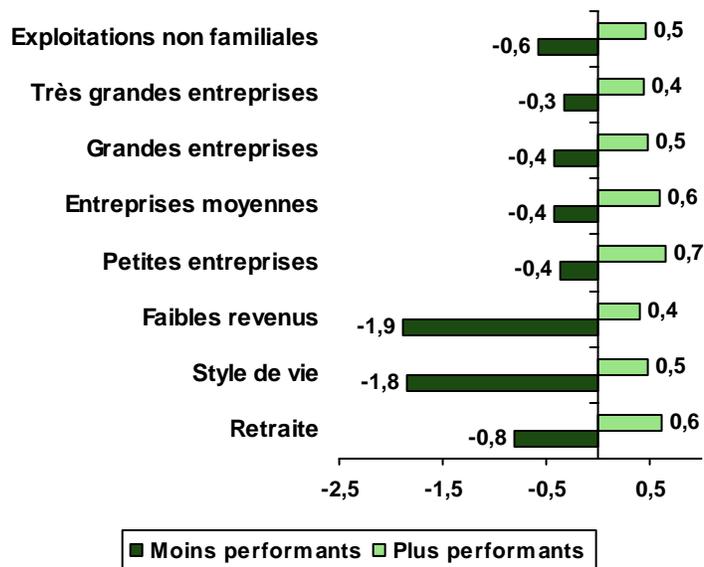
Coûts	Moins performants	Plus performants
Salaires et appointements	19 166 \$	9 523 \$
Engrais	44 935 \$	31 804 \$
Pesticides	30 846 \$	24 124 \$
Combustible	13 510 \$	9 361 \$
Réparations	17 195 \$	9 736 \$
Intérêts	10 111 \$	50 555 \$

Source : Base de données du CSRN et calculs d'AAC.

Note : Les exploitants les plus et les moins performants constituent respectivement la tranche de 20 % supérieure et inférieure.

- Les résultats financiers dépendent d'une combinaison de facteurs et ces facteurs diffèrent selon la situation spécifique de l'exploitation. Les facteurs de rendement incluent les bonnes pratiques de gestion et de production, le contrôle des coûts, la stratégie de commercialisation et l'ouverture à l'apprentissage permanent. Par exemple, les grandes exploitations de céréales et d'oléagineux les plus performantes au Manitoba ont en moyenne des dépenses annuelles inférieures à celles des moins performantes.

Graphique B4.31 Ratios de marge brute réalisés par les exploitants les plus et les moins performants, par type d'exploitation, 2001



Source : Statistique Canada et AAC.

- Note :
- Le ratio de marge brute exprime le rapport entre la marge brute de l'exploitation et ses recettes commerciales
  - Les exploitants les plus et les moins performants constituent respectivement la tranche de 20 % supérieure et inférieure.

- Toutefois, la taille de l'exploitation n'est pas un frein à la rentabilité financière. Les exploitants les plus performants à la tête de petites exploitations peuvent dégager un ratio de marge brute comparable à leurs homologues les plus performants à la tête de grandes exploitations.

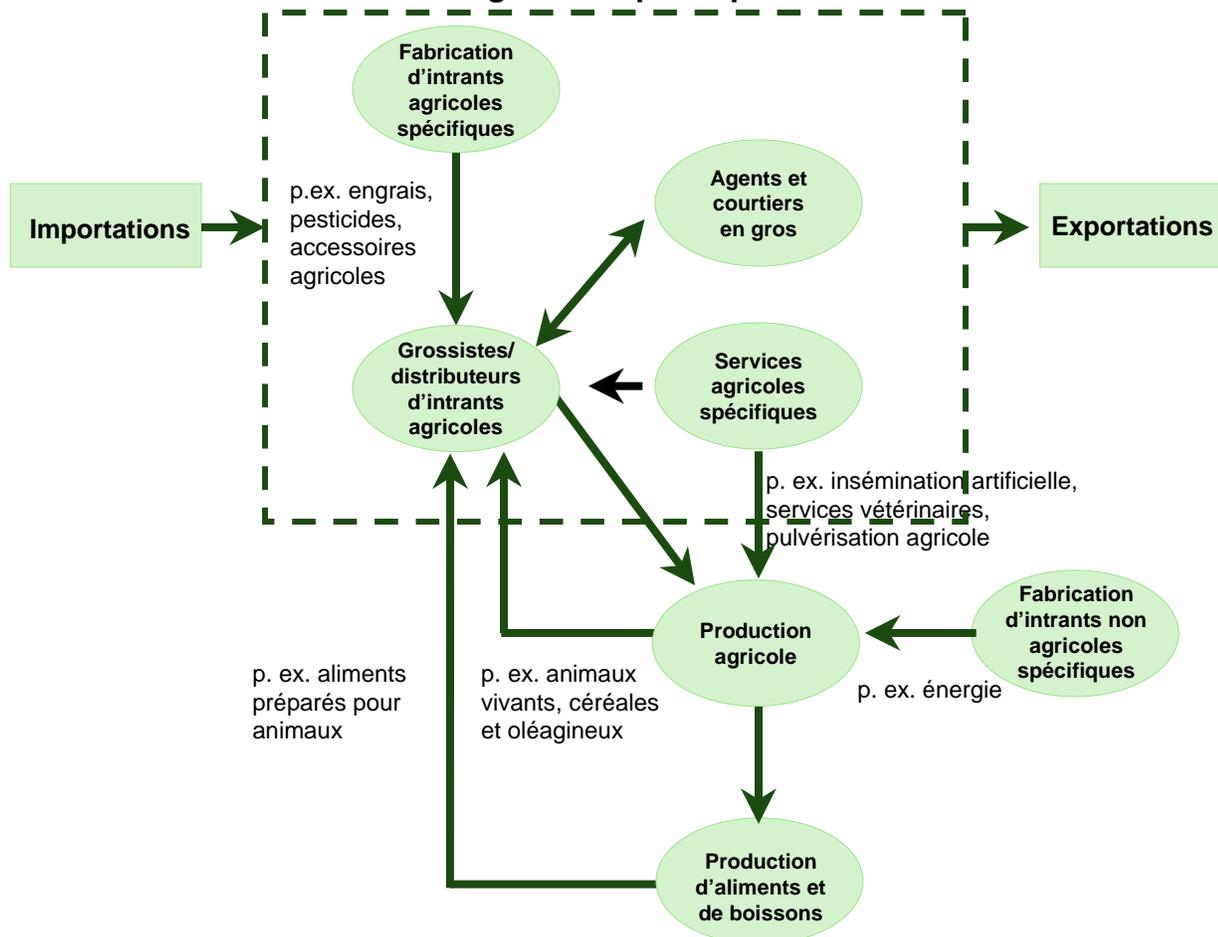


# **Fournisseurs d'intrants et de services agricoles**

**B5.**

# Les fournisseurs d'intrants constituent une chaîne de valeur complète

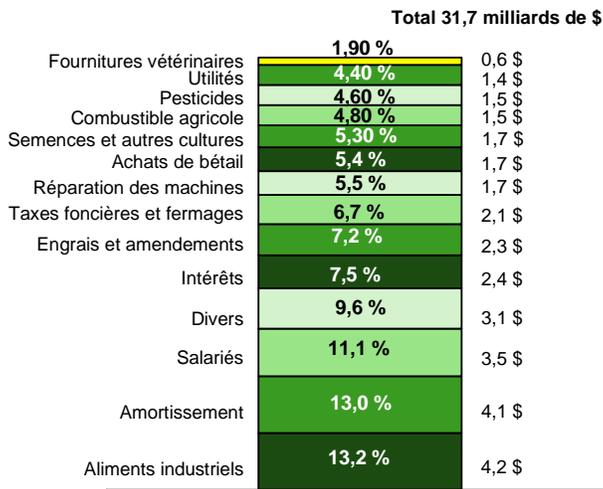
Graphique B5.1 Fournisseurs d'intrants et de services agricoles spécifiques



- En 2001, les fournisseurs d'intrants et de services agricoles ont contribué au PIB total à hauteur de près de 7 milliards de dollars en dollars constants de 1997. Ils constituent une chaîne de valeur complète au sein du système agricole et agroalimentaire, qui inclut les activités de production, de service et de vente au détail/en gros. Ils approvisionnent et soutiennent l'agriculture primaire, et font également office d'acheteurs pour les industries en aval (p. ex. aliments préparés pour animaux achetés aux moulins à grains et à oléagineux, ou veaux d'engraissement achetés aux élevages de vaches allaitantes).
- Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles sont hétérogènes par nature, allant d'entreprises multinationales qui fabriquent des machines et des instruments agricoles aux petites entreprises locales qui vendent de la pâture et des pesticides, et de courtiers internationaux en produits aux petits fournisseurs qui travaillent à l'unité.

# Les coûts des intrants ont augmenté, traduisant la forte demande d'intrants et les améliorations considérables de leur qualité

**Graphique B5.2**  
Dépenses des exploitations agricoles, 2001

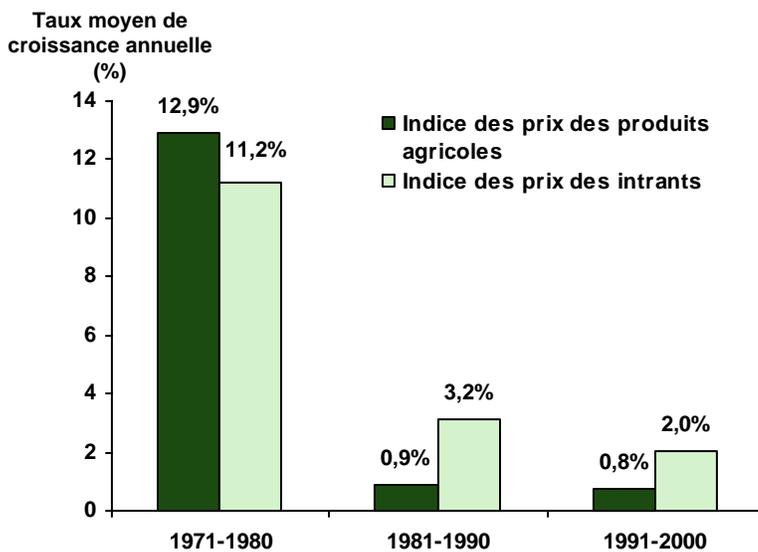


Source : Statistique Canada.

- En 2001, les producteurs agricoles ont consacré 27 milliards de dollars aux dépenses d'exploitation après remises, et ont engagé des dépenses d'amortissement de 4 milliards de dollars. Le premier poste de dépenses concerne les aliments industriels (4 milliards de dollars), suivis des salariés (3 milliards de dollars).

- Au cours des deux dernières décennies, les prix des intrants ont augmenté plus vite que les prix des produits agricoles. Cette tendance reflète en partie les pressions concurrentielles que subit l'agriculture, mais surtout la forte demande d'intrants. Les nouvelles technologies qui impliquent un usage intensif des intrants, l'amélioration de la qualité des intrants et les gains de productivité des extrants, qui optimisent la quantité d'extrants fabriqués à partir d'une unité d'intrant, ont tous contribué à cette demande élevée. Les quantités d'intrants vendues expliquent davantage (environ 55 %) les augmentations des dépenses agricoles que les hausses des prix des intrants.

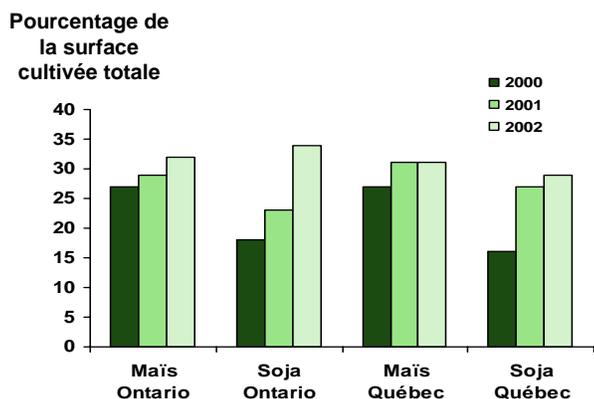
**Graphique B5.3**  
Prix des intrants agricoles et prix des produits agricoles, 1971-2000



Source : Statistique Canada.

# La diversité des pratiques agricoles génère une demande de différents types d'intrants

**Graphique B5.4**  
Surface plantée en cultures GM en Ontario et au Québec, 2000-2002



Source : Hategekimana et Beaulieu (2002).

**Graphique B5.5**  
Nombre de producteurs biologiques certifiés, 1997-2001

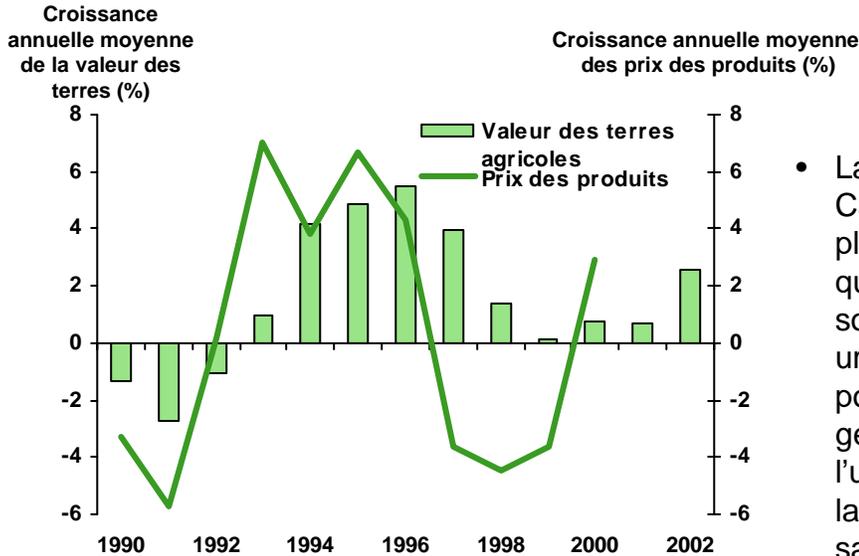
	1997	1998	1999	2000	2001
Nombre de producteurs certifiés	1 830	1 939	2 321	3 108	3 236
Nombre d'exploitations en transition	179	229	304	312	>277
Nombre d'acres en production biologique	N/a	>404 850	>455 800	>839 250	>1 064 000

Source : Canadian Organic Growers cités dans *Eco-Farm and Garden Magazine*, différents numéros.

- Le marché se distingue de plus en plus non seulement par la variété et le niveau de qualité des produits, mais aussi par le processus de fabrication utilisé. De plus en plus de producteurs agricoles différencient leurs produits en adoptant des pratiques différentes, ce qui génère une demande de différents types d'intrants.
- Les semences sont un bon exemple d'intrant devant répondre à différentes exigences. Les semences sont aujourd'hui spécialement conçues pour être plus résistantes et pour générer des rendements plus élevés. Les semences génétiquement modifiées (GM), avec leurs propriétés de résistance aux ravageurs et de destruction des mauvaises herbes, gagnent du terrain. En 2002, environ 30 % de la superficie totale plantée de maïs et de soja en Ontario et au Québec était constituée de cultures GM.
- Alors même que les cultures GM et autres semences hybrides gagnent en popularité, la production sans substances chimiques se développe afin de répondre aux attentes des consommateurs bio. Au cours des cinq dernières années, le nombre de producteurs biologiques certifiés a progressé de 75 %, et la surface des terres affectées à la production biologique a plus que doublé.

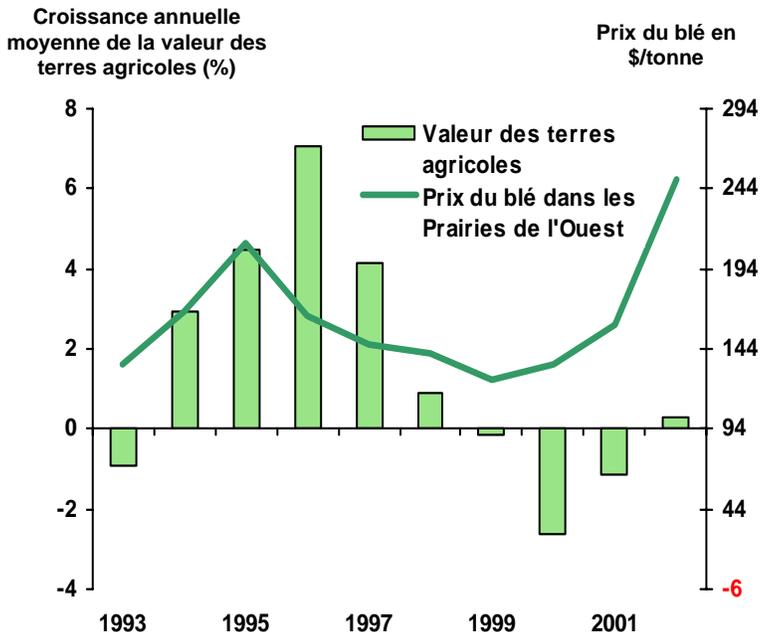
# La valeur des terres agricoles reflète les variations des prix des produits

**Graphique B5.6**  
Valeur des terres agricoles et prix des produits agricoles au Canada, 1990-2002



Source : Société du crédit agricole et Statistique Canada.

**Graphique B5.7**  
Valeur des terres agricoles et prix du blé de l'Ouest en Saskatchewan, 1993-2002



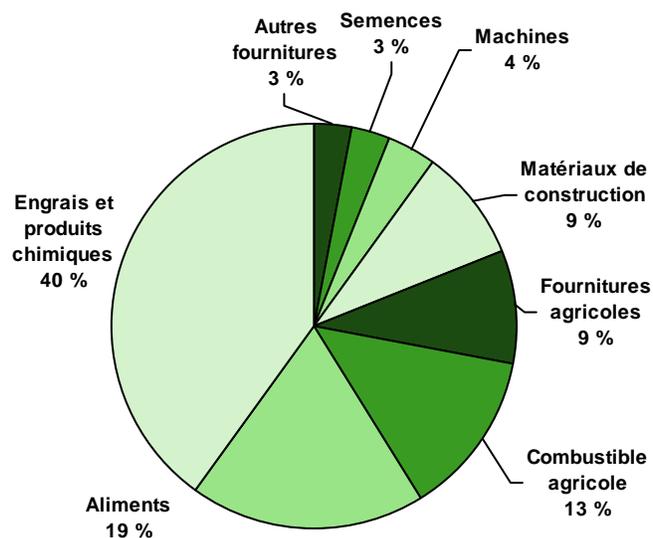
Source : Société du crédit agricole et Statistique Canada.

- La valeur des terres agricoles au Canada est déterminée par plusieurs facteurs - notamment la qualité de la terre proprement dite, son éloignement des grands centres urbains, les changements de politique et la situation économique générale. Toutefois, au fil du temps, l'un des principaux déterminants de la valeur des terres agricoles est la santé générale de l'agriculture. Comme la terre est un intrant fixe, les prix des produits et les paiements des programmes publics ont tendance à déterminer leur valeur.

- La corrélation entre les variations des prix des produits et les changements de la valeur des terres est plus prononcée en Saskatchewan, où les prix des terres suivent étroitement le prix du blé. Le redressement du prix des terres en Saskatchewan accuse un retard par rapport au reste du Canada, en partie à cause de la sécheresse.

# Les producteurs achètent une partie importante de leurs intrants auprès des coopératives

**Graphique B5.8**  
Ventes des coopératives, 2000



Source : Secrétariat aux coopératives.

**Graphique B5.9**  
Parts de marché des fournitures agricoles détenues par les coopératives

	1986	1991	1996	2000
% du total des dépenses agricoles				
Engrais et produits chimiques	31	36	35	40
Combustible agricole	22	29	27	31
Semence	23	17	17	11
Aliments	26	25	17	15

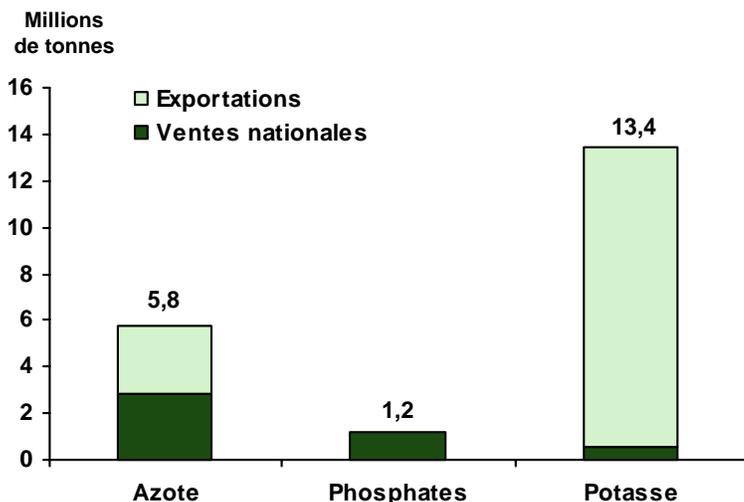
Source : Secrétariat aux coopératives et Statistique Canada.

- En réponse à la concentration croissante des fournisseurs d'intrants, les producteurs agricoles ont constitué des coopératives afin de contrer l'emprise sur les marchés exercée par ces fournisseurs.
- Les coopératives vendent une large gamme de produits, tels que des engrais et des substances chimiques, de la pâture, des machines et des fournitures agricoles (abreuvoirs et brouettes) et non agricoles (semences pour jardins privés et vêtements de jardin).
- La part de marché des carburants agricoles, engrais et produits chimiques vendus par les coopératives a augmenté depuis 1986, essentiellement du fait de l'extension des activités dans l'Ouest canadien. Durant la même période, la part de marché de la pâture vendue par les coopératives a constamment régressé, à cause du ralentissement de la croissance des ventes des coopératives à l'industrie. Les semences vendues par les coopératives a également perdu des parts de marché du fait du recul des ventes dans l'Ouest canadien et de la stagnation générale des ventes de semences.

# Le Canada est un producteur d'engrais de niveau mondial

Graphique B5.10

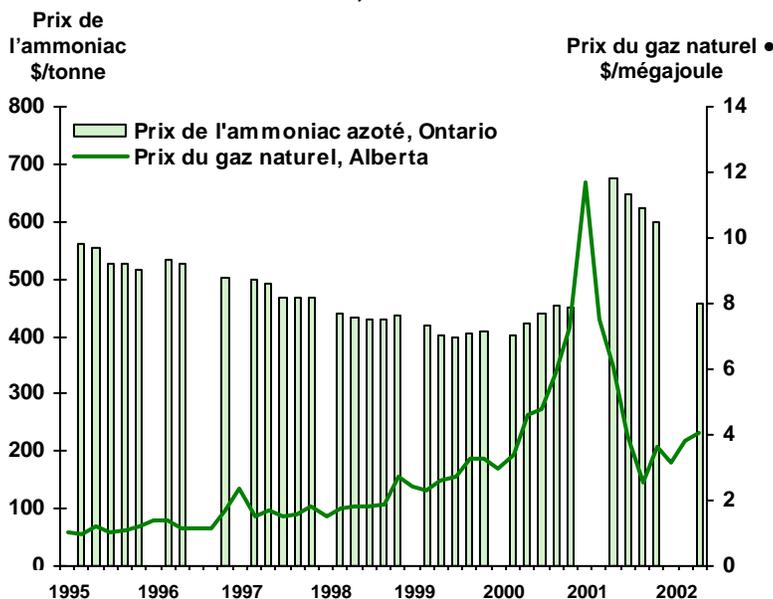
Ventes et exportations d'engrais canadiens, 2001



Source : Institut Canadien des Engrais.

Graphique B5.11

Prix de l'ammoniac azoté et du gaz naturel, 1994-2002, bimestriels



Source : Ressources naturelles Canada et Collège de Ridgeway, Université de Guelph, Ontario.

- Le Canada est un grand producteur mondial d'engrais. L'industrie des engrais emploie environ 6 000 personnes dans le secteur de la production. La production se concentre en Alberta (azote et phosphate) et en Saskatchewan (potasse et azote). La seule mine de phosphate du Canada se trouve dans le nord de l'Ontario, mais le phosphate est transformé en Alberta. Le Canada produit environ 30 % de la potasse mondiale et possède l'essentiel des réserves mondiales.

- Le Canada exporte environ 95 % de sa production de potasse et environ la moitié de ses produits azotés. Les exportations d'engrais sont évaluées à 3,2 milliards de dollars, contre des importations d'environ 500 millions de dollars.

L'ammoniac est le principal composant entrant dans la fabrication de tous les types d'engrais azotés. Le gaz naturel est le principal intrant pour la fabrication d'ammoniac et génère 70 à 80 % de ses coûts de production (à l'exclusion des coûts fixes). Du fait de sa dépendance à l'égard du gaz naturel, les prix des engrais azotés ont suivi ceux du gaz naturel ces deux dernières années. Toutefois, cette relation étroite n'a pas toujours existé. Au milieu des années 90, la demande soutenue d'engrais, conjuguée à l'utilisation de la quasi totalité des capacités de production, a maintenu les prix des engrais à un niveau élevé, alors que les prix du gaz naturel étaient bas.



# Section C

## Soutien public au système agricole et agroalimentaire



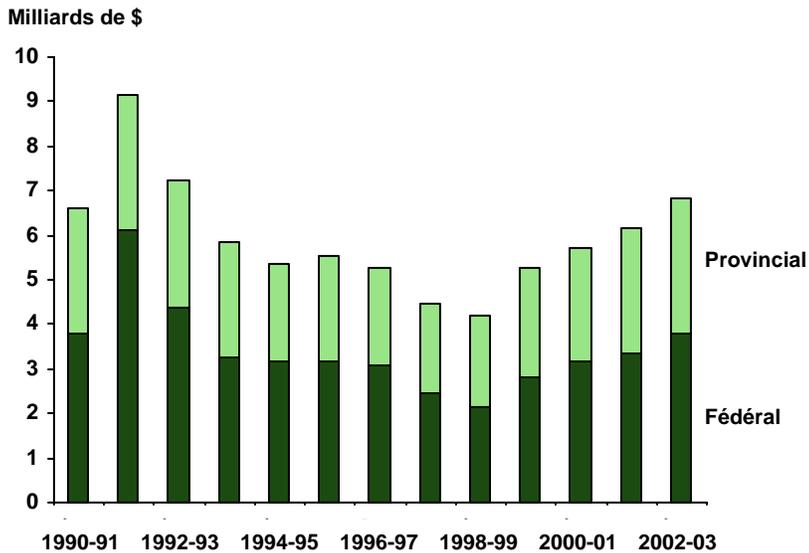
Agriculture and  
Agri-Food Canada

Agriculture et  
Agroalimentaire Canada

Canada

# Les gouvernements continuent de soutenir le secteur agroalimentaire

Graphique C1.1  
Dépenses publiques pour soutenir le secteur agroalimentaire, 1990-2002



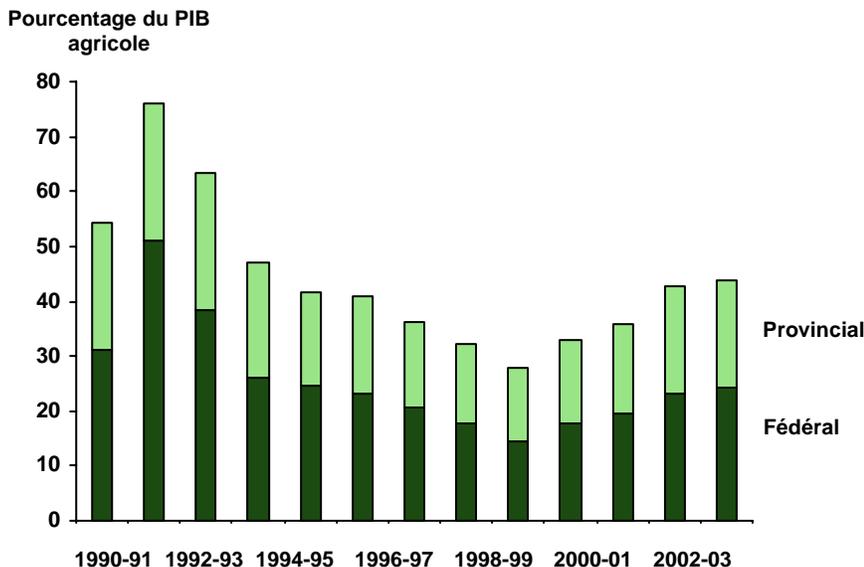
Source : AAC

Note : Les chiffres de 2002-2003 sont des estimations.

- Le soutien total du secteur agroalimentaire a diminué pendant la première moitié des années 90, par suite de réductions budgétaires et de l'augmentation des prix des denrées agricoles. Depuis lors, les restrictions budgétaires publiques se sont considérablement assouplies.

- En 2002, les **dépenses publiques** pour soutenir le secteur agroalimentaire représentaient 44 % du PIB agricole total. Il s'agit des dépenses consacrées à la recherche et au développement, à l'administration générale et à la gestion, à la politique, aux services d'information et de statistique et aux paiements de programme.

Graphique C1.2  
Dépenses publiques pour soutenir le secteur agroalimentaire, 1990-2002

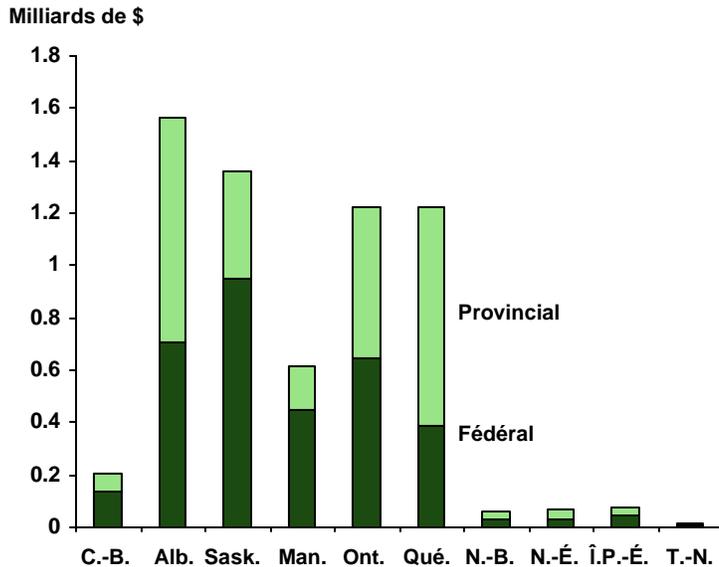


Source : AAC

Note : Les chiffres de 2002-2003 sont des estimations.

# Le soutien public varie d'une province à l'autre

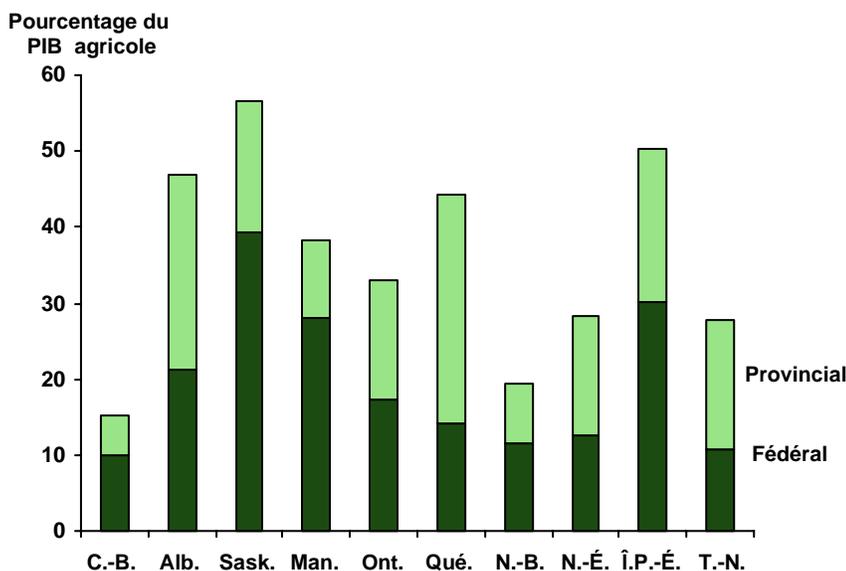
**Graphique C1.3**  
Dépenses publiques pour soutenir le secteur agroalimentaire par province, 2002-2003\*



Source : AAC

Note : \*Estimations 2002-2003

**Graphique C1.4**  
Dépenses publiques pour soutenir le secteur agroalimentaire par province, 2002-2003\*



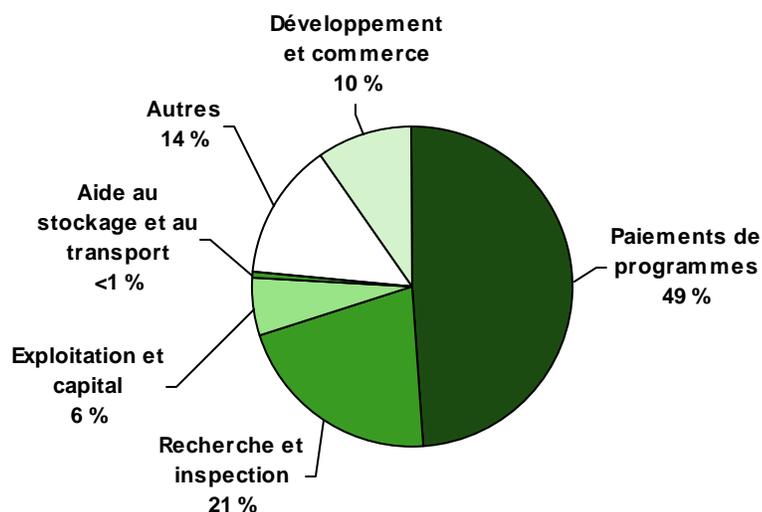
Source : AAC

Note : \*Estimations.

- L'agriculture est une compétence commune entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. Ces deux échelons de gouvernement ont engagé des ressources considérables pour soutenir le secteur agroalimentaire. En dépenses absolues, quatre provinces (Alberta, Saskatchewan, Ontario et Québec) reçoivent plus de un milliard de dollars chacune en aide publique. Toutefois, la situation provinciale est légèrement différente lorsqu'on examine le soutien public par rapport au PIB agricole. Sur cette base, l'Alberta, la Saskatchewan et l'Île-du-Prince-Édouard sont les principaux bénéficiaires de l'aide publique.
- Lorsqu'un accord de répartition du financement fédéral-provincial 60 : 40 existe pour les stratégies de protection du revenu et de gestion des risques, le niveau de répartition fédérale-provinciale continue de varier d'une province à l'autre du fait de la différence de contenu des programmes et d'autres types de soutien. En 2002, le gouvernement fédéral a fourni l'essentiel du soutien public total dans six provinces (Colombie-Britannique, Saskatchewan, Manitoba, Ontario, Nouveau-Brunswick et Île-du-Prince-Édouard).

# Les paiements de programmes constituent une partie importante de l'aide publique

**Graphique C1.5**  
Dépenses du gouvernement fédéral pour soutenir le secteur agroalimentaire par grande catégorie, 2002-2003\*

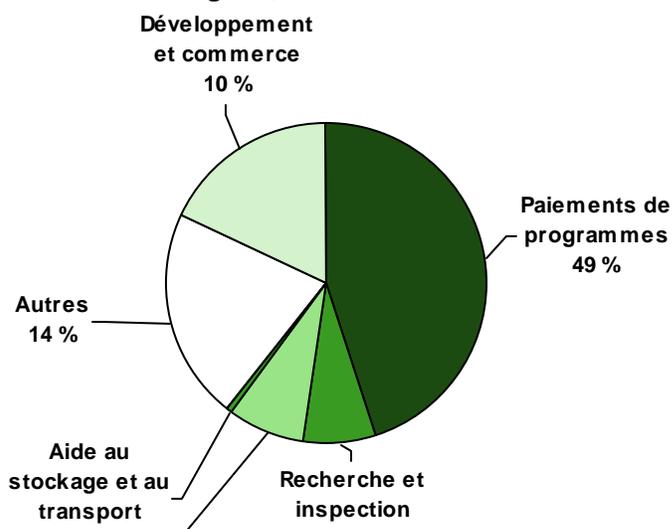


Source : AAC

Note : \*Les chiffres de 2002-2003 sont des estimations.

- Les paiements de programmes constituent une partie importante de l'aide publique fédérale (48 %) et provinciale totale (45 %) et étaient estimés à 3,2 milliards de dollars en 2002. Ils englobent des programmes de soutien et de stabilisation du revenu, des programmes spéciaux et de réduction des coûts, des programmes d'assurance-récolte et des programmes d'aide financière.

**Graphique C1.6**  
Dépenses des gouvernements provinciaux pour soutenir le secteur agroalimentaire par grande catégorie, 2002-2003\*



Source : AAC

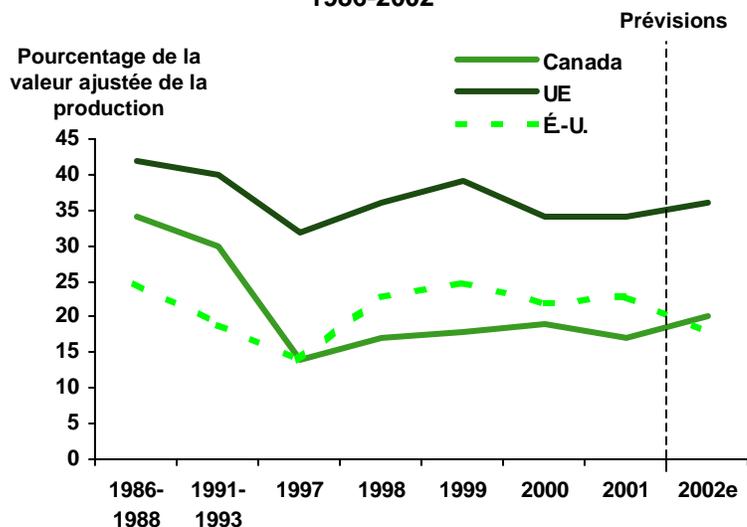
Note : \*Les chiffres de 2002-2003 sont des estimations.

- Les activités de recherche et d'inspection constituent le deuxième poste de dépenses publiques et représentent respectivement 22 % et 7 % des dépenses fédérales et provinciales pour soutenir le secteur agroalimentaire.

- En moyenne, les gouvernements provinciaux ont accru la part de leurs dépenses budgétaires consacrées aux programmes en faveur du développement, du commerce et de l'environnement de plus de 50 % en 2002 par rapport à 2001.

# Les producteurs canadiens sont moins tributaires de l'aide publique que leurs homologues européens et américains

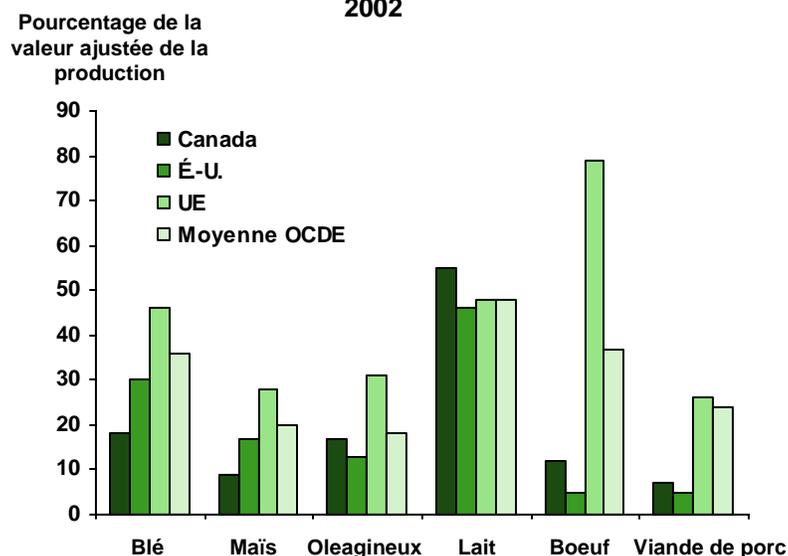
Graphique C1.7  
Estimation du soutien aux producteurs, toutes denrées confondues  
1986-2002



Source : Estimations de l'OCDE et d'AAC.

- Les producteurs canadiens sont devenus moins dépendants du soutien public, mesuré par l'indice ESP (Estimation du soutien aux producteurs), que leurs homologues européens et américains. En 2002, l'ESP du Canada était de 20 % de la **valeur ajustée de la production**, contre 36 % pour l'UE et 18 % pour les États-Unis.

Graphique C1.8  
Estimation du soutien aux producteurs par denrée,  
2002



Source : Estimations de l'OCDE et d'AAC.

- Le niveau de soutien varie également d'une denrée à l'autre au sein d'un pays. Le soutien européen aux céréales, aux oléagineux et à la viande rouge est beaucoup plus élevé qu'au Canada. Les États-Unis soutiennent également beaucoup plus les producteurs céréaliers que le Canada. Le soutien américain à l'industrie de la viande rouge est légèrement inférieur à celui canadien.



# Sources des données



Agriculture and  
Agri-Food Canada

Agriculture et  
Agroalimentaire Canada

Canada

# Sources des données

## **Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC)**

- Caractéristiques du secteur agricole diversifié du Canada, [http://www.agr.gc.ca/spb/fiap/publication/pub\\_2109/pb2109\\_f.html](http://www.agr.gc.ca/spb/fiap/publication/pub_2109/pb2109_f.html)
- Secrétariat aux coopératives <http://www.agr.gc.ca/policy/coop/>
- Revenu agricole, Situation financière et aide gouvernementale, Recueil de données. Divers numéros. <http://www.agr.gc.ca/spb/fiap/publication/databook/2002/jul2002/jul2002f.htm>
- Prix des engrais au Canada, [http://www.agr.gc.ca/spb/fiap/fertilizer/template\\_ftoc.html](http://www.agr.gc.ca/spb/fiap/fertilizer/template_ftoc.html)
- Prévisions sur le revenu agricole dans les provinces, [http://www.agr.gc.ca/spb/fiap/publication/forecast/forcst\\_f.html](http://www.agr.gc.ca/spb/fiap/publication/forecast/forcst_f.html)
- Tableaux sommaires sur le commerce agroalimentaire [http://www.agr.gc.ca/policy/epad/english/pubs/qrthigh/2002/TST\\_02\\_f.htm](http://www.agr.gc.ca/policy/epad/english/pubs/qrthigh/2002/TST_02_f.htm)

## **Agriculture et Agroalimentaire Canada et Statistique Canada**

- Enquête financière sur les exploitations agricoles, No. 21-F008-XIB au catalogue <http://www.agr.gc.ca/spb/fiap/pubsf.html>
- Données sur le déclarant, <http://www.agr.gc.ca/spb/fiap/pubsf.html>
- Base de données complète sur les exploitations agricoles. No. 21-F0001-XCB au catalogue

## **Association canadienne des restaurateurs et des services alimentaires**

- Foodservice Facts 2002 - Rapport trimestriel sur le secteur des services alimentaires

## **Le Conference Board du Canada**

- Totalisations spéciales de données pour AAC

## **É-U, Bureau of Commerce**

- Bureau of Economic Analysis, Industry Accounts Data, <http://www.bea.gov/bea/dn2.htm>

## **É-U, Department of Agriculture (USDA)**

- Current Research Information System, <http://cristel.nal.usda.gov/>
- Economic Research Service, Special Data Requests.

## **É-U, Department of Labor**

- Bureau of Labor Statistics, <http://www.bls.gov/mfp/home.htm>

# Sources des données (suite)

## **Financement agricole Canada (FAC)**

- Rapport sur la valeur des terres agricoles  
[http://www.fcc-fac.ca/francais/notre\\_societe/medias/publications/index.shtml](http://www.fcc-fac.ca/francais/notre_societe/medias/publications/index.shtml)

## **Global Trade Information Services, Inc.**

- World Trade Atlas, [http://www.gtis.com/intro\\_country.html](http://www.gtis.com/intro_country.html)

## **Industrie Canada**

- Données en ligne de Strategis sur le commerce,  
[http://strategis.gc.ca/sc\\_mrkti/tdst/frndoc/tr\\_homep.html](http://strategis.gc.ca/sc_mrkti/tdst/frndoc/tr_homep.html)

## **Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)**

- FAOStat, Commerce agroalimentaire. <http://www.fao.org/>

## **Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)**

- Principaux indicateurs des sciences et de la technologie <http://www.oecd.org>
- Comptes nationaux des pays de l'OCDE <http://www.oecd.org>

## **Statistique Canada**

- Statistiques économiques agricoles (SEA), No. 21-603XPE au catalogue
- Enquête annuelle sur les industries manufacturières (EAM), No. 15-001-XIE au catalogue et tabulation spéciale pour AAC
- Division de la balance des paiements, Tabulation spéciale pour AAC
- Base de données sur le commerce international canadien de marchandises, agrégations d'AAC
- CANSIM/CANSIM II, [http://cansim2.statcan.ca/cgi-win/cnsmcgi.exe?CANSIMFile=CII/CII\\_1\\_E.HTM&RootDir=CII/](http://cansim2.statcan.ca/cgi-win/cnsmcgi.exe?CANSIMFile=CII/CII_1_E.HTM&RootDir=CII/)
- Recensement de l'agriculture 2001, [http://www.statcan.ca/francais/agcensus2001/index\\_f.htm](http://www.statcan.ca/francais/agcensus2001/index_f.htm) et tabulations spéciales pour AAC
- Le Quotidien, <http://www.statcan.ca/francais/dai-quo/>
- Aperçu historique de l'agriculture canadienne, No. 93-358-XPB au catalogue
- Les revenus au Canada, No. 75-202-XIE au catalogue
- Enquête sur la population active (EPA), Tabulation spéciale pour AAC
- Section du bétail et des produits animaux, Demandes de données spéciales
- Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie, Demandes de données spéciales
- Section de la richesse nationale et du stock de capital, Demandes de données spéciales
- Statistiques scientifiques, Bulletin de service, No.88-001-X1B au catalogue
- Enquête sur l'innovation, Totalisation spéciale pour AAC



# Glossaire



Agriculture and  
Agri-Food Canada

Agriculture et  
Agroalimentaire Canada

Canada

# Le système

## **Système agricole et agroalimentaire canadien**

Le système agricole et agroalimentaire canadien est une chaîne de valeur des industries qui produisent des denrées agricoles et alimentaires. Il comprend les fournisseurs d'intrants et de services agricoles, l'agriculture primaire, les entreprises de transformation des denrées alimentaires, les détaillants et grossistes alimentaires et les établissements de services alimentaires.

## **Fournisseurs d'intrants et de services agricoles**

Les fournisseurs d'intrants et de services agricoles comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) :

### **au niveau des 4 chiffres :**

1151	Activités de soutien aux cultures agricoles
1152	Activités de soutien à l'élevage
3253	Fabrication de pesticides, d'engrais et d'autres produits chimiques agricoles
4171	Grossistes-distributeurs de machines et matériel pour l'agriculture, l'entretien des pelouses et le jardinage
4183	Grossistes-distributeurs de fournitures agricoles

### **au niveau des 5 chiffres :**

33311	Fabrication de machines agricoles
-------	-----------------------------------

## **Secteur agroalimentaire**

Le secteur agroalimentaire comprend toutes les industries dont l'activité principale consiste à produire des produits alimentaires et agricoles. Il comprend l'agriculture primaire et les transformateurs alimentaires.

## **Secteur de la distribution alimentaire**

Le secteur de la distribution alimentaire comprend toutes les industries dont l'activité principale consiste à fournir directement les produits agricoles et alimentaires au consommateur final ainsi qu'à assurer les services y afférant. Il englobe les détaillants et les grossistes en alimentation et les établissements de services alimentaires.

## **Entreprises de transformation de denrées alimentaires seulement**

Les entreprises de transformation de denrées alimentaires seulement sont les fabricants d'aliments au sens le plus étroit de ce terme (c.-à-d. boissons et produits du tabac exclus).

---

Pour définir les étapes du système agricole et agroalimentaire, on a essayé d'être aussi complet que possible en tenant compte de la disponibilité des données. Les omissions reflètent soit un manque de données sur une industrie, soit l'incapacité de séparer les données sur l'industrie d'un groupe de données plus globales qui portent surtout sur la production non agricole.

# Le système (suite)

## **Entreprises de transformation de denrées alimentaires**

Les entreprises de transformation de denrées alimentaires comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

### **au niveau des 3 chiffres :**

- 311 Fabrication des aliments
- 312 Fabrication des boissons et des produits du tabac

## **Détaillants et grossistes en alimentation**

Les détaillants et grossistes en alimentation comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

### **au niveau des 3 chiffres :**

- 411 Grossistes-distributeurs de produits agricoles
- 413 Grossistes-distributeurs de produits alimentaires, de boissons et de tabac
- 445 Magasins d'alimentation et de boissons

### **au niveau des 4 chiffres :**

- 4542 Exploitants de distributeurs automatiques

### **au niveau des 5 chiffres :**

- 41911 Agents et courtiers de produits agricoles
- 41913 Agents et courtiers de produits alimentaires, de boissons et de tabac
- 44422 Pépinières et centres de jardinage
- 49312 Entreposage frigorifique
- 49313 Entreposage de produits agricoles

## **Établissements de services alimentaires**

Les établissements de services alimentaires comprennent les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

### **au niveau des 3 chiffres :**

- 722 Services alimentaires et débits de boissons

# Le système (suite)

## **Transformation non alimentaire**

La transformation non alimentaire comprend toutes les utilisations industrielles des produits agricoles autres que la consommation des aliments ou des aliments pour animaux. Ce secteur comprend les fabricants de produits biologiques ainsi que les industries non alimentaires plus traditionnelles comme les tanneries et les usines de textile.

## **Agriculture primaire**

L'agriculture primaire comprend les industries suivantes telles qu'elles sont définies par le SCIAN :

### **au niveau des 4 chiffres :**

1111	Culture de plantes oléagineuses et céréalières
1112	Culture de légumes et de melons
1113	Culture de fruits et de noix
1114	Culture en serre, pépinière et floriculture
1119	Autres cultures agricoles
1121	Élevage de bovins
1122	Élevage de porcs
1123	Élevage de volailles et production d'œufs
1124	Élevage de moutons et de chèvres
1125	Aquaculture
1129	Autres types d'élevage

# Définitions du commerce

## **Exportations agricoles et agroalimentaires**

Les exportations agricoles et agroalimentaires comprennent l'exportation des produits agricoles, des aliments (à l'exclusion du poisson et des produits du poisson), des boissons non alcoolisées (y compris les eaux embouteillées), des boissons alcoolisées, et des produits du tabac, de la floriculture et des pépinières.

## **Importations agricoles et agroalimentaires**

Les importations agricoles et agroalimentaires comprennent l'importation des produits agricoles, des aliments (à l'exclusion du poisson et des produits du poisson), des boissons non alcoolisées (y compris les eaux embouteillées), des boissons alcoolisées, et des produits du tabac, de la floriculture et des pépinières.

## **Commerce intrasectoriel**

Le commerce intrasectoriel désigne le commerce d'un même produit ou d'une même marchandise entre deux pays.

## **Commerce interne**

Le commerce interne désigne les transactions entre différentes parties d'entreprises multinationales situées dans différents pays. Il comprend également l'affectation de produits en exclusivité différents à différents centres de production par le siège social.

## **Classification commerciale**

Les statistiques commerciales pour le système agricole et agroalimentaire sont classées selon le système de classification BICO qui sépare les produits en trois différents groupes : vrac, intermédiaires et de consommation.

- **Vrac (B)**

Les produits en vrac sont ceux qui ont fait l'objet d'une transformation minimale ou nulle, comme le blé, les céréales fourragères et les oléagineux.

- **Intermédiaires (I)**

Les produits intermédiaires sont ceux qui ont fait l'objet d'une certaine transformation, mais qui ne sont pas normalement encore prêts à la consommation, par exemple, la farine de blé, les huiles végétales et les animaux de boucherie.

- **De consommation (CO)**

Les produits de consommation nécessitent peu ou pas de transformation supplémentaire et sont en général prêts pour la consommation humaine, notamment les produits laitiers, les œufs, le bœuf, les fruits frais, les produits de la floriculture, les soupes en boîtes, les repas surgelés, les aliments pour bébés, etc.

## **Commerce à valeur ajoutée**

- Les exportations et importations à valeur ajoutée sont celles qui concernent tous les produits intermédiaires et de consommation.

# Termes de nature économique et statistique

## **Ferme de recensement**

Une exploitation agricole ayant un revenu agricole brut supérieur à 2 499 \$ où est produit, dans l'intention de le vendre, au moins un des produits suivants : produits cultivés (grande culture, fruits ou noix, baies ou raisins, légumes, graines), bétail (bovins, porcs, moutons, chevaux, oiseaux exotiques, etc.), produits d'origine animale (lait ou crème, œufs, laine, fourrure, viande) ou autres produits agricoles (produits de serre ou de pépinière, arbres de Noël, champignons, gazon, miel, produits de la sève d'érable).

## **Ratio de concentration (CR4)**

Le ratio de concentration mesure le niveau de concentration d'un secteur d'activité et exprime les ventes d'un nombre fixe d'entreprises les plus importantes de ce secteur d'activité, c'est-à-dire le pourcentage de la valeur des ventes du secteur que totalisent ces entreprises. CR4 est l'acronyme pour le ratio de concentration des quatre principales entreprises du secteur.

## **Revenu agricole commercial**

Le revenu commercial agricole désigne le revenu monétaire provenant de la vente de produits agricoles, à l'exclusion des paiements directs au titre des programmes au bénéfice des producteurs.

## **Valeur nette agricole**

La valeur nette agricole est mesurée comme le total des avoirs de l'exploitation agricole évalués à leur valeur marchande en cours, moins le total du passif.

## **Investissement direct étranger (IDE)**

L'investissement direct étranger désigne l'investissement par des non-résidents dans une entreprise où ces non-résidents possèdent 10 % ou plus des actions ordinaires ou des droits de vote lorsqu'il s'agit d'entreprises constituées en sociétés ou l'équivalent dans le cas d'entreprises non constituées en sociétés .

## **Produit intérieur brut (PIB)**

Le produit intérieur brut d'un pays est la valeur totale nette des produits et des services produits dans ce pays pendant une période donnée.

## **Revenu agricole brut**

Le revenu agricole brut comprend le revenu monétaire provenant de la vente des produits agricoles et les paiements directs au titre des programmes; il est compilé à partir des formulaires de recensement envoyés aux exploitants agricoles tous les cinq ans.

## **Ratios de marge bénéficiaire brute**

Les ratios de marge bénéficiaire brute sont le ratio de la marge bénéficiaire brute gagnée par une exploitation agricole par rapport au revenu commercial

## **Fermes d'agrément**

Fermes de recensement qui déclarent moins de 10 000 \$ de ventes en produits agricoles.

# Termes de nature économique et statistique (suite)

## **Dépenses intramuros consacrées à la R-D**

Les dépenses intramuros consacrées à la R-D sont toutes les dépenses liées à la recherche et au développement engagées par un organisme au cours d'une période donnée, y compris le travail financé par des tiers.

## **Productivité du travail**

La productivité du travail est une mesure des extrants de l'industrie par heure de travail.

## **Productivité multifactorielle**

La productivité multifactorielle mesure l'efficacité de l'utilisation de tous les intrants. Sa croissance est calculée comme le taux de croissance des extrants moins le taux de croissance de tous les intrants.

## **Taux de rendement sur le capital à long terme**

Le taux de rendement sur le capital à long terme est le revenu d'exploitation (sans déduire les impôts ni les intérêts payés), divisé par le capital à long terme, celui-ci étant la somme des avoirs des actionnaires et la dette à long terme.

## **Revenu agricole net réalisé**

Le revenu agricole net réalisé est le revenu commercial net réalisé plus les paiements au titre des programmes gouvernementaux.

## **Revenu commercial net réalisé**

Le revenu commercial net réalisé est le revenu commercial agricole, plus le revenu en nature, moins les dépenses d'exploitation et l'amortissement.

## **Production à valeur ajoutée**

La production à valeur ajoutée désigne les produits qui ont fait l'objet d'une certaine transformation.

# Définitions relatives au soutien gouvernemental

## Dépenses publiques

Les dépenses publiques (à tous les niveaux) en matière d'agriculture et de transformation alimentaire au cours d'une année, directes et indirectes, engagées au bénéfice de particuliers, d'organismes ou d'associations.

### **Directes**

Implique un transfert direct de fonds entre les contribuables et les exploitants agricoles.

### **Indirectes**

Dépenses publiques qui soutiennent le secteur agroalimentaire, mais ne sont pas directement destinées aux producteurs.

## Principales catégories de dépenses

### **Dépenses de programme liées au développement, au commerce et à l'environnement**

Comprennent les dépenses d'administration et d'immobilisations engagées par le gouvernement pour favoriser le développement régional, le marketing et le commerce et protéger l'environnement, ainsi que les prêts et contributions accordés par le gouvernement pour le travail consacré à ces activités.

### **Dépenses d'exploitation et d'immobilisations**

Comprennent les dépenses publiques consacrées à l'administration générale et à la gestion ainsi qu'aux politiques, aux services d'information et statistiques.

### **Autres dépenses**

Comprennent les dépenses publiques consacrées à l'aide alimentaire et à l'aide internationale, à la vulgarisation et à l'éducation, ainsi que les paiements au titre de programmes sociaux.

### **Paiements au titre de programmes**

Comprennent les paiements au titre des programmes de soutien et de stabilisation du revenu, des programmes spéciaux et de réduction des coûts, des programmes d'assurance-récolte et des programmes d'aide financière.

### **Dépenses liées à la recherche et aux inspections**

Comprennent les dépenses d'administration et d'immobilisations engagées par le gouvernement pour les recherches et les inspections, ainsi que les prêts et contributions accordés par le gouvernement pour le travail consacré à ces activités.

### **Dépenses d'aide à l'entreposage et au fret**

Paiements au titre de programmes liés à l'entreposage et au fret.

## Estimation du soutien aux producteurs (ESP)

Mesure annuelle du soutien aux producteurs agricoles qui est la somme du soutien des prix du marché et des dépenses budgétaires sous forme de paiements aux producteurs, exprimée en pourcentage de la valeur unitaire du produit ou de sa valeur ajustée de production.

### **Valeur ajustée de la production (VAP)**

La valeur de la production, plus les transferts directs reçus par les producteurs au cours de l'année.

# Définitions diverses

## UE 15

Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède.

## Autres définitions de termes utilisés dans les graphiques

### **Dépenses agricoles diverses**

Les dépenses agricoles diverses comprennent les réparations des bâtiments et des clôtures, l'assurance d'entreprises, le travail sur commande, les primes de stabilisation, les frais juridiques et de comptabilité et d'autres dépenses non répertoriées ailleurs.

### **Autres produits agricoles**

Les autres produits agricoles (Graphiques B4.10 et B4.11) comprennent les betteraves sucrières, les pommes de terre, les produits de la floriculture et de pépinière, le tabac, le ginseng, les graines de moutarde, les graines de tournesol, les lentilles, les graines à canaris, les haricots secs, les pois secs, les graines fourragères et les semences de gazon, le foin et le trèfle, les produits de l'érable, les produits forestiers, les arbres de Noël, les cultures diverses, la laine, le miel, la fourrure et le bétail divers.

### **Autres aliments**

Fabrication des grignotines, du café et du thé, des sirops aromatisants et des concentrés, d'assaisonnements et de sauces, et d'autres produits non répertoriés ailleurs.

### **Autres terres**

Les autres terres (Graphique B4.9) comprennent la terre sur laquelle sont situés les bâtiments agricoles, les enclos, les passages, les jardins, les serres et champignonnières, les friches, les boisés, les érablières, les arbres brise-vent, les plantations d'arbres de Noël, les tourbières, les marais, les marécages, etc.

### **Autres dépenses personnelles en biens**

Dépenses personnelles consacrées aux médicaments, produits pharmaceutiques et effets personnels non répertoriés ailleurs.

### **Autres dépenses personnelles en services**

Dépenses personnelles consacrées aux services d'aménagement des locaux, soins personnels, entretien du ménage et soins d'enfants, éducation et culture; dépenses de fonctionnement des organismes sans but lucratif et autres services connexes.

# Définitions diverses (suite)

## **Autres produits des Prairies**

Les autres produits des Prairies comprennent les betteraves sucrières, les pommes de terre, les légumes, les fruits, les produits de la floriculture et de pépinière, le tabac, les graines fourragères et semence de gazon, le foin et le trèfle, les produits de l'érable, les produits forestiers, les arbres de Noël, les cultures diverses, les produits laitiers, la volaille, les œufs, la laine, la fourrure, le miel et le bétail divers.

## **Pâturage pour le bétail**

Pâturage qui a été cultivé et ensemencé, irrigué, fertilisé et désherbé.

# Notes

1. À moins d'indication contraire, les catégories du système agricole et agroalimentaire sont définies conformément au Système de classification des industries en Amérique du Nord (SCIAN). Le glossaire contient une liste détaillée des industries appartenant à chaque catégorie du système.
2. Voir Hobbs et Young, « Les liens verticaux dans les chaînes d'approvisionnement agroalimentaire au Canada et aux États-Unis ». Rapport préparé à l'intention d'AAC. Juin 2001.
3. Les exportations vers le reste du monde ont chuté à 7,5 milliards de dollars en 2002 à cause des effets de la sécheresse dans les Prairies sur les exportations de céréales et d'oléagineux.
4. Pour les transformateurs alimentaires, voir Harper et Burroughs, « Analyse de la rentabilité dans le secteur de la transformation des aliments au Canada ». Document de travail d'AAC, à paraître en 2003. Pour les détaillants en alimentation, voir Smith et Trant, « Rendement du secteur du commerce de détail des aliments dans la chaîne agroalimentaire ». Document de travail d'AAC, à paraître en 2003.
5. Voir <http://www.mccain.com/McCainWorldWide/>
6. Voir Environics International. **2001 Global Issues Monitor.**
7. Voir Environics International. **2001 Food issues Monitor.**
8. Voir Ashmead Economic Research & Serecon Management Consultants. « Les usages industriels non alimentaires et non fourragers des produits agricoles au Canada ». Rapport préparé à l'intention d'AAC. 1997.



# Références

- Ashmead Economic Research & Serecon Management Consultants, « *Les usages industriels non alimentaires et non fourragers des produits agricoles au Canada* ». Rapport préparé à l'intention d'AAC, 1997
- Beaulieu, M., « *Caractéristiques financières des entreprises acquises dans l'industrie alimentaire canadienne* », Statistique Canada. Série de documents de travail sur l'agriculture et le milieu rural; document de travail no. 57, 2002.
- Canadian Grocer, Executive Report 2002. <http://www.cdngrocer.com>
- Crawford, C., « Cadre de discussion sur le développement d'une bioindustrie au Canada ». Rapport préparé pour Agriculture et Agroalimentaire Canada, le 1<sup>er</sup> juin 2001.
- Dobson Consulting, « *Buyer Power and Its Impact on Competition in the Food Retail Distribution Sector of the European Union* », Royaume-Uni, 1999.
- Drake, J., « *National Market Survey, Canadian Food Stores Sales, 2000* » **Canadian Grocer**, janvier/février, p. 22-31, 2001.
- Environics International, **Food Issues Monitor**. Toronto, Ontario, mai, 2001. <http://www.environicsinternational.com/default.asp?sp-fim.asp>
- Environics International, **Global Issues Monitor, 2001** <http://www.environicsinternational.com/default.asp?sp-fim.asp>
- Hategekimana B. et M. Beaulieu, « *Les cultures génétiquement modifiées : croissance stable en Ontario et au Québec* », Statistique Canada, Division de l'agriculture. **Vista**, décembre 2002.
- Harper, D. et R. Burroughs, « *Analyse de la rentabilité dans le secteur de la transformation des aliments au Canada* ». Document de travail d'AAC, à paraître, 2003.
- Harper, D. et D. Smith, « *Profitability in the Agri-Food System, 1990-1998* ». Non publié, 2001.

## Références (suite)

- Hobbs, J. et L. Young, « *Les liens verticaux dans les chaînes d'approvisionnement agroalimentaire au Canada et aux États-Unis* ». Rapport préparé à l'intention d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, juin 2001.  
[http://www.agr.gc.ca/policy/epad/french/pubs/adhoc/vertical/vrtcl\\_f.htm](http://www.agr.gc.ca/policy/epad/french/pubs/adhoc/vertical/vrtcl_f.htm)
- International Fertilizer Development Center. Muscle Shoals, Alabama.
- Korol, M., « *Consommation, livraison et commerce des engrais au Canada 2000/2001* ». Document de travail, avril 2002.
- Landry, D., « *Concentration in the Canadian Food Processing Industries* ». Document de travail d'AAC en cours.
- La Presse Canadienne/Léger Marketing, « *Les Canadiens, leur santé et les aliments biologiques* ». Rapport. Montréal, Québec. Entrevues réalisées par Léger Marketing, du 4 au 9 juin 2002.
- La Presse Canadienne/Léger Marketing, « *Perceptions des Canadiens à l'égard des organismes génétiquement modifiés* ». Rapport. Montréal, Québec. Entrevues réalisées par Léger Marketing, du 3 au 11 juillet 2001.
- Ministère canadien des Affaires étrangères et du commerce international, « *Troisième rapport annuel sur le commerce international du Canada* », 2002  
[http://www.dfait-maeci.gc.ca/eet/trade/sot\\_2002/toc-fr.asp](http://www.dfait-maeci.gc.ca/eet/trade/sot_2002/toc-fr.asp)
- Ministère du patrimoine canadien, « *Présentation graphique de la diversité canadienne* », août 2000.
- OCDE. Source OCDE @ [www.sourceoecd.org](http://www.sourceoecd.org) « *Comptes nationaux des pays de l'OCDE - Tableaux détaillés* » Volume II.
- Smith, D. et M. Trant, « *Rendement du secteur du commerce de détail des aliments dans la chaîne agroalimentaire* ». Document de travail d'AAC, à paraître, 2003.
- Statistique Canada, **Technologie de pointe dans le secteur de la transformation des aliments**, No. 88-518-XIE au catalogue, 1999.
- Statistique Canada, « *Revenu familial, 2000* » **Le Quotidien**, 30 octobre 2002.
- Statistique Canada, « *Croissance de la productivité et prospérité, 1981 à 2000* » **Le Quotidien**, 16 décembre 2002.

## Références (suite)

Statistique Canada, « *Recensement de la population : immigration, lieu de naissance et lieu de naissance des parents, citoyenneté, origine ethnique, minorités visibles et peuples autochtones* » **Le Quotidien**, 21 janvier 2003.

USDA, « *Economic Research Service Briefing Room - Food CPI, Prices and Expenditures* » @. 2002  
[www.ers.usda.gov/briefing/CPIFoodAndExpenditures/Data/table98](http://www.ers.usda.gov/briefing/CPIFoodAndExpenditures/Data/table98). Extrait le 4 octobre.

USDA, « *Effects of NAFTA on Agriculture and the Rural Economy.* » *Economic Research Service* », rapport WRS-02-1, 2002.

Vaughan, O., « *Incidence de l'investissement étranger direct sur l'industrie canadienne des aliments et boissons* », document de travail d'AAC; No 2/95, mars 1995.

Zafiriou, M., L. Robbins, D. Karamchandani et P. Ominski, « *Changing Consumer Demand and Its Impact on Canadian Agricultural Policy and Trade* » Présentation d'AAC à la International Trade Research Consortium Conference, 15 décembre 2002.

